



Cahiers de formation marxiste n°7

Textes de formation et de débats sur :

# La révolution espagnole



Edité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale



Textes de formation et de débats sur :

# 1936 : La Révolution espagnole

Sommaire :

- Chronologie de la Révolution et de la Guerre civile espagnole
- Révolution et contre-révolution en Espagne. Vincent Scheltiens
- Questions de la révolution espagnole. Ataulfo Riera
- Lutte antifasciste et libération sociale. Par Jean-Marie Freyssat
- La naissance du POUM. Joana Nadal
- Trotsky et l'Espagne. Ataulfo Riera
- 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin.

Par Miguel Romero



Édité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVe Internationale

---

## Glossaire d'organisations et partis:

**CNT:** Confédération Nationale du Travail, syndicat anarcho-syndicaliste

**UGT:** Union Générale du Travail, syndicat socialiste

**PSOE:** Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, parti social-démocrate

**PCE:** Parti Communiste d'Espagne, parti stalinien

**PSUC:** Parti Socialiste Unifié de Catalogne, né d'une fusion entre staliniens et socialistes en Catalogne

**POUM:** Parti Ouvrier d'Unification Marxiste, parti communiste anti-stalinien

**CEDA:** Confédération Espagnole des Droites Autonomes, parti conservateur-catholique et anti-républicain

**Falange:** Organisation fasciste espagnole

---

# Chronologie de la Révolution et de la Guerre civile espagnole 1936-1939

1936



**16 février :** Victoire électorale du Frente Popular.

**17 juillet et 18 juillet:** Putsch militaire, mené par Franco, Mola et Queipo de Llano ; ils contrôlent l'armée d'Afrique au Maroc espagnol, Séville, Cadix, Cordoue, Algésiras, Pampelune, Valladolid, Burgos.

**19 juillet:** Les putschistes sont rejoints par les garnisons de Salamanca, Ségovie, Cáceres, Oviedo, Saragosse et de la Galice.

**20 juillet:** Échec du soulèvement nationaliste à Madrid et à Barcelone.

**23 juillet :** Installation de la junte nationaliste espagnole à Burgos.

**24 juillet :** Début de l'aide de la France aux Républicains espagnols.

**30 juillet :** Arrivée en Espagne des premiers avions italiens et allemands qui participeront au transport des troupes nationalistes au-dessus du détroit de Gibraltar depuis le Maroc.

**1er août :** Léon Blum propose la non-intervention en Espagne.

**4 août :** Avance de l'armée d'Afrique partie de Séville

**8 août** : La France ferme ses frontières avec l'Espagne.

**14 août** : Le colonel Juan Yagüe prend Badajoz, opérant ainsi la jonction entre les zones nationalistes du Nord et du Sud.

**18 - 19 août** : Federico Garcia Lorca est fusillé par des anti-républicains, à Grenade. Il avait 38 ans.

**4 septembre** : Prise d'Irún par les nationalistes.

**5 septembre** : Largo Caballero Premier ministre.

**9 septembre** : Conférence de Londres sur la non-intervention en Espagne.

**27 septembre** : L'armée nationaliste atteint Tolède et met fin au siège de l'Alcazar par les républicains où le colonel José Moscardó s'était retranché depuis le 22 juillet.

**En septembre** : Le Komintern approuve la création des Brigades internationales en Espagne.

**1er octobre** : Le général Francisco Franco est nommé par la junte de Burgos comme chef du gouvernement national.

**22 octobre** : Autorisation par le gouvernement républicain de la création des Brigades internationales.

**4 novembre** : entrée de la CNT dans le gouvernement Caballero.

**7 novembre** : Début de l'offensive nationaliste sur Madrid.

**18 novembre** : Reconnaissance officielle du gouvernement nationaliste par l'Italie et l'Allemagne.

**23 novembre** : Fin de la bataille de Madrid, Franco renonce à attaquer Madrid de front, l'offensive nationaliste a échoué.

**17 décembre** : La Pravda annonce qu'en Catalogne, le « nettoyage des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé » : les communistes fidèles à Staline exercent une féroce répression contre leurs adversaires communistes libertaires ou anarchistes.

## 1937



**6 février-28 février** : Échec d'une nouvelle offensive franquiste sur Madrid, lors de la bataille du Jarama.

**8 février** : Prise de Malaga par le corps expéditionnaire italien.

**8 mars** : Bataille de Guadalajara, défense des forces italiennes dans le secteur de Madrid (8-18 mars).

**18 mars** : Les nationalistes encerclés à Guadalajara.

**19 mars** : Le général Mola déclenche son offensive dans le Nord.

**19 avril** : Décret transformant la Phalange en parti unique dans la zone nationale.

**26 avril** : Bombardement de Guernica, au Pays basque espagnol, par l'aviation allemande de la légion Condor : 1500 civils sont tués.

**3 mai** : Écrasement des insurgés anarchistes et marxistes de Barcelone par l'État républicain, le Komintern et le Parti communiste espagnol, opposés à toute révolution prolétarienne au nom du front populaire antifasciste. Passivité et collaboration des anarchistes du gouvernement, défaitisme des dirigeants du POUM.

**17 mai** : Formation du gouvernement Negrín en zone républicaine.

**3 juin** : Mort du général nationaliste Emilio Mola dans un accident d'avion.

**16 juin-17 juin** : Mise hors-la-loi du POUM en zone républicaine et arrestation de ses principaux dirigeants.

**19 juin** : Chute de Bilbao devant l'armée nationaliste.

**5 juillet-26 juillet** : L'armée républicaine tente une opération de diversion lors de la bataille de Brunete, près de Madrid.

**En août**: des unités militaires communistes mettent fin à la collectivisation des terres en Aragon, organisée depuis presque un an par le Conseil régional de défense d'Aragon).

**24 août-27 septembre** : Seconde opération de diversion des républicains lors de la bataille de Belchite, en Aragon.

**21 octobre** : Les franquistes achèvent la conquête des enclaves républicaines de la zone atlantique. Chute de Gijón et fin de la guerre dans le Nord.

**28 octobre** : Le gouvernement républicain est transféré à Barcelone

**5 décembre** : Offensive républicaine à Teruel et début de la bataille de Teruel.

**19 décembre** : Les républicains reprennent Teruel.

## 1938



**8 janvier** : Prise de Teruel par les républicains.

**1er février** : Franco forme son premier gouvernement.

**22 février** : Reprise de Teruel par les franquistes.

**13 mars** : La France rouvre ses frontières au transit d'armes vers la zone républicaine.

**5 avril** : Le ministre socialiste Indalecio Prieto quitte le ministère de la défense sans avoir pu endiguer l'influence communiste et soviétique dans l'armée.

**15 avril** : Les forces franquistes atteignent la Méditerranée et coupent l'Espagne républicaine en deux.

**En juin**: la France ferme à nouveau ses frontières avec l'Espagne républicaine.

**24 juillet** : Dernière grande offensive républicaine, sur l'Ebre.

**Août** : Nouvelle crise politique républicaine: le troisième gouvernement Negrín.

**Octobre** : Retrait des Brigades internationales  
**30 octobre** : Contre-offensive franquiste sur l'Ebre.  
**16 novembre** : Les républicains repoussés sur l'autre rive de l'Ebre.  
**23 décembre** : Début de la campagne franquiste en Catalogne.

1939



**15 janvier** : La France autorise à nouveau le transit d'armes vers la république espagnole.  
**26 janvier** : Chute de Barcelone, la Catalogne tombe aux mains des troupes franquistes, tandis que 450 000 réfugiés espagnols entrent en France où ils sont internés dans des camps.  
**5 février** : Achèvement de l'occupation de la Catalogne par les franquistes (5-10 février).  
**25 février** : Le Gouvernement français et le Gouvernement nationaliste Espagnol signent secrètement les accords Bérard-Jordana.  
**27 février** : La France et le Royaume-Uni reconnaissent Franco.  
**28 février** : Démission du président de la République Azaña.  
**5 mars** : Putsch intra-républicain du colonel Casado (qui souhaitait négocier avec Franco) à Madrid (5-10 mars).  
**6 mars** : Fuite du président Negrin et des principaux dirigeants républicains espagnols.  
**26 mars** : Début de la reddition de l'armée républicaine.  
**26 mars** : Avance finale des troupes franquistes : reddition des armées républicaines, chute de Madrid.  
**1er avril** : Franco fait diffuser depuis Burgos l'« último parte », communiqué de victoire déclarant que les armées nationalistes ont atteint tous leurs objectifs militaires et que la guerre est terminée.

*Source: Wikipedia*

---

# Révolution et contre-révolution en Espagne

**Le 18 juillet, l'insurrection de la classe ouvrière espagnole fait échouer le putsch du général Franco. Tout de suite après ce succès, les travailleurs passèrent à la contre-offensive. Trois années et un million de morts plus tard, cette puissante vague révolutionnaire fut définitivement écrasée sous le talon de fer d'une dictature qui allait durer quarante ans. Ni cette défaite ni la déroute militaire de 1939 n'étaient une fatalité.**

Jusqu'à présent, l'explication dominante de ces dramatiques événements niait complètement ou minimisait qu'il y ait eu un processus de révolution sociale en Espagne. Les historiens parlaient essentiellement de la guerre civile mettant aux prises le camp réactionnaire et nationaliste de Franco et le camp républicain démocratique. Toujours selon cette explication, Franco remporta la victoire grâce au soutien de Hitler et de Mussolini. De fait, l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie ne respectèrent à aucun moment le pacte de non-intervention dans le conflit, pacte auquel la France, la Grande-Bretagne se tinrent par contre scrupuleusement, abandonnant la République espagnole dans des rapports de forces militaires défavorables. Toujours selon cette version officielle de l'histoire, l'URSS de Staline fut la seule puissance à soutenir la camp républicain agressé par la fascisme. Quant à ceux qui, dans cette guerre, refusèrent de se soumettre aux institutions bourgeoises de la république, l'Histoire officielle les dépeint comme des « aventuriers romantiques », dont l'action aurait compromis la défense de la démocratie. Cet « ennemi dans son propre camp », la république se devait de l'éliminer sans pitié. Ainsi fut fait et ainsi fut écrite l'histoire.

Et pourtant... Et pourtant le putsch de Franco n'était pas dirigé contre la République en soi. Par le putsch, le clergé, la noblesse, les grands propriétaires terriens et une partie de la bourgeoisie (dans beaucoup de cas ces dénominations différentes recouvraient les mêmes acteurs socio-économiques) voulaient établir une dictature parce qu'ils estimaient que la république ne serait pas capable de juguler la révolution montante dans le pays.

## De la résistance à la révolution

Le 18 juillet 1936, aussitôt que la nouvelle du putsch fut connue, les syndicats UGT (socialiste) et CNT (anarcho-syndicaliste) appelèrent à la grève générale. Les travailleurs/euses s'armèrent de leur mieux et aussi vite que possible pour tenir tête aux militaires. Pour cela, ils attaquèrent et pillèrent des arsenaux militaires, des casernes et des commissariats. L'improvisation fut grande, mais pas totale. En effet, syndicats et partis politiques ouvriers disposaient de structures d'autodéfense semi-clandestines, ce qui n'était pas exceptionnel en Europe à cette époque. Sentant venir le coup, ces organisations demandaient depuis

des mois au gouvernement républicain d'armer les travailleurs. Mais il n'y a pas de directives venant d'en haut. Le pouvoir républicain, à ce moment crucial, tente de négocier un compromis avec les putschistes.

Les travailleurs, de leur côté, ne se contentent pas d'autodéfense. Emportés par leur élan, ils occupent les centres de communication, les centres vitaux des transports, les infrastructures d'approvisionnement... Milices et colonnes d'assaut formées en hâte par les organisations syndicales et politiques ouvrières supplantent complètement les institutions étatiques qui s'évanouissent, ou hurlent avec les loups fascistes. C'est le moment historique où une république démocratique bourgeoise chancelante oscille entre les deux camps fondamentaux : la révolution ou la contre-révolution. Camillo Berneri, l'anarchiste italien qui sera « nettoyé » par les agents de Staline en mai 1937, exprime bien la situation : « Le seul dilemme est celui-ci : ou bien la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou bien la défaite ».

Le puissant mouvement social prend entre-temps le contrôle des entreprises et introduit l'autogestion. On exige des services publics. Dans les villages, des « juntas » (conseils) sont élus et la réforme agraire, réclamée en vain depuis de si longues années, est appliquée. Dans des régions telles que la Catalogne, l'Andalousie du Nord, l'Aragon, le Levant et la Nouvelle-Castille, les masses passent carrément à la collectivisation des terres. La révolution s'empare aussi de la justice, de la garde des frontières et fixe les prix des produits de première nécessité. La politique du logement est prise en mains par les conseils communaux. Les coopératives sortent de terre comme des champignons. Les contre-maîtres sont limogés et remplacés par des travailleurs élus. Dans certaines régions, le carnet syndical prend la place de la carte d'identité. Les travailleurs pèsent sur le pouvoir politique. Les conquêtes sociales, culturelles, économiques sont à l'avenant : règlement du travail, lois sociales, écoles unique, maisons du peuple. C'est aussi à cette période que le premier mouvement autonome et de masse des femmes apparaît en liaison directe avec le mouvement ouvrier. Ils s'appelle « Mujeres Libres » (Femmes Libres), et est d'orientation anarchiste.

## **Dernière chance...**

Le putsch voulait empêcher une révolution. Il l'a fait éclater. La vieille taupe révolutionnaire creusait depuis le fin de la dictature et l'avènement de la république, en 1931. Avant le putsch de Franco, il y avait eu pas moins de 17 « pronunciamientos » militaires depuis le début du siècle. Et il y avait eu, aussi, des vagues successives de luttes sociales. Luttes du jeune et combatif prolétariat organisé surtout par les anarchistes selon le principe de l'action directe, dans les villes. Luttes des paysans sans terre et des ouvriers agricoles contre les pratiques féodales dans les campagnes. Avant 1936, le point culminant de cette agitation avait été 1934, avec les grèves générales, la formation de véritables fronts uniques ouvriers et l'insurrection des Asturies.

Mais il faut aussi rappeler le contexte international de l'époque pour situer correctement la révolution espagnole. Après la crise de 1929 (la grande dépression), avec son cortège de chômage de masse et de misères, toute une série de pays d'Europe (et de colonies) connaîtrons une vague de luttes sociales intenses. Ce sera le cas aussi en Belgique, avec les grèves générales de 1932 et de 1936.

Mais juste avant 1936, en janvier 1933, Hitler était arrivé au pouvoir en Allemagne. La politique de division criminelle de la social-démocratie et des communistes sous direction de Staline lui avait laissé le champ libre. La peur, la colère et le désarroi sont les sentiments dominants dans la classe ouvrière européenne. Ils s'exacerbent encore lorsque le chancelier autrichien Dolfuss, le 12 février, parvient à écraser le Schutzbund, les milices ouvrières de la social-démocratie, au terme de quatre jours de résistance héroïques de celles-ci. Six jours plus tôt, l'extrême droite française avait tenté un coup d'état auquel la classe ouvrière avait répondu par la grève générale.

On comprend donc l'énorme espoir qui s'empara de tous les militants de gauche dans le monde entier lorsqu'ils apprirent que le putsch franquiste avait été mis en échec sur la péninsule ibérique par une insurrection ouvrière. Pour toute la gauche internationale, ce succès magnifique représentait la dernière chance de barrer la route au fascisme sur l'ensemble du Vieux Continent. C'est ce qui explique l'engouement spontané et massif de jeunes révolutionnaires de tous les pays pour les Brigades Internationales, ainsi que l'énorme solidarité matérielle de la classe ouvrière de l'Europe entière avec ses frères et ses sœurs d'Espagne.

## **Espoirs révolutionnaires contre calculs cyniques**

Mais le mouvement révolutionnaire semi-spontané en Espagne est vu d'un fort mauvais œil par le Kremlin. Staline

consolide son pouvoir bureaucratique en URSS. Cela implique l'élimination de la vieille garde révolutionnaire et internationaliste, des bolchéviks qui ont fait Octobre. Août 1936 voit s'ouvrir le premier procès de Moscou (dit « des seize » ; contre Zinoviev, Kemenev, Smirnov et treize autres). Le « socialisme dans un seul pays » de Staline implique la coexistence pacifique avec l'impérialisme. En guise de gage à l'impérialisme, Staline fait une croix sur la révolution mondiale, n'hésitant pas à la saboter activement si nécessaire. En Espagne, il soutint la république, pas la révolution. L'aide de l'URSS contre Franco vise donc ; 1) à relégitimer manu militari les institutions républicaines bourgeoises au détriment des organes de contre-pouvoir populaire ; 2) à renforcer l'emprise du Parti communiste espagnol sur ces institutions. Ce soutien est en fait un chantage. La République le paiera d'ailleurs à prix d'or, au sens littéral du terme : toute la réserve d'or de la Banque Nationale d'Espagne sera en effet transférée à Moscou, soi-disant pour « raison de sécurité ».

La péninsule reçut en échange la visite de très nombreux conseillers soviétiques et d'agents secrets chargés de liquider physiquement les révolutionnaires. A leur retour, bon nombre de ces agents furent eux-mêmes liquidés. Pas de témoins et qui sait si certains n'auraient pas été contaminés par le virus révolutionnaire ? Dès septembre 1937, à Barcelone, le consul soviétique et « vieux bolchévik » Antonov-Ovsenko disparaît. A partir de 1940 « disparaissaient » l'ambassadeur Rosenberg, le journaliste Koltzov, les généraux Kléber, Stachevski et Berzin, suivis de beaucoup d'autres.

Staliniens et bourgeois républicains s'accordèrent sur le même dogme : « D'abord gagner la guerre, les revendications sociales viendront après ». Celui qui rejetait ce dogme devait s'attendre à être éliminé sans pitié. « Pour gagner la guerre, il faut éliminer le cancer trotskiste » déclarait par exemple le dirigeant stalinien Manuel Uribe, le 24 janvier 1937. Ou pour le dire dans les termes du stalinien Juan Comorera « Avant de reconquérir Saragosse (tenue par les franquistes), nous devons conquérir Barcelone » (foyer de la révolution). Face à cette logique stalinienne criminelle, les courants politiques les plus lucides sur le terrain étaient le POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste), des courants anarchistes tels que celui de Buenaventura Durruti et une partie de la gauche du parti social-démocrate (PSOE). Le leader de la gauche socialiste Largo Caballero avait d'abord été qualifié de « Lénine espagnol » par Staline. Mais il devint ensuite une des bêtes noires de Moscou parce qu'il s'est refusé à pratiquer la répression à l'encontre du POUM comme l'exigeait les staliniens. De plus, si sa pratique au moment où il assume le pouvoir était contradictoire avec ses propres termes, Caballero affirmait que la guerre ne pouvait pas être gagnée sans révolution sociale : « La guerre et la révolution



sont une seule et même chose. Non seulement elles ne s'excluent pas, mais elles se complètent et l'une renforce l'autre. Le peuple n'est pas en train de se battre pour l'Espagne du 16 juillet qui était sous la domination des vieilles castes, mais pour une Espagne qui aura extirpé toutes les racines de ses castes (...) C'est la révolution à l'arrière qui donne la certitude et l'inspiration pour une victoire sur le champ de bataille ».

## **La guerre, poursuite de la politique par d'autres moyens**

On en vient ainsi à la question militaire proprement dite. Elle est indissolublement liée à la question sociale. Toute tentative de l'en séparer en distinguant des « étapes » (d'abord la guerre, puis la révolution) démoralise la base sociale sans laquelle il ne peut y avoir de victoire militaire. En Espagne, Staline a mené cette politique criminelle de façon consciente et cynique.

Personne ne prétendait qu'il fallait faire d'abord la révolution et la guerre ensuite. C'est la combinaison des deux qui est la question-clé. Les historiens bourgeois et les staliniens prétendent que les mesures révolutionnaires affaiblissaient la guerre contre les fascistes, que les troupes régulières disciplinées (celles du stalinien Juan Modesto par exemple) étaient plus efficaces, que les discussions politiques et l'autogestion des milices étaient militairement désastreuses. Ce sont des mensonges. Les travailleurs et les paysans sous l'uniforme avaient une beaucoup plus grande ardeur au combat quand ils luttèrent pour leurs conquêtes sociales et sous leur propre direction.

Les staliniens et les républicains bourgeois ont « discipliné » les troupes. Le catalogue des mesures dans le cadre de cette normalisation vaut mieux que de longs discours théoriques. Les organes du pouvoir ouvrier furent dissous : le comité central des milices de Catalogne, le comité exécutif populaire d'Aragon... des corps d'armées et de police traditionnels furent mis sur pied. La discussion politique était interdite en leur sein. Pour être policier on ne pouvait même plus être membre d'une organisation politique (sauf le PCE, bien entendu). Les officiers furent de nouveau payés plus que les soldats et les soldats obligés de saluer les officiers. Ceux-ci furent de nouveaux nommés, alors qu'ils étaient élus. Les propriétés confisquées furent rendues aux capitalistes. Et les femmes furent retirées des unités combattantes, renvoyées dans les rôles traditionnels d'infirmières et de cuisinières. L'argument à l'appui de ces mesures contre-révolutionnaires ; ne pas effrayer l'allié bourgeois dans le camp républicain, et ne pas froisser les démocraties bourgeoises à l'étranger. Mais en pratique l'Angleterre et la France avaient déjà choisi leur camp. Les Britanniques refusèrent de vendre du combustible à des

bateaux républicains sans officiers, alors que ces bateaux étaient indispensables pour empêcher Franco d'acheminer ses troupes du Maroc vers l'Espagne. A Irun, au Pays-Basque, le camp républicain fut battu parce que le gouvernement français arrêta les livraisons de munitions (par la Catalogne). La bourgeoisie « démocratique » aussi choisit son camp. A San Sebastian, cette bourgeoisie capitula pour empêcher que la résistance militaire de la CNT n'ait pour conséquence la destruction des usines. Résultat : les usines intactes passèrent sous le contrôle des fascistes. Mais le cas le plus criant est celui de l'Aragon. « Les milices des anarchistes et du POUM exigent, après avoir conquis l'Aragon, qu'une offensive soit lancée en direction de Huesca et de Saragosse. La conquête de cette ville, qui avait un fort mouvement ouvrier anarchiste, pouvait être décisive pour battre les années de Franco sur le front basque ainsi que celles qui marchaient vers Madrid. Mais le gouvernement ne voulait pas donner un avantage politique aux anarchistes. Le front de l'Aragon resta privé de l'artillerie lourde indispensable. Au contraire, une grande partie des milices anarchistes, dirigées par Garcia Oliver et Durruti, furent envoyées en direction de Madrid". Tel est le récit que fait de cet épisode tragique Eduardo Mauricio, membre du Comité central du POUM.

L'armée de Franco était composée en grande partie de soldats marocains. La gauche révolutionnaire demandait qu'on accorde l'indépendance au Maroc espagnol et eut des contacts positifs avec les nationalistes marocains. Pourquoi une "république démocratique" devrait-elle garder des colonies, demandait-elle? Donner l'indépendance au Maroc aurait réduit très sérieusement l'ardeur combattante des soldats marocains. Mais les staliniens et les bourgeois républicains ne voulurent pas en entendre parler. L'indépendance du Maroc espagnol aurait en effet pu s'avérer contagieuse au Maroc français. Or il s'agissait de ne pas froisser l'impérialisme français.

## **La contre-révolution dans le camp républicain**

Le mouvement révolutionnaire est brisé en mai 1937 avec l'assaut donné à la centrale téléphonique de Barcelone. Ces affrontements forment le point culminant d'une longue série de calomnies et d'attaques de toutes sortes contre le POUM (qualifié à tort de "trotskyste"). La centrale téléphonique était un des points névralgiques occupés par la CNT depuis juillet 36. L'assaut donné à la Telefonica par la soldatesque stalinienne le 3 mars amène les travailleurs à dresser des barricades dans toute la ville. Mais la CNT et la direction du POUM hésitent et sonnent finalement la retraite. Le 7 mai achèvent d'arriver les 12.000 soldats que le gouvernement a décidé d'envoyer pour "normaliser" la situation dans la ville. Le 28 mai, le journal du POUM, La Batalla, est interdit. Quelques jours plus tard, le POUM est mis hors-la-loi. Son dirigeant, Andres Nin, "disparaît" le 16

juin. Il sera assassiné un peu plus tard par des agents staliniens. A partir de ce moment décroîtra aussi l'influence de la CNT -avec en toile de fond une immense démoralisation et dépolitisation des masses. La révolution est brisée. Dans la confusion qui suivit les journées de mai à Barcelone, les agents de Staline ne restèrent pas inactifs. Berneri est assassiné durant les journées de mai. Le même sort frappe le dirigeant des jeunesses, Alfredo Martinez, les trotskistes allemands Freund et Erwin Wolf, des membres de l'Indépendant Labour Party britannique... Un procès sur le modèle des procès de Moscou est organisé contre le POUM. Un nouveau gouvernement est mis en place au niveau national, sans les socialistes de gauche et les anarchistes.

### **Les staliniens, les bons et les mauvais anarchistes**

Les staliniens qui vont partout répétant que les "bandes révolutionnaires" ne prenaient pas au sérieux leurs tâches militaires seront intéressés de lire ce commentaire de leur allié de l'époque, le ministre socialiste de droite Prieto. Le 28 mai 1937, il écrit à l'ambassadeur d'Espagne à Washington: "Nous avons d'ailleurs décidé de déclencher sur différents fronts une série d'offensives, dans lesquelles nous enverrons en premier lieu les éléments des CNT et des FAI en tant que troupes de choc. D'autre part nous avons décidé de déplacer ces éléments vers les secteurs les plus dangereux. De cette manière ils nous aideront eux-mêmes à réaliser le nettoyage le plus complet, ce dont nous leur serons reconnaissants".

Les staliniens qui considèrent l'anarchiste Buenaventura Durruti comme un "anarchiste sérieux" prennent des libertés avec l'Histoire. Durruti, qui disparut dans des circonstances non élucidées lors des combats sur le campus de Madrid, ne fit jamais mystère de son dégoût pour le stalinisme. L'Espagne était pour lui le théâtre d'une "authentique révolution sociale". L'honneur du courant anarchiste de Durruti -les « amis de Durruti » -comme celui d'Emma Goldman. fût de prendre la défense des révolutionnaires au cours des journées de mai à Barcelone. Ils furent peu nombreux à le faire : "Travailleurs! Formez une junte révolutionnaire! Fusillez les coupables. Désarmez les corps armés. Socialisez l'économie. Dissolvez les partis politiques qui ont agressé la classe ouvrière. Nous n'abandonnerons pas la rue. La révolution avant tout. Salut à nos camarades du POUM qui ont fraternisé avec nous dans la rue. Vive la révolution sociale! A bas la contre-révolution!" (Tract anarchiste du 6 mai 1937, imprimé sur les presses de « La Batalla »).

### **Epilogue**

En juillet 1938, la bataille de l'Ebre est la dernière grande offensive de la république. Une année plus tôt, en septembre 37, les armées basques avaient déjà capitulé. En septembre 38, d'ailleurs, les "démocraties" capitulaient à Munich face au nazisme. En novembre, les Brigades Internationales sont retirées d'Espagne. Janvier 39 voit la chute de Barcelone et toute la Catalogne suit un mois plus tard. En avril 1939, c'en est fini, Madrid est tombée. Exécutions, tortures, emprisonnements, exil, oppression sociale et culturelle... vont être le sort de dizaines et de centaines de milliers de gens. Pour ceux qui y survivront, le calvaire durera encore quarante ans.

L'orientation révolutionnaire n'a pas pu prouver qu'elle était capable de battre le fascisme. Mais le camp républicain (staliniens, social-démocrates et bourgeois démocrates) y est encore moins parvenu – en dépit de la discipline imposée à ses troupes et de l'élimination des révolutionnaires. Les démocraties bourgeoises reconnaissent le régime de Franco et, plus tard, l'URSS fera de même. La page est tournée. En août 1939 l'URSS et l'Allemagne nazie signent le pacte Ribbentrop-Molotov... Ce terrible drame espagnol allait déboucher sur une barbarie plus grande encore : la deuxième guerre mondiale avec le génocide des Juifs. Le bombardement de la population civile de Guernica par la Légion Condor allait être reproduit au centuple, par les nazis d'abord, par les étatsuniens ensuite à Hiroshima Nagasaki et Dresde. Seule la victoire révolutionnaire en Espagne aurait pu faire tourner la roue de l'Histoire dans l'autre sens. « Socialisme ou Barbarie » : l'avertissement de Rosa Luxemburg allait se révéler plus prophétique que jamais...

### **Questions ouvertes**

Il manqua en Espagne une véritable direction révolutionnaire. Les révolutionnaires les plus lucides, les camarades du POUM, commirent de graves fautes à des moments décisifs. L'Opposition de Gauche espagnole aurait-elle dû rejoindre la gauche du PSOE plutôt que de former le POUM, comme Trotsky le préconisait? Cette question reste ouverte. En tous cas, le POUM n'aurait jamais dû entrer dans la Generalitat, le gouvernement catalan. Mais d'autre part, le POUM une fois constitué, Trotsky aurait dû formuler ses critiques de façon plus constructive pour guider ses camarades dans les épreuves tactiques qui allaient suivre. Au lieu de cela, il déchaîna sur ses ex-camarades une violence verbale impressionnante, qui eut pour effet de fermer les oreilles de ceux auxquels ils s'adressaient, alors même qu'ils attendaient beaucoup du fondateur de l'Armée Rouge.

**Vincent Scheltiens , La Gauche n°14, 12 juillet 1996**

---

# Questions de la Révolution espagnole

## 1. Les causes économiques

**L'évolution économique de l'Espagne permet de mieux comprendre sur quelles bases s'effectuèrent les bouleversements sociaux et politiques qui convergèrent dans la Révolution de 1936.**

L'Espagne des années '30 était un pays fondamentalement agricole: plus de la moitié du revenu national et plus des 2/3 des exportations provenaient de l'agriculture. Cette dernière occupe 6 millions de paysans, dont 4 millions d'ouvriers agricoles et 2 millions de petits propriétaires. Mais les outils et les techniques de la production agricole sont archaïques, le rendement des terres est l'un des plus faible d'Europe.

Non seulement ce dernier est bas, mais il reste stationnaire alors que la population des campagnes augmente, ce qui contribue à la misère croissante du prolétariat agricole, dépossédé de sa terre par les grands propriétaires terriens. En 1932, sur les 2.434.268 exploitations agricoles, 1.460.760 avaient une étendue de moins d'un hectare tandis que 7.508 d'entre elles en comptaient plus de 5.000! Ainsi, ceux qui ne possédaient pas assez d'hectares pour subvenir à leur besoins (près de 84% des petits propriétaires) étaient obligés de travailler pour le compte des "seigneurs" et ce, tout comme pour la masse des ouvriers agricoles, pour un salaire de misère. L'émigration est ainsi la seule solution de survie pour beaucoup: plus de 2 millions et demi d'Espagnols quitteront leur pays entre 1900 et 1930.

### **Industrialisation faible et crise**

Cette situation est renforcée par le fait que les villes sont incapables d'absorber toute la main d'oeuvre "excédentaire" des campagnes. L'industrie s'y est tardivement développé et n'a connu qu'une ère d'expansion courte (de 1898 à 1918). Déplus, elle ne s'est cristallisée que dans des régions géographiquement déterminées: Asturies, Pays-Basque et Catalogue où travaillent 2,5 millions d'ouvriers et de mineurs. Cette industrie s'est très vite limitée aux mines (les ressources minières sont importantes, notamment du cuivre et du minerai de fer), à la sidérurgie et au textile et est essentiellement tournée vers l'exportation.

Le capitalisme espagnol, du fait de son expansion tardive, a peu de débouchés extérieurs. Cette industrie est également "bloquée" du fait que la consommation intérieure est faible à cause des structures sociales archaïques qui maintiennent

les masses dans un état de pauvreté permanente. L'Espagne doit ainsi importer une grande partie de ses produits manufacturés contre l'exportation de ses produits agricoles ou miniers.

La crise agricole et économique qui va frapper le pays à partir des années 30 (influencée spécifiquement par la crise mondiale du capitalisme) ne fera que renforcer cette situation. En 14-18, l'économie espagnole connut une expansion importante car la plupart des pays européens, consacrant l'essentiel de leur économie pour la guerre, importèrent une quantité importante de produits espagnols. Mais, sitôt, la guerre finie, la stagnation reprit le dessus car les profits engrangés n'avaient été réinvestis ni dans l'amélioration de la production agricole, ni dans l'industrie.

### **L'impossible révolution bourgeoise**

La cause de ce retard économique se trouvait dans la structure sociale du pays. C'est une classe aristocratique, (50.000 personnes) détentrice des grandes terres et qui comptait pour alliés la caste des officiers, le clergé, la bourgeoisie foncière, financière et industrielle et une partie des intellectuels qui dominait le pays (en tout, un million de personnes). Un pour-cent des propriétaires terriens possédaient autant de terres que tous les autres réunis! Cette classe foncière base toute sa richesse et son pouvoir sur l'exploitation de la paysannerie. Elle est hostile à toute augmentation des salaires et à tout progrès technique en matière de production agricole. Pour les grands propriétaires terriens, il est bien moins cher de perpétuer le type de production primitif que de l'améliorer.

La bourgeoisie espagnole, le pays n'ayant jamais connu de révolution bourgeoise, est apparue tardivement et était extrêmement faible: "Le capitalisme espagnol est un capitalisme à ses débuts développé grâce à la monarchie et habitué à cette protection" (1). Les bourgeois sont liés par mille liens économiques, idéologiques, politiques ou familiaux aux grands propriétaires fonciers. Le protectionnisme traditionnel de l'économie espagnol ne permettait pas l'arrivée d'un flux important de capitaux étrangers, investissements qui auraient pu permettre un développement industriel important. Le capital étranger existait tout de même (anglais et français surtout), mais il se limitait essentiellement aux entreprises exportatrices.

De plus, les investisseurs étrangers s'appuyaient fermement sur les vieilles classes féodales dirigeantes qui, étant hostiles à l'industrialisation systématique, ne favorisaient pas la bourgeoisie nationale. Ce qui explique que la bourgeoisie internationale favorisa dès le début le camp franquiste contre la République.

Cette faiblesse de la bourgeoisie explique que lors de l'avènement de la République espagnole, en 1931, les partis bourgeois au pouvoir furent incapables de mener à bien les tâches historiques de la révolution bourgeoise, à savoir, entre autres, la réforme agraire. De faibles tentatives en ce sens furent initiées, mais même dans ce cas, elles rencontrèrent l'hostilité des grands propriétaires terriens. Pour ces derniers, toute amélioration des conditions de vie des paysans aurait signifié une perte de profits. La bourgeoisie ne pouvait aller plus loin, elle ne pouvait couper le cordon ombilical qui la liait étroitement aux classes réactionnaires.

C'est ainsi que la révolution espagnole, contrairement à la volonté des staliniens, ne pouvait être une révolution bourgeoise classique: seul le prolétariat pouvait accomplir les tâches historiques de la révolution bourgeoise tout en les dépassant pour réaliser une authentique révolution socialiste. En ce sens, la révolution espagnole ne pouvait être que permanente.

Le capitalisme' espagnol était ainsi complètement bloqué, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur. Pour que le pays connaisse un développement important de ses forces productives, l'alternative était claire; soit une révolution socialiste victorieuse, menant à bien une réforme agraire radicale et donnant au prolétariat le contrôle de la production industrielle. Soit l'écrasement total du mouvement ouvrier via une dictature de type fasciste. Il n'y avait pas de place pour une troisième voie.

Le fascisme permettait artificiellement de limiter la crise par une répression sociale et politique féroce avant d'entamer le développement capitaliste. Malheureusement, ce fut la deuxième option qui l'emporta. Fin des années '40, les propriétaires terriens commencèrent à investir dans l'industrie. Fin des années '50, l'économie espagnole s'ouvrit entièrement au capitalisme mondial et connut une ère d'expansion forte.

## 2. L'Espagne réactionnaire

**Le complot et le soulèvement militaires de juillet 1935 contre la République, ou plutôt contre la Révolution, ont bénéficié, dès le début, du soutien actif des classes possédantes du pays. Nous allons voir quels sont ces groupes et ces classes sociales.**

C'est bien entendu l'armée qui va constituer le fer de lance de la lutte contre la République "rouge" et qui va structurer le nouveau régime. Cette armée est une sorte de force politique autonome. Techniquement complètement obsolète (la seule unité un tant soit peu efficace étant la Légion étrangère, dont est issu Franco), bardée de défaites militaires à l'extérieur, elle est par contre un instrument redoutable pour écraser les révoltes à l'intérieur, comme ce fut le cas de l'insurrection ouvrière des Asturies de 1934.

Les officiers de cette armée constituent une véritable caste; ils sont quinze mille (dont huit cents généraux, un pour cent soldats!) issus pour la plupart de "bonnes familles" et dont les idées politiques sont majoritairement monarchistes, adversaires de toute évolution sociale. C'est l'armée qui, dans les premiers mois de la guerre assumera l'administration des territoires nationalistes et qui fournira une grande partie des cadres fonctionnels du nouveau régime.

### Eglise intégriste

L'église espagnole, la plus rétrograde d'Europe, est un autre pilier de la société. Elle compte quatre vingt mille membres et possède une fortune incalculable: onze mille domaines fonciers, des propriétés urbaines, des entreprises, des mines, des chemins de fer etc. Elle a toujours eu la mainmise totale sur l'enseignement, ce qui explique sans doute les douze millions d'analphabètes! C'est une église essentiellement intégriste et réactionnaire, ennemie jurée de la république issue de 1931 qui avait pris des mesures laïques. Au début de la guerre pourtant, même si les trois quarts des prêtres prennent ouvertement (et parfois violemment) le parti des militaires, la hiérarchie marque sa sympathie envers ces derniers, mais sans s'engager à fond. C'est que l'issue de la guerre était encore incertaine.

A partir de 1937, elle prendra officiellement position pour Franco, au nom de "la défense de l'ordre moral catholique", mais surtout pour la défense de ses propres biens. L'influence de l'église sur les nationalistes sera alors déterminante. Elle apportera ses richesses, mais également sa "touche idéologique" au conflit, en parlant de la lutte contre "les rouges" comme d'une "sainte croisade" ou d'une "reconquista". En retour, le régime franquiste abolira toutes

les mesures laïques et rétablira notamment la toute puissance de l'église vis-à-vis de l'éducation.

La rébellion militaire contre la République recevra également le soutien des secteurs réactionnaires de la bourgeoisie espagnole. Cette dernière est extrêmement faible du fait de l'industrialisation tardive et lente du pays au cours de XIXème siècle, limitée à certaines régions géographiques. C'est la bourgeoisie financière, essentiellement, qui apportera son soutien le plus actif à Franco. Cette dernière est liée - ou plutôt soumise - par mille liens à l'aristocratie foncière et oligarchique dont elle adopte, par mimétisme, les idées politiques. Le financier Juan March illustre bien cette bourgeoisie réactionnaire. Propriétaire terrien, garant des intérêts capitalistes français, allemands, mais surtout anglais, il finance tout ce qui s'oppose à la République et sera un des principaux bailleurs de fonds de Franco. tant en Espagne qu'à l'étranger où il mobilise des capitaux anglais, français etc.

### **Aristocratie moyenâgeuse**

La vieille aristocratie espagnole, d'un conservatisme tout droit issu du Moyen-Age, se rangera bien évidemment du côté des militaires. Politiquement, elle est divisée en deux partis rivaux. Le premier est le "Parti de la Rénovation Espagnole", corporatiste et autoritariste, qui revendique la restauration de la lignée royale " alphonstiste ". Son dirigeant est Calvo Sotello, qui participe au complot militaire.

Le second parti, la « Communion traditionaliste » est encore plus fanatique du point de vue du conservatisme catholique. Ce sont les royalistes "carlistes", fortement implantés en Navarre. Tous deux sont violemment anti-républicains et considèrent le suffrage universel comme un produit étranger qui offense "l'Hispanité". Depuis 1934, ils sont tous deux financièrement soutenus par l'Italie fasciste et constituent des stocks d'armes. Les carlistes constitueront même une milice armée dès le début de la guerre civile et, de ce fait, occuperont un espace politique plus grand au sein du camp nationaliste, au détriment des alphonstistes.

Paradoxalement, la hiérarchie catholique n'apportera pas de soutien (avant 1936) à ces deux partis, du moins officiellement. Leur caractère par trop conspirateur et violent indisposait le Vatican. Aussi, l'église se dotera d'un bras politique se voulant un parti catholique de masse: l'Action Populaire, parti "respectueux" des lois (bien qu'il vise l'abolition du parlementarisme) et qui obtiendra une large participation parlementaire et gouvernementale.

En 1933, en s'alliant à divers petits partis de droite, il prendra le nom de CEDA, et participera au pouvoir républicain de droite de 1934 à 1936. La révolte asturienne fut notamment provoquée du fait que le leader de la CEDA,

Gil Robles (qui imitait volontiers une partie de la "mise en scène" fasciste), entra dans ce gouvernement. Ce fut ce même Gil Robles, devenu ministre de la guerre, qui nomma Franco chef d'Etat Major en 1935. Mais avec la radicalité politique et l'exacerbation des tensions provoquées par la guerre civile, le CEDA perdra son influence en faveur des forces monarchistes extrémistes et finira absorbé par le parti carliste.

### **Phalangistes**

Enfin, l'Espagne comptait également un parti typiquement fasciste, la "Phalange Espagnole", fondée en 1932 par le fils du dictateur Primo de Rivera et soutenue par des secteurs de l'oligarchie voulant utiliser un instrument politique moderne (à l'image des partis fasciste italien et nazi en Allemagne). Ce parti a une rhétorique et une pratique ultra-violente; les membres paradent en uniforme et prônent la "dialectique du poing et du pistolet".

Dans les "généreux" soutiens à la Phalange on retrouvera Juan March. Le programme de ce parti est clairement fasciste: pour un état totalitaire, avec des aspects "sociaux" (nationalisation de certaines industries et mines; sorte d'assurance sociale pour les travailleurs; contre le capitalisme libéral et monopolistique, etc. ) mais également pour un rejet de toute forme de lutte de classe, remplacée par un syndicat unique regroupant patrons et travailleurs. A côté de cela: visées impérialistes sur le Maroc français et les ex-colonies d'Amérique Latine.

Mais le mouvement va rester marginal et très minoritaire jusqu'en 1935 où, à la faveur de la victoire du Front Populaire en février et du début de la Guerre civile en juillet, il gagnera en force et en influence. Sa milice armée s'occupera notamment de l'élimination physique des opposants sur le territoire nationaliste. C'est la Phalange qui servira également de charpente pour le futur parti unique du régime franquiste.

### **L'Etat "national-syndicaliste"**

Le fascisme s'est donc constitué en Espagne d'une manière spécifique. Contrairement au cas Allemand et Italien, il n'existait pas de mouvement ou d'organisation fasciste de masse avant le soulèvement militaire de juillet 1936. L'Etat fasciste s'est en effet constitué et consolidé pendant la guerre civile et a connu des caractéristiques propres au totalitarisme militariste.

Dans la plus pure tradition du "pronunciamento" espagnol, le complot qui a amené le soulèvement d'une partie de l'armée les 17 et 18 juillet 1936 a essentiellement été porté par des généraux. Durant les premiers mois de la guerre, la

situation politique reste confuse dans les territoires conquis par ces "rebelles". Jusqu'au mois d'octobre, les militaires, constitués en "Junta", n'avaient pas comme volonté l'organisation politique de leur zone: la priorité était donnée à la guerre, qu'ils pensaient courte. De plus, ils n'étaient pas tous d'accord sur la forme et la nature que devait prendre le nouveau régime.

Des décisions politiques sont néanmoins appliquées: tous les partis ou organisations syndicales ayant soutenu le Front populaire sont interdites, la répression et l'élimination des opposants est systématique. Dans le camp des militaires insurgés se rangent très vite la plupart des partis d'extrême droite, de droite ou du centre-droit, mais ils ne joueront pas de rôle de premier plan au début de la guerre civile, notamment du fait de la disparition des principaux leaders.

A la faveur de la radicalisation due à la guerre civile, des changements importants ont lieu dans ces milieux. Une polarisation politique s'opère dans ces forces politiques: deux mouvements, les plus extrémistes (et minoritaires jusque là) occupent le devant de la scène. Les partis plus "modérés" vont peu à peu être laminés en faveur du parti de La Phalange, authentiquement fasciste, et des monarchistes carlistes (La Communion traditionaliste).

## La montée au pouvoir de Franco

Le pouvoir réel, en ces premiers mois, est donc détenu par un triumvirat de généraux: Llano, Mola et Franco. Lorsque ces derniers s'aperçoivent que la guerre sera prolongée, l'unité d'un pouvoir politico-militaire fort s'impose à eux. Ce sera le général Franco qui mènera à bien cette tâche, à la fois par ambition, par ruse et... par hasard. En effet, la plupart de ses principaux rivaux sont très vite hors jeu. Celui qui, naturellement, devait être le chef de l'insurrection, le général Sanjurjo, meurt dès les premiers jours de la rébellion dans un accident d'avion. Au niveau militaire, toujours, Llano est politiquement incompetent et le général Mola, proche des carlistes et cerveau du complot, meurt quant à lui lors de la conquête du Nord du pays.

Au niveau politique, le vide s'installe également: Calvo Sotelo, le chef des monarchistes alphonstistes est mort, ainsi que Primo de Rivera, le "führer" de la Phalange et son lieutenant, Ruiz de Alvo. Gil Robles, leader de la CEDA paraît timoré, modéré même, face à la situation. Dans ces conditions nécessitant un "arbitre" entre les différentes forces réactionnaires (unies par une même haine du "rouge", mais antagonistes sur d'autres terrains) et un "leader" incarnant l'unité politico-militaire de ces derniers, Franco arrivera à s'imposer rapidement et sans trop de difficultés.

De juillet 1936 à juin 1937, son ascension vers le pouvoir absolu sera constante. Le 1er octobre 1936, il est désigné par

ses collègues de la "Junta technique" au rang de généralissime et de Chef d'Etat. Cette Junta se constitue alors en embryon de pouvoir, provisoire, en constituant plusieurs commissions d'administration (justice, économie, finances, travail, etc.). Des militaires sont nommés partout pour assumer les charges des fonctionnaires peu sûrs, républicains, en fuite ou fusillés. Franco règne donc à ce moment là directement et indirectement par l'intermédiaire d'hommes sûrs, des officiers, placés par lui aux postes clés.

Après l'échec définitif d'une prise rapide de Madrid, alors que la guerre s'annonce plus longue que prévue et s'internationalise, la nécessité d'un pouvoir politico-militaire plus centralisé se renforce. Franco va donc amener (ou plutôt imposer) peu à peu, et non sans mal, les deux principales forces politiques, les carlistes et la Phalange, à se fondre en un seul parti, qui deviendra parti unique d'Etat par un décret du 19 avril 1937. Franco en sera le dirigeant à vie. Cette nouvelle organisation, qui prendra les formes, le nom et une partie du programme de La Phalange, va provoquer la fin des autres forces politiques sommées de s'y intégrer ou de disparaître. Le "caudillo" établit son règne: il est à la fois chef des armées, de l'Etat, qui s'intitule "National-sindicaliste", chef du parti unique et des Milices, également unifiées, des Phalangistes et des carlistes. En 1938, un gouvernement officiel est constitué.

Le nouvel Etat est calqué sur les modèles allemand et italien dans l'organisation de la société. Les intérêts et les droits individuels sont bannis au profit de l'Etat, incarné dans les structures du Parti et du Syndicat Unique de La Phalange. Toute la société est quadrillée par ce Parti; organisation unique de jeunesse, des femmes, etc. La Constitution du nouveau régime est basée sur la Charte du Travail qui reprend les thèmes chers au fascisme classique de l'ancienne Phalange et les soucis des monarchistes carlistes: volonté de restaurer la monarchie, prépondérance de l'Eglise catholique intégriste dans la société, syndicat unique et obligatoire regroupant patrons et travailleurs, rejet de la lutte de classe, fidélité et obéissance aveugle au Chef, respect de la hiérarchie et de l'autorité, "amour" de la "Patrie", etc.

Au niveau économique, le nouveau régime s'emploiera à restaurer un taux de profit satisfaisant pour les classes possédantes. En écrasant et en surexploitant les travailleurs, évidemment, mais également en s'assurant des débouchés internationaux en nouant des alliances économiques tant avec les autres pays fascistes qu'avec les pays dit démocratiques.

C'est donc un Etat clairement fasciste. Mais il se distingue de ses deux frères jumeaux en ce que l'armée y occupe une place à part, au-dessus même du Parti Unique. Ainsi, les militaires continuent à occuper les principaux postes

administratif. Jusqu'à la fin du régime, en 1975, les principaux bras droit de Franco auront toujours été des officiers. Franco lui-même ne sera jamais "phalangiste", ils jouera souvent, durant sa trop longue carrière de dictateur, sur les conflits entre les carlistes, les phalangistes, l'Eglise, mais se reposera toujours sur l'armée.

### 3. La Révolution en marche

**Lorsque les militaires tentent leur coup d'Etat, les 17 et 18 juillet 1936, le gouvernement républicain, au début, tente de négocier avec les généraux rebelles. En vain. Le putsch militaire, destiné à empêcher la révolution sociale va au contraire précipiter celle-ci. On assiste alors à une des plus formidables mobilisations de masse de l'histoire.**

Le 18 juillet au soir, les syndicats UGT (socialiste) et CNT (anarchiste) appellent à la grève générale. Des groupes d'ouvriers s'arment tant qu'ils peuvent et s'emparent des dépôts militaires, investissent les casernes et neutralisent les militaires putschistes. A la dernière minute, la nouvelle équipe ministérielle du républicain libéral José Giral (en trois jours, trois gouvernements vont se succéder!) autorise, enfin, la distribution des fusils aux travailleurs.

Dans une grande partie du pays, dans les principales villes industrielles, les militaires sont battus. Ailleurs, les ouvriers n'ayant pas été armés à temps, des régions entières tombent sous le contrôle des militaires insurgés. La guerre civile commence... ainsi que la révolution.

#### Une authentique révolution

Entre l'armée en révolte et le peuple en armes, qui réclame un changement social radical, le pouvoir officiel de la République bourgeoise s'effrite; ses institutions demeurent mais se vident de leurs substances. Privé de ses forces répressives et administratives (submergées ou passées dans le camp des militaires insurgés), le pouvoir officiel de l'Etat bourgeois existe toujours, du moins nominale, mais plus personne ou presque ne lui obéit. À sa place, commence à apparaître un nouveau pouvoir; celui des travailleurs et des paysans.

Partout, des comités se constituent et commencent à assurer l'armement des travailleurs et la constitution de milices qui, très vite, iront au devant des troupes putschistes. Dans ces milices il n'y a pas de salut militaire et les officiers sont élus par les miliciens. Les femmes y occupent également des postes importants. Mais les comités (ré)organisent aussi, en les collectivisant dans l'intérêt des travailleurs le ravitaillement, la distribution, les communications et les

transports, de même que le contrôle des entreprises, où ce sont les ouvriers eux-mêmes qui gèrent la production. En Catalogne, 70% des entreprises seront bientôt, autogérées, 30% à Madrid, 50% à Valence, et la quasi-totalité dans les Asturies.

En tout, plus de 18.000 entreprises seront collectivisées. Un certain contrôle sur les prix est appliqué et on tente de reconstituer des circuits de distribution alternatifs. Les comités réquisitionnent également les services publics, organisent les fonctions de police, rendent la justice, etc. Dans certaines villes, même les cinémas, les théâtres, les imprimeries, les grands magasins, les hôtels et les bars de luxe sont "socialisés". Mais ce mouvement n'étant pas généralisé à toute l'économie et pas entièrement centralisé (du fait de la non-centralisation des comités), va connaître certaines difficultés. A Barcelone, par exemple, les travailleurs vont essuyer bien des échecs économiques du fait que certains circuits d'approvisionnement en matières premières sont contrôlés par les communistes staliniens. Ainsi en est-il également des banques, tenues par l'UGT (dominée par les staliniens) et qui, loin d'être collectivisées, vont même couper les crédits aux entreprises autogérées.

Des mesures radicalement égalitaires sont prises, contre le chômage et la misère: à Barcelone, tous les mendiants sont embauchés dans les organisations syndicales. Dans les campagnes, des comités se constituent dans chaque village et mènent une véritable réforme agraire, réquisitionnent les terres des "seigneurs" et les redistribuent entre tous. Dans certaines régions, en Aragon surtout, l'argent lui-même est quasiment aboli et remplacé par des bons d'approvisionnement gratuits délivrés par les comités locaux. La vie quotidienne est transformée, un vent formidable de liberté souffle dans les territoires "républicains". Des expériences sociales originales sont impulsées, la scolarité est étendue, le féminisme, dans ce pays au machisme particulièrement prégnant se développe, impulsé essentiellement par des femmes anarchistes.

#### Les comités révolutionnaires

Bref, les intérêts de la bourgeoisie sont attaqués de plein fouet, les piliers de l'ordre économique et social du capitalisme sont en phase de démantèlement, marquant par là le début d'une authentique révolution socialiste.

Mais, du fait de la non-unité du mouvement ouvrier, il existe une multitude de comités ; couvrant des réalités bien différentes. Dans certaines villes et régions, tout est collectivisé; dans d'autres, les anciennes formes de production capitaliste coexistent avec la collectivisation et, ailleurs, rien n'a été changé.

Fondamentalement, il existe deux types de comités. Les premiers, les comités locaux, de base sont entièrement spontanés: "Aucun parti, aucune organisation n'a appelé à leur constitution, mais tous les militants organisés dans les partis ouvriers et les syndicats, ainsi que la masse considérable des travailleurs inorganisés, ont participé à leur création (...). Chaque comité est, dans son domaine propre, l'unique autorité, l'unique loi, l'incarnation de la volonté commune". (2).

Tout est décidé sur base de la démocratie directe. Par contre, les comités qui exercent une certaine centralisation au niveau des villes et des régions sont le fruit de négociations et compromis entre les syndicats et les partis ouvriers (UGT-CNT-PSOE-POUM) et rassemblent même des représentants des partis bourgeois du Front populaire...

## Dualité de pouvoir

En ces mois de juillet-août-septembre '36, une situation de double pouvoir (très complexe) commence donc à s'instaurer avec d'un côté le pouvoir déstabilisé et affaibli de la bourgeoisie et, de l'autre côté, le pouvoir naissant et vigoureux de la classe des exploités. Ces deux pouvoirs ne pouvaient coexister éternellement côte à côte, l'un étant l'émanation d'un système oppressif, le capitalisme, l'autre étant l'expression d'une société nouvelle en construction, libérée de toute exploitation.

Une des caractéristiques essentielles de cette situation de dualité de pouvoirs était le déséquilibre entre la force sociale et la force politique au sein de chacun de ces deux pouvoirs. Ainsi, le pouvoir révolutionnaire naissant possédait une énorme force sociale et militaire appuyée sur les masses tandis que le pouvoir "officiel", vidé de toute base sociale populaire, amputé de la plus grande partie de ses forces répressives, avait par contre beaucoup plus de force politique. Sa force politique résidait en ce qu'il réalisait pleinement sa situation périlleuse, se donnant, très vite, les moyens de s'en sortir. (3)

Nous verrons par la suite comment, à terme, ce fut le pouvoir étatique "officiel" qui mit fin à la dualité de pouvoir en privant de leur fonction, petit à petit, puis en les supprimant, les comités de base.

## Le déclin de la révolution

L'échec du processus révolutionnaire des mois de juillet-août-septembre 1936 tient à plusieurs facteurs. Ces derniers sont à la fois internes et externes au mouvement révolutionnaire.

Les comités qui ont commencé à assumer la transformation de la société n'ont pas connus l'évolution nécessaire pour qu'ils deviennent les véritables instruments de la révolution. Comme on l'aura vu, les comités dirigeants qui se sont, de fait, substitués aux instances gouvernementales, étaient composés de représentants des différents partis et syndicats ouvriers.

Mais la plupart étaient également composés de représentants de partis bourgeois du Front populaire, ce qui, à ce moment là, n'était absolument pas représentatif du rapport de force entre la bourgeoisie et les travailleurs. Il aurait donc fallu que la nature de classe des comités soit clairement définie et que les membres de ces comités ne soient pas désignés sur base de négociations entre les différentes organisations, mais bien élus et révocables directement par la base. Si la nature de ces comités n'a pas évolué dans le sens des "soviets" révolutionnaires, c'est que les partis qui les composaient, et qui, en définitive, en assuraient l'orientation, ne voulaient pas de cette évolution.

## Le poids des organisations

Pour ce qui est des partis républicains bourgeois ou autonomistes, la raison en est évidente. Le PC et une aile droite du PSOE, au nom de la "nécessaire unité antifasciste" vont tout faire pour restaurer le pouvoir gouvernemental "officiel" en vidant de leur substance et de leur prérogatives les comités. Pour eux, ceux-ci sont un obstacle pour une guerre efficace contre les militaires rebelles car ils n'amènent, selon eux, que désordre et anarchie. Plusieurs défaites militaires et la perte de quelques grandes villes ouvrières (Badajoz, Irun, Tolède), durant l'été '36, semblent renforcer leurs arguments. C'est évidemment nier que la désorganisation (provisoire) est inévitable lorsque commence un changement de société. Quant à la question militaire, il est évident qu'un pouvoir centralisé était nécessaire, mais la question était de savoir de quel pouvoir il devait s'agir.

Les socialistes de gauche du syndicat UGT ou du PSOE, avec leur leader Largo Caballero, réclamaient quant à eux, tout en tenant un discours révolutionnaire, la constitution d'un "gouvernement ouvrier", mais tout en restant dans le cadre des institutions républicaines et en tentant de concilier les comités et les appareils étatiques bourgeois. Le POUM quant à lui estimait que, du fait des spécificités du mouvement ouvrier espagnol, la constitution de soviets était impossible. La révolution devait donc être menée à partir d'un gouvernement ouvrier issu des comités, tels qu'ils étaient dominés par les partis.

Les anarchistes occupaient une position prépondérante, parfois même hégémonique, mais étaient également divisés. Un courant droitier et opportuniste, majoritaire dans la



direction, se rangeait sur les vues du PSOE. L'absence d'un parti révolutionnaire conséquent, qui aurait pu mener à bien la nécessaire évolution des comités et la centralisation de ces derniers est ici criante. Ainsi, "les comités cesseront-ils d'être de véritables organismes révolutionnaires faute de se transformer en expression directe des masses soulevées. Ils redeviennent des comités d'entente" (1) pour les différentes organisations politiques.

## 4. L'internationalisation du conflit

**Avec l'intervention active des dictatures fascistes aux côtés de Franco, le conflit espagnol prend une dimension internationale. Pour la plupart des dirigeants des organisations du Front populaire, une aide des "démocraties" occidentales était donc possible mais à la seule condition de ne pas les effrayer avec une révolution socialiste.**

Quant à l'URSS, sous la domination de la bureaucratie stalinienne, elle cherchait, face à la menace grandissante du fascisme, à s'allier à ces "démocraties occidentales" ce qui supposait, en guise de gage, d'étouffer toute velléité révolutionnaire de la part des différents partis communistes. Cette position sera confirmée en Espagne où, au cours des 3 premiers mois de la guerre civile, alors que le processus révolutionnaire battait son plein, les antifascistes ne recevront aucune aide matérielle ni militaire du "pays des soviets". A partir de novembre, lorsqu'il est clair que le processus s'essouffle et que les institutions étatiques officielles reprennent peu à peu leur pouvoir, l'aide russe arrivera enfin, renforçant, à travers le prestige qu'acquiert alors le PCE, le processus contre-révolutionnaire.

### Le gouvernement Caballero et la fin des comités

En septembre, le gouvernement bourgeois est aux abois; sans aucune autorité, il se disloque et un nouveau gouvernement est constitué. Ce dernier comprend à sa tête le socialiste Caballero qui renonce à poursuivre la révolution pour gagner d'abord la guerre, des ministres socialistes, tant du PSOE que du syndicat UGT, deux communistes et 5 ministres bourgeois. La CNT refuse, dans un premier temps, d'y participer. On est donc loin du "gouvernement ouvrier révolutionnaire" tel que le prônaient les socialistes de gauche et les anarchistes. Malgré les discours, l'objectif de ce gouvernement est clair: maintenir la république "démocratique" et mettre fin à la dualité de pouvoir, "sa direction socialiste est une concession aux ouvriers, son programme un gage de "respectabilité" pour les puissances" occidentales. (2)

Un peu partout, les comités s'inclinent avec plus ou moins de conviction, devant l'autorité du nouveau gouvernement étatique. Ainsi, en Catalogne, le Comité central des milices antifascistes se dissout le 1er octobre, les révolutionnaires du POUM et de la CNT-FAI ayant accepté ce fait en échange de leur participation au sein du nouveau gouvernement de la "Generalitat" catalane. Dans ce gouvernement régional, contrairement à la proportion qui existait dans le Comité central des milices, les représentants ouvriers et révolutionnaires n'y ont pas la majorité.

Les anarchistes, encore puissants, laissent donc l'Etat se réinstaller. Ils iront même, à partir du mois d'octobre 1936, jusqu'à faire partie du gouvernement républicain national avec trois ministres! C'est que leur direction est définitivement gagnée par l'attitude suicidaire des staliniens: "La guerre d'abord, la révolution ensuite".

Après la disparition ou la mise en coupe réglée des comités, le gouvernement Caballero entamera la restauration de l'Etat: la police, la justice et l'armée seront peu à peu reconstituées. Quant aux conquêtes révolutionnaires, elles seront maintenues mais définitivement stoppées et canalisées à travers leur "légalisation" par l'Etat. Or, un processus révolutionnaire qui s'arrête à mi-chemin ne peut par la suite que reculer.

### Non-intervention?

La guerre et la révolution espagnole prirent très vite une dimension internationale. Les bourgeoisies occidentales craignaient avec effroi une révolution socialiste victorieuse en Espagne. La politique de non-intervention découlant de cette crainte fut une véritable farce tragique. Le maintien de l'ordre capitaliste valait bien pour elles le cadavre de la République espagnole.

Au lendemain du putsch, les nationalistes ont quelques problèmes. Seul un tiers du pays est entre leurs mains et l'essentiel de leurs troupes se trouve au Maroc espagnol alors que l'aviation et la marine sont restées largement dans le camp républicain. Franco n'a d'autre possibilité que de demander, le 22 juillet, une aide militaire allemande et italienne pour lui permettre de traverser le Détroit de Gibraltar.

Mussolini accepte car une victoire des franquistes, avec son aide, permettra de renforcer son influence en Méditerranée. Il fournira donc aussitôt des avions qui permettront le transfert des troupes à partir du 28 juillet. Hitler hésite dans un premier temps, mais acceptera finalement car en août 36, il décide de la mise sur pied de guerre de l'Allemagne en vue du prochain conflit. Dans ce cadre, outre les questions idéologiques, la guerre d'Espagne offrait non seulement une

possibilité de brouille entre ses deux adversaires, l'Angleterre et la France mais permettait aussi que l'attention de ces pays soit tournée vers le sud de l'Europe alors que l'Allemagne s'apprêtait à englober l'Autriche et la Tchécoslovaquie. L'attitude qu'auraient les puissances " démocratiques " vis-à-vis du conflit espagnol permettait aussi aux nazis de tester leur faiblesse.

## **Les "démocraties" contre la République démocratique**

Les préférences du gouvernement britannique seront visibles très tôt (les investissements britanniques étant très importants en Espagne): des navires de guerre républicains s'étaient portés dans le Déroit en vue d'empêcher le transport par mer des troupes du Maroc. Le Foreign Office porta plainte contre l'incursion de ces navires dans les eaux internationales et ces derniers durent se retirer... laissant champs libre à Franco! A Gibraltar même, possession britannique, ces derniers permirent aux franquistes d'utiliser la centrale téléphonique pour qu'ils puissent communiquer avec l'Allemagne et l'Italie tandis qu'ils refusaient toute fourniture de carburant à la marine républicaine...

La France, quant à elle, dirigée depuis le mois de juin par un gouvernement de Front Populaire, livra dans les premiers jours quelques fournitures militaires à la République espagnole. Mais, très vite, elle se rétracte. Sa crainte de rompre son alliance avec l'Angleterre conservatrice, les pressions des diplomates anglais, de l'armée française et des composantes bourgeoises du gouvernement, mais aussi la peur de déclencher un conflit avec l'Italie et l'Allemagne l'amène, le 2 août, à proposer aux puissances européennes la signature d'un pacte de non-intervention.

Le 9 septembre, les délégations européennes se réunissent et désignent un Comité de non-intervention (appelé "Comité de Londres"). Parmi les pays signataires, on retrouve l'Allemagne, le Portugal et l'Italie. La grande duperie peut commencer.

Le Comité établit la liste des produits interdits à l'exportation vers l'Espagne et élabore un plan visant à contrôler cette interdiction. Le plan entre en vigueur le 20 février 1937 mais, dans les faits, il ne fait que favoriser les franquistes puisque la surveillance s'effectue uniquement à la frontière franco-espagnole et dans les ports, pénalisant ainsi la République, alors que les fournitures fascistes transitent librement à travers le Portugal!

Avec la surveillance maritime, on atteint le comble du grotesque: les navires anglo-français empêchent les livraisons aux ports Républicains du Nord tandis que dans la

Méditerranée, dont le contrôle est laissé aux navires allemands et italiens, ces derniers bloquent efficacement les ports républicains... mais laissent passer leurs propres navires de transport dans les eaux franquistes. Des sous-marins italiens iront même jusqu'à torpiller les navires républicains, britanniques et russes. La pseudo-neutralité des " démocraties " et l'intervention active des puissances fascistes vont donc permettre à Franco de se lancer dans une guerre totale.

## **Conséquences de la "non-intervention "**

Tout au long de son existence, le Comité de Londres, sous la houlette des britanniques, ne fera que favoriser les franquistes, fermant systématiquement les yeux sur les exactions de l'Allemagne, de l'Italie ou du Portugal, mais condamnant sans détour "l'aide" soviétique. Les britanniques ne misaient pas seulement sur Franco pour des raisons idéologiques ou de diplomatie internationale, ils désiraient également garder un contact positif avec ce dernier pour que les investissements anglais dans le pays ne soient pas supplantés par ceux des allemands et des italiens, de plus en plus présents économiquement du fait de leur aide militaire.

La volonté des gouvernements anglais et français d'obtenir " la paix à tout prix " (qui aboutira au Pacte de Munich en 1938) démontrera aux nazis la faiblesse de ces pays et ouvrira la voie à l'expansionnisme allemand. La guerre d'Espagne et l'attitude des "démocraties" permettra également un rapprochement entre l'Allemagne et l'Italie qui, deux ans plus tôt, avaient failli s'affronter sur la question de l'Autriche.

Quant à l'abandon de la République espagnole, elle sera due au fait que les "démocraties" craignaient mille fois plus une révolution sociale (qui risquait de faire tâche d'huile en Europe) qu'une victoire fasciste. Cette dernière était en somme considérée comme un moindre mal. La conclusion logique de cette politique, qui contribuera à la défaite de la République (en parallèle à la contre-révolution qui aura lieu en Espagne même et au lâchage final de l'URSS), aura lieu le 27 février 1939. Alors que les troupes républicaines combattent encore, les gouvernements français et anglais reconnaissent "officieusement" celui de Franco.

## **5. Guerre ou révolution?**

**La liquidation des embryons de pouvoir révolutionnaire au cours des mois d'octobre à décembre 36 s'accompagne, car étant lié, d'un combat idéologique et stratégique. Avec la fin définitive des comités et**

## **l'élimination des tendances révolutionnaires au sein du camp républicain, en mai 1937, ce débat sera définitivement tranché.**

Ce débat opposait les tenants de la Révolution sociale comme condition essentielle à la victoire militaire contre les fascistes (une partie de la CNT, le POUM et un courant de gauche du PSOE) à ceux qui voulaient remettre la révolution à plus tard, dans un avenir indéterminé, après la guerre antifasciste (aile droite de la CNT et du PSOE et Parti " communiste "). Les premiers voulaient renverser l'ordre bourgeois et combattre le fascisme, considérant avec justesse ce dernier comme étant une émanation de cet ordre social. Les seconds exigeaient l'arrêt de tout bouleversement social, le retour "à l'ordre " et l'unité avec la bourgeoisie pour mener une guerre " classique " contre les fascistes.

Cette division au sein des forces antifascistes était pratiquement inexistante aux premiers jours du conflit. Elle fut, petit à petit, impulsée par la politique des staliniens, aux ordres de Moscou et soutenus par la bourgeoisie. La guerre contre le fascisme était pourtant une guerre non seulement militaire mais aussi, et surtout, politique et idéologique.

### **La politique par d'autres moyens...**

Pour reprendre l'expression de Von Clausewitz, toute guerre est "la continuation de la politique par d'autres moyens". Cela est d'autant plus clair lorsqu'il s'agit d'une guerre civile où la politique domine entièrement la stratégie et les qualités purement techniques des belligérants. La guerre antifasciste devait donc être menée de front avec des bouleversements sociaux et économiques révolutionnaires, les seuls permettant aux masses de comprendre pourquoi elles se battaient. Cela n'assure pas automatiquement une issue favorable, mais c'est une des conditions essentielle de victoire lorsque les forces en présence sont trop inégales d'un point de vue strictement militaire. Plusieurs batailles contre les fascistes ont par ailleurs prouvé l'efficacité des méthodes de la guerre révolutionnaire.

La défaite même du putsch militaire, en juillet, est là pour le prouver. Et différents exemples historiques le démontrent amplement. La guerre civile russe, au lendemain de la Révolution de 1917, a vu la victoire d'une Armée Rouge surgie du néant face à des armées contre-révolutionnaires constituées par des officiers aguerris soutenus par des soldats et du matériel militaire venant des pays capitalistes. Les révolutionnaires vietnamiens, un demi-siècle plus tard, allaient battre les Etats-Unis, la plus grande puissance militaire du monde. On peut encore citer la Chine, Cuba en 1959, le Nicaragua en 1979, etc.

La victoire de ces différents mouvements révolutionnaires (en rien militairement supérieurs à leurs adversaires) a à chaque fois été assurée du fait que ces derniers, en même temps qu'ils affrontaient militairement l'ennemi, appliquaient conséquemment un programme de transformation social radical, qui correspondait aux aspirations de justice et d'égalité qu'exprimaient les masses. Il ne leur serait jamais venu à l'esprit de faire " la guerre d'abord " et "la révolution ensuite "!

Une des justifications des défenseurs de l'option " la guerre d'abord " était qu'il ne fallait pas combattre la bourgeoisie pour la maintenir dans le camp antifasciste. Un autre prétexte était qu'il ne fallait pas non plus mécontenter les bourgeoisies des pays occidentaux, sous peine de ne jamais recevoir aucune aide militaire de leur part. Pour ce qui est de ce dernier argument, comme on le verra, il ne tenait pas debout; les "démocraties" ne voulaient pas aider en quoi que ce soit la république espagnole, effrayées qu'elles étaient de provoquer un conflit armé avec l'Allemagne de Hitler (les accords de Munich, en 1938, seront là pour le prouver).

Quant à la première justification, elle nie la nature de la classe bourgeoise. Entre fascisme et révolution sociale, celle-ci choisira toujours la sauvegarde de ses intérêts directs et fondamentaux, même au prix de sa " démocratie ". Ainsi, dès le début, peu avant le putsch militaire fasciste, le gouvernement, pourtant au courant de tout, refusa jusqu'à la dernière minute de distribuer des armes aux travailleurs. Dès que les généraux se sont rebellés, le gouvernement ne trouva rien de mieux à faire que de négocier avec ces derniers! Le 13 septembre 1936, à San Sébastian, la bourgeoisie livra sans combattre la ville aux troupes fascistes car elle craignait qu'une défense acharnée de la part des ouvriers anarchistes n'entraîne une destruction des usines. Résultat, ces usines passèrent sous contrôle fasciste. On peut ainsi multiplier les exemples qui démontrent le peu de conviction dans la lutte antifasciste de la part de la bourgeoisie "républicaine".

Le dilemme posé par les staliniens en Espagne "guerre ou révolution" est donc un faux dilemme. L'alternative réelle était en fait: "guerre ET révolution" ou "guerre et contre-révolution"! L'abandon de la première option impliquait automatiquement la seconde. La victoire (par la violence contre-révolutionnaire) de l'option "la guerre d'abord" aura comme résultat la victoire du fascisme et le renforcement de ce dernier en Europe et la fin, pour une longue période, de tout espoir révolutionnaire sur le continent.

## 6. La contre-révolution triomphe

**L'année 1937 va marquer la fin définitive de la Révolution espagnole. C'est en Catalogue, où la révolution fut la plus poussée, que l'offensive contre-révolutionnaire culminera au cours des "Journées de Mai".**

La fin de l'année 1936 et le début 1937 va voir la restauration progressive de l'Etat bourgeois avec, à la pointe de ce processus, le Parti communiste espagnol. La majorité des milices ouvrières sont intégrées à la nouvelle année républicaine. Les forces traditionnelles de police (qui avaient été dissoutes en juillet 1936) sont partout réinstallées, les collectivisations sont freinées et boycottées. Les comités de ravitaillement, qui organisaient la distribution directe des produits aux consommateurs, sont remplacés petit à petit par le commerce privé.

Mais la résistance populaire à cette restauration se fait vive. Résistance aussi du POUM et des anarchistes en opposition à la direction de la CNT-FAI (les "Amis de Durruti"). C'est donc contre cette avant-garde que les contre-révolutionnaires vont s'acharner pour écraser, dans le sang, les derniers ferments révolutionnaires.

Les staliniens vont commencer par mener une campagne de propagande hystérique contre les "trotskistes" du POUM. Dès le 28 novembre 36, le consul général d'URSS à Madrid donne le ton en accusant La Batalla (organe du POUM) de faire partie de "la presse vendue au fascisme international". Le 12 octobre, dans le quotidien du PCE, on peut lire: "Les trotskistes travaillent pour l'ennemi. Il faut traiter comme des ennemis ces aventuriers criminels".

En mai 1937, alors que les staliniens fourbissent leurs armes, on atteint l'apogée du délire. Un discours de José Diaz, dirigeant du PCE, déclare "trotskiste est le nom qu'utilisent de nombreux fascistes déguisés qui emploient un langage révolutionnaire pour semer la confusion (...) [ils sont] une bande d'espions et de provocateurs au service du fascisme international (...) Le trotskisme, comme l'a admirablement dit notre camarade Staline (...) a cessé d'être un courant du mouvement ouvrier pour devenir une bande d'assassins, d'espions et de saboteurs au compte de la Gestapo"...

La Pravda du 17 décembre 36 annonce de manière sinistre: "En Catalogue, l'élimination des trotskistes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé: elle sera conduite avec la même énergie qu'en URSS". En effet, en URSS, depuis le mois d'août, toute la vieille garde bolchevik, accusée de sabotage et de "trotskisme" a été physiquement liquidé par Staline...

## Provocations

Dès la mi-décembre, l'application concrète de cette campagne de haine commence. En Catalogue, les staliniens provoquent une crise au sein du gouvernement de la Generalitat et exigent l'exclusion du ministre poumiste. Pour plaire aux Russes, toutes les organisations antifascistes acceptent, y compris la CNT.

A partir du 7 janvier 37, les provocations vont se multiplier: le nouveau ministre stalinien du ravitaillement décrète la dissolution des comités ouvriers de ravitaillement... ce qui permet à la petite-bourgeoisie commerçante de reprendre "les affaires". En mars, une douzaine de voitures blindées de la CNT sont illégalement saisies par des soldats du PCE. Le 4 mars, un décret dissout les Patrouilles de Contrôle (police populaire) et interdit aux membres de la nouvelle police de s'affilier à des organisations politiques.

Cette mesure, dont le but à peine voilé était de désarmer la révolution, provoqua une riposte: loin de se désarmer, les Patrouilles de Contrôle gardèrent un moment les armes et désarmèrent les forces de la nouvelle police. Le 17 avril, des carabiniers et des policiers reprennent le contrôle des frontières. A Puigcerda, les milices anarchistes refusent et livrent même une courte bataille. Mais les dirigeants anarchistes, préfigurant leur attitude au cours des semaines à venir, arrivent sur les lieux et concluent un "compromis"... qui se solde par le retrait des milices anarchistes. (2)

## La "Semaine sanglante"

Le 3 mai, c'est la provocation de trop. A 14H45, sous les ordres du chef de la police, le stalinien Salas, des policiers tentent sans succès d'investir la Centrale Téléphonique de Barcelone, tenue depuis juillet 36 par les anarchistes. La nouvelle de cet assaut se répand dans toute la ville, les travailleurs de Barcelone se mettent immédiatement en grève, sortent les armes et érigent des barricades. Des combats sanglants s'engagent entre ouvriers d'une part (au sein desquels se battent côte à côte militants poumistes et anarchistes) et forces de police et unités communistes d'autre part.

La réaction ouvrière faillit tout engloutir, preuve que les capacités révolutionnaires du prolétariat étaient encore intactes... mais il lui manqua une direction politique résolue et combative. Le 4 mai, les travailleurs ont largement le dessus. Les dirigeants du POUM proposent alors une alliance militaire et politique avec la direction locale de la CNT. Les "Amis de Durruti" proposent la constitution d'une Junte révolutionnaire et appellent au renversement du gouvernement.

Malheureusement, les dirigeants anarchistes nationaux arrivent à Barcelone pour entamer des négociations avec les dirigeants locaux et la Generalitat. Ils obtiennent de nouveau un "compromis" défavorable aux travailleurs. Garcia Ollivier, ministre "anarchiste" prend la parole à la radio et appelle les travailleurs à ranger leurs armes. Désorientés, ces derniers livrent leur dernier combat, sans perspectives... la situation commence ainsi à se normaliser à partir du 6 mai.

Constatant la retraite des anarchistes, le POUM craignant son isolement et sous-estimant ses capacités, ne tentera pas de prendre la direction du mouvement. A son tour il capitule. Le 7 mai, 12.000 membres des forces de l'ordre sont envoyés à Barcelone par le pouvoir central de Madrid. La contre-révolution a triomphé, les combats ont fait, en une semaine, 500 tués et plus de 1.000 blessés.

## La contre-révolution triomphe

Les conséquences des "Journées de Mai" sont rapides: tous les décrets contre-révolutionnaires sont appliqués, les acquis de la Révolution sont peu à peu démantelés. Refusant de dissoudre le POUM (accusé par la presse stalinienne d'avoir organisé les combats de Barcelone) et trop indulgent vis-à-vis des anarchistes; le socialiste Largo Caballero quitte la direction du pouvoir suite aux manoeuvres du PCE. La contre-révolution peut alors se déchaîner: prétextant de soi-disantes preuves de trahison du POUM, la répression s'abat sur ce parti. Le 28 mai, son journal La Batalla la est interdit. Le 16 juin, 4 des principaux dirigeants du POUM sont arrêtés. Par la suite, plusieurs centaines de membres de ce parti seront également arrêtés. Le POUM est pratiquement hors-la-loi. L'un des ses dirigeants, Andrés Nin, sera secrètement liquidé par la police politique russe. D'autres militants trotskistes ou anarchistes seront également "mystérieusement" assassinés lors de ces semaines: Camilo Beneri, A. Martinez, Marc Rhein, Bob Smilie, correspondant du Labour Party auprès du POUM, Kurt Landau, Moulin, Erwin Wolff, ancien secrétaire de Trotsky..

Les anarchistes protestent et se retirent du gouvernement. Mais leur influence politique décline. Ainsi s'achève la Révolution espagnole. Porteuse de tant d'espoir, elle se termine dans le sang de révolutionnaires frappés par ceux qui usurpaient l'héritage d'Octobre 17.

## 7. Le stalinisme en Espagne

**En Espagne, les révolutionnaires durent non seulement faire face aux forces réactionnaires « traditionnelles » (de**

**la bourgeoisie, au réformisme social-démocrate et au fascisme), mais ils eurent également à subir une force contre-révolutionnaire qui usurpait le prestige d'Octobre 1917: le stalinisme.**

En 1931, lors de l'avènement de la République, le Parti communiste espagnol (PCE) comptait à peine 800 membres et appliquait à la lettre la tactique définie par la bureaucratie stalinienne à Moscou: « classe contre classe » et attaques haineuses contre les "sociaux-fascistes". Cette ligne gauchiste et sectaire coupait totalement les communistes espagnols des travailleurs au point que Jules Humbert-Droz, délégué de l'Internationale communiste (IC) auprès du PCE notait que ce dernier "est une petite secte sans possibilité de rayonnement" et relevait le manque absolu "d'organisation et de liaison avec les masses".

Lors de la chute de la monarchie, le mot d'ordre irréaliste du PCE était: "Tout le pouvoir aux Soviets! A bas la République bourgeoise!". Sa presse est du même tonneau: "un dépotoir d'insultes et de calomnies dirigées contre les autres tendances du mouvement ouvrier, auquel viennent se mêler quelques manchettes ronflantes contre le régime capitaliste. Jamais d'articles sérieux, profonds, tentant de rechercher des mots d'ordre réalisables, correspondant à la situation du moment. Et, naturellement, les louanges fades décrivant le paradis soviétique ne manquent pas."

Avec de tels mots d'ordre et une telle presse, à cette étape de la révolution espagnole, on ne s'étonnera pas que "Les ouvriers de Madrid ont brûlés tous les exemplaires de Mundo Obrero (journal du PCE) qui étaient dans les kiosques (...) à Barcelone, nos camarades se refusent à distribuer nos manifestes à cause de l'hostilité des masses".

## Front populaire

Mais en 1935, le VIe congrès de l'IC décide, suivant en cela les besoins diplomatiques de la bureaucratie stalinienne en URSS, la tactique des Fronts populaires (alliances des organisations révolutionnaires et bourgeoises contre le fascisme). A la tactique de "classe contre classe" succède celle de la collaboration de classe. L'application de cette nouvelle ligne sera, de nouveau, en contradiction avec la réalité sociale: alors qu'une révolution socialiste avait éclaté un an plus tôt dans les Asturies, le PCE caractérise la révolution à venir comme étant uniquement "nationale et bourgeoise" et en aucun cas socialiste!

Au sein du Front populaire, les sociaux-fascistes d'hier et les ennemis jurés qu'étaient les bourgeois se transformèrent du jour en lendemain en amis du peuple et en défenseurs de la démocratie et de la liberté! Ce changement d'orientation renforça toutefois sensiblement l'influence du PCE: de

quelques centaines d'illuminés à peine au début des années 30, les communistes voient leurs effectifs passer de 30.000 à 50.000 militants à la veille de la guerre civile. Mais leur influence, du fait de leur option politique ("révolution bourgeoise") loin de s'étendre dans la classe ouvrière, s'implante essentiellement dans les classes moyennes certaines couches de la paysannerie.

## Contre-révolution

Lorsque éclate la guerre civile, entraînant en réaction un profond processus révolutionnaire de la part des travailleurs et des paysans, le PCE, tout en exploitant l'imagerie de la Révolution russe dont il se prétendait unique dépositaire (ce qui explique que bien des militants sincères se sont fourvoyés en son sein), menait en pratique une politique de défense inconditionnelle de la propriété privée et de restauration du pouvoir étatique bourgeois (lutte soutenue contre les collectivisations, les milices révolutionnaires et les nouveaux organes de pouvoir des travailleurs).

Le 3 août, au plus fort du processus révolutionnaire, on peut lire dans « L'Humanité » (organe du PCF); "Le PCE nous a demandé de porter à la connaissance de l'opinion publique, en réponse aux informations tendancieuses et fantastiques (sic) de certaines presses, que le peuple espagnol, dans sa lutte contre les rebelles, ne tente pas d'établir la dictature du prolétariat, mais qu'il n'a qu'un seul objectif: la défense de l'ordre républicain et le respect de la propriété"... et ce alors qu'en Catalogue, plus de 70% des entreprises étaient collectivisées!

Pour les staliniens, une révolution victorieuse en Espagne devait à tout prix être évitée. La direction du PCE n'est même plus laissée aux mains des Espagnols eux-mêmes et est assumée sur place par un groupe de délégués de l'IC. L'orientation prônée par le PCE va lui permettre de s'insérer rapidement et profondément dans les organismes étatiques d'où il pourra jouer un rôle contre-révolutionnaire efficace. Ses effectifs vont considérablement grossir (atteignant les 500.000 membres) grâce à l'admiration que lui porte la petite-bourgeoisie, les commerçants, les propriétaires terriens et les officiers de l'armée restés fidèles à la République.

De plus, à partir d'octobre 1936, l'aide militaire soviétique va renforcer ce processus car cette dernière, loin d'être désintéressé était politiquement conditionnée (ainsi, les armes russes étaient uniquement distribuées aux unités contrôlées par les communistes). Le PCE sera ainsi le fer de lance de la contre-révolution bourgeoise qui petit à petit, va démolir toutes les conquêtes révolutionnaires et qui s'achèvera par une répression brutale et criminelle à partir de mai 1937.

Les résultats de la politique stalinienne seront désastreux, non seulement pour le peuple espagnol, mais également pour le mouvement ouvrier international. Leur mot d'ordre de "défense de la République" lui-même n'est qu'un mythe; toute la politique du PCE était soumise aux impératifs de la diplomatie russe. L'aide de l'URSS, si elle a permis à la République de résister à toujours été savamment proportionnée pour que cette dernière ne puisse vaincre.

La destruction des conquêtes révolutionnaires et la répression brutale à l'encontre de milliers de militants ouvriers (dont la dissolution du POUM) allait provoquer une démoralisation dramatique parmi les travailleurs et les paysans opprimés qui ne voyaient plus l'intérêt de se battre pour une vulgaire démocratie bourgeoise. Cela, ainsi, que le lâchage final de l'Espagne par l'URSS en 1938 allait sceller le sort de la République: après avoir éliminé par la force la révolution au profit de la guerre, cette dernière devait fatalement être perdue... Et la victoire du fascisme en Espagne allait renforcer ce dernier au détriment de la classe ouvrière en Europe et ouvrir la voie à la IIe Guerre Mondiale.

## 8. Les Brigades Internationales

**Symbole de l'internationalisme, les Brigades Internationales verront défiler dans leurs rangs près de 40.000 volontaires venant de plus de 50 pays. A l'origine portées par l'enthousiasme révolutionnaire et l'espoir d'un changement de cap que suscita la Révolution espagnole et sa lutte contre le fascisme, les Brigades seront bien vite mises sous contrôle de l'Internationale communiste qui les transforme en unités combattantes traditionnelles et en outils de la politique et de la propagande stalinienne.**

Dès les premiers jours de la Guerre civile et de la révolution, des étrangers se sont rangés aux côtés des travailleurs et des paysans espagnols. Ces étrangers étaient pour la plupart des réfugiés politiques ou des travailleurs (Allemands et Italiens surtout) venus s'installer en Espagne depuis l'avènement de la République en 1931. A Barcelone, des sportifs participant aux "Olympiades des Travailleurs" (organisées par la gauche en réaction aux Jeux Olympiques célébrés cette année-là dans l'Allemagne nazie), se battrent sur les barricades.

Le 20 juillet 1936, c'est là que trouvera la mort le premier étranger, un travailleur émigré autrichien du nom de Mechter. Quelques jours plus tard, parmi les colonnes armées formées par les partis et les syndicats ouvriers qui partent vers le front d'Aragon, on trouve une unité de 11 Allemands (dont 3 femmes), une dizaine d'Italiens (ils seront 80 le 5 septembre), une quinzaine de Français et

deux Britanniques. Quasi quotidiennement, des étrangers affluent dans cette Espagne dont les travailleurs tentent de se débarrasser à la fois du capitalisme et du fascisme. A travers le monde, et surtout en Europe où dans deux grands pays le fascisme victorieux a écrasé la classe ouvrière, les travailleurs organisent la solidarité envers cette révolution qui agit comme un catalyseur contre tous leurs espoirs déçus par les perpétuelles défaites.

## Politique stalinienne

Durant les premiers mois de la guerre, les étrangers qui vinrent en Espagne le font individuellement ou par petits groupes, poussés par leur idéal. A ce moment-là, la plupart des partis communistes ne voient pas d'un très bon oeil partir leurs militants. La bureaucratie stalinienne, qui dicte sa volonté aux "partis-frères", se refuse d'apporter toute aide directe au prolétariat espagnol révolutionnaire et ce pour deux raisons essentielles. La politique extérieure de l'URSS est entièrement conditionnée par un rapprochement avec les bourgeoisies "démocratiques" occidentales qu'il ne faut donc surtout pas effrayer avec une victoire révolutionnaire dans un pays européen. De plus, la situation intérieure de l'URSS est critique: la collectivisation forcée dans l'agriculture et l'industrialisation à outrance amènent des bouleversements économiques importants et renforcent la répression bureaucratique. Les premiers procès de Moscou contre la vieille garde bolchevique débutent en août.

Mais la raison fondamentale est que toute extension internationale de la révolution socialiste ne pouvait que renforcer le prolétariat russe au détriment de la bureaucratie. C'est pourquoi cette dernière n'aidera en rien les travailleurs espagnols durant les mois de juillet, août et septembre, c'est-à-dire au plus fort de leur poussée révolutionnaire. L'URSS adhérera même à la farce du Pacte de non-intervention et publiera en août un décret interdisant " l'exportation et le transit d'armes en Espagne"... alors que dès le début, l'Allemagne et l'Italie, qui adhèrent également à ce Pacte, ne se sont pas gênées pour armer massivement les troupes de Franco.

## La naissance des Brigades Internationales

Pourtant, l'URSS ne pouvait rester plus longtemps en dehors d'un tel conflit aux répercussions bien vite internationales. Ainsi, à partir du 7 octobre un revirement s'opère: la Russie va livrer des armes et du matériel, mais uniquement dans le but de renforcer le Parti communiste espagnol, jusque là groupusculaire, en vue d'imposer sa politique contre-révolutionnaire. Les meilleures et la plupart des armes iront ainsi aux unités contrôlées par les communistes. L'URSS enverra également des conseillers militaires (qui ne seront que 2.000, tous professionnels alors

que des milliers d'ouvriers russes s'étaient portés volontaires pour aller combattre en Espagne!) et prendra en charge, à travers l'I.C., l'organisation et l'envoi des volontaires internationaux.

Le 22 octobre 1936, le gouvernement républicain autorise la création des Brigades Internationales au sein desquelles seront regroupés les volontaires étrangers. Dans la plupart des pays européens, les P.C. organisent le recrutement. A partir d'octobre, plusieurs centaines de volontaires arriveront chaque semaine en Espagne (ils seront 15.000 en 3 mois) et seront regroupés à Albacete pour y être entraînés et formés en unités linguistiques. La décision de grouper les étrangers en unités distinctes des milices espagnoles n'est pas seulement pratique: il fallait en effet empêcher que tous ces volontaires (dont beaucoup étaient membres des Partis communistes) ne soient gagnés, par des contacts trop étroits, par la volonté révolutionnaire qui animait les miliciens espagnols. Comme on l'aura vu, la propagande officielle de l'I.C. présentait les événements d'Espagne comme une lutte strictement antifasciste pour la défense de la démocratie (bourgeoise), la révolution ne devait donc pas être à l'ordre du jour!

## Qui étaient ces volontaires?

Beaucoup viendront attirés par la révolution autant que par la lutte antifasciste. On y trouve des ouvriers sans parti, des militants communistes, des socialistes indépendants, des sociaux-démocrates, des républicains antifascistes et également quelques aventuriers. Les plus conscients d'entre eux savent que si les travailleurs l'emportent en Espagne, la victoire des nazis et des fascistes pourrait être remise en question en Allemagne et en Italie. Presque tous sont prêts à payer le prix pour leur idéal: 10.000 d'entre eux payeront ainsi de leur vie et resteront à jamais dans cette terre d'Espagne chargée de tant d'espoirs en un monde nouveau.

Les français sont les plus nombreux, le nombre de militants communistes est important: 60% à 80% chez les Allemands, les Italiens et les Polonais, mais il est plus faible chez les Scandinaves, les Belges et les Britanniques. Dans leur grande majorité, ce sont des ouvriers, surtout chez les Français. Chez les " réfugiés politiques " et les anglo-saxons, les intellectuels seront plus nombreux. Malgré la volonté et l'idéal révolutionnaire présent chez une grande partie de ces volontaires, ils seront formés et encadrés comme dans les armées traditionnelles. Par exemple, les femmes sont refusées dans les Brigades (sauf quelques rares exceptions où elles seront employées comme secrétaires!). Le 1er novembre, la première unité est constituée et prend le nom de XIe Brigade Internationale.

A partir de décembre 1936. l'I.C., à travers les partis nationaux, exerce un contrôle politique sur les volontaires,

une sorte de filtrage. Si cela peut permettre, dans une certaine mesure, d'éliminer les candidatures des aventuriers ou de ceux suspectés d'être des agents provocateurs ou des espions, ce contrôle permet également d'exclure ou de mettre sous "surveillance" les "déviationnistes" (les "politiquement incorrects" aux yeux des staliniens), ceux suspectés, par exemple, de "sympathies trotskistes"...

## Les Brigades au combat

De novembre 1936 à janvier 1937, les Brigades vont connaître leur première bataille: la défense de Madrid. Malgré leur professionnalisme et leur supériorité technique, les franquistes ne passeront pas. Les Brigades (au nombre de 6 en 1938) vont être utilisées dans toutes les grandes batailles de la guerre: en décembre à Teruel et à Lopera, en février-mars 1937 à Jarama, Malaga et Guadalajara, à Brunete en juillet, de nouveau à Teruel en décembre, en Aragon en mars-avril 1938, et, enfin, sur l'Ebre en juillet-novembre 1938. Des centaines de fois, les brigadistes vont monter à l'assaut en chantant l'internationale dans plus de 10 langues.

## Normalisation

Avec le temps, le caractère purement militariste des Brigades prendra de plus en plus le pas sur leur aspect politique et antifasciste. Cette évolution correspondra avec la victoire définitive de la contre-révolution dans le camp républicain entre mai et juillet 1937. A partir d'avril 1937, la solde dans les Brigades reste à 10 pesetas par jour pour les simples soldats mais passe à 25 pesetas pour les capitaines et ce chiffre s'accroît au fur et à mesure que l'on grimpe dans la hiérarchie. Au printemps 1937, on forme des unités disciplinaires.

Le 27 septembre 1937, le gouvernement républicain de Negrin publie le statut officiel des Brigades qui consacre l'intégration de ces dernières au sein de la nouvelle armée régulière reconstituée par la République (où le PCE était prépondérant). Les Brigades sont mêmes définies comme étant la "Légion étrangère" de cette nouvelle armée, ce qui n'ira pas sans provoquer quelques protestations et amertume parmi bon nombre de brigadistes qui voient dans cette définition une négation de leur idéal révolutionnaire et antifasciste.

## La fin

Constituées et armées in-extremis pour sauver la République espagnole, les Brigades seront retirées trop tôt: le 23 septembre 1938, elles effectuent leur dernier combat et sont retirées du front, les volontaires sont rassemblés dans des camps de transit en attendant d'être rapatriés vers leurs

pays respectifs. C'est que, le 5 juillet, le Comité de non-intervention exige le retrait de tous les combattants non-espagnols. Et ce avec l'accord du gouvernement Negrin qui, ayant reconstitué une armée, désire se débarrasser des Brigades, suspectées d'être utilisées à court ou moyen terme comme instrument pour un coup d'Etat du PCE, mais également avec l'aval de Moscou. Pour la bureaucratie stalinienne, l'Espagne n'est plus intéressante, dès le début de l'année 1938 presque tous les conseillers militaires soviétiques ont été rappelés. A la fin de 1938, l'URSS refusera d'accorder tout nouveau crédit au gouvernement républicains: les armes devront être payées cash!

De plus, le rapprochement avec les bourgeoisies " démocratiques " ayant été infructueux, Staline amorce son rapprochement avec Hitler, le retrait des Brigades n'est donc qu'un gage de plus, une étape de ce rapprochement qui aboutira, un an plus tard, à la signature du Pacte germano-soviétique et au partage de la Pologne. Le retrait des Brigades fait donc perdre aux républicains des troupes expérimentées et motivées, en contre-partie, les fascistes italiens retireront 10.000 hommes, des blessés et des malades... et maintiendront 70.000 autres.

Aucune nation ne montrera beaucoup d'empressement pour rapatrier les quelques 16.000 brigadistes encore présents à ce moment-là. Ainsi, 5.000 d'entre eux, des réfugiés Allemands et Italiens pour la plupart, resteront coincés en Espagne et participeront, en janvier 1939, aux ultimes combats qui précéderont la chute de la Catalogne. Forcés de traverser la frontière française devant l'avance victorieuse des fascistes, ils seront désarmés et internés dans des camps au sud de la France. Beaucoup d'entre eux seront livrés aux troupes hitlériennes après l'invasion de ce pays en 1940... et disparaîtront à tout jamais dans les camps de la mort.

Ainsi s'achève l'histoire des Brigades Internationales. Si elles regroupèrent la plupart des volontaires internationaux, il ne faut pas oublier les 3.000 étrangers, anarchistes ou trotskistes pour la plupart, qui se battirent au sein des milices de la CNT-FAI ou du POUM. C'est l'histoire de l'une de ces milices internationaliste du POUM que conte l'excellent film de Ken Loach, Terre et Liberté. C'est également dans l'une de ces milices que s'intégrera l'écrivain Georges Orwell.

Malgré leur instrumentalisation par les staliniens, qui utilisèrent les Brigades comme arme de propagande et de prestige pour renforcer leur politique contre-révolutionnaire et comme gage dans les jeux diplomatiques internationaux, nous ne pouvons que saluer la mémoire de ces milliers de volontaires étrangers, à mille lieux de ces jeux sordides de la politique de la bureaucratie. Ils ont su appliquer concrètement, et au péril de leur vie, la solidarité



ouvrière et resterons à jamais dans l'histoire comme l'un des plus beaux et des plus grands exemples de l'internationalisme prolétarien.

## 9. Les femmes dans la Révolution espagnole : Brève histoire des "Mujeres Libres"

**Les femmes ont joué un rôle important dans la révolution et dans la guerre antifasciste espagnole en 1936. Dès la constitution des milices, elles s'y intégrèrent en tant que combattantes, portant les armes et vivant d'égal à égal avec les hommes. Elles participèrent également aux différents comités qui réorganisèrent la vie sociale et économique.**

Dans cette Espagne des années trente, berceau du catholicisme le plus réactionnaire et le plus barbare d'Europe, apparut un des premiers mouvement autonome et révolutionnaire de femmes de l'histoire.

D'inspiration anarchiste (bien que difficilement accepté et jamais intégré par les organisations anarchistes de l'époque), ce mouvement des "Mujeres Libres" (les Femmes Libres) se constitue en avril 1936. Le mouvement rassemble essentiellement des femmes libertaires, dont une majorité de travailleuses (en grande partie analphabètes) et quelques intellectuelles.

Cette organisation fut une des premières, au sein du mouvement ouvrier, à poser le débat de l'indépendance organisationnelle des femmes, à combattre les attitudes et les dérives machistes des hommes (et mêmes des plus "révolutionnaires" d'entre eux) et à revendiquer comme étant une nécessité l'émancipation des femmes au sein de la révolution par l'action collective de ces dernières.

Les Mujeres Libres sont apparues du fait d'une croissance importante du nombre de femmes dans le syndicat anarchiste CNT. Ce dernier organisa à Madrid des cours destinées à ces nouvelles adhérentes. Mais, très vite, ces femmes allaient déborder le cadre de ces cours, ne supportant plus l'attitude de leurs camarades hommes. En effet, beaucoup de ces "camarades" considéraient que militer politiquement était exclusivement une affaire d'hommes. Pour d'autres, souvent les mêmes, la fameuse théorie de "l'amour libre", chère aux anarchistes, n'était qu'un prétexte facile leur permettant d'accumuler sans vergogne les "conquêtes féminines" et de jouer ainsi les "coqs du village". De plus, si dans leur propagande les anarchistes ont été les premiers à critiquer le rôle réactionnaire et oppressif de la

famille bourgeoise, ils "se montraient incapables de mettre en avant des revendications correspondant aux besoins de la masse des femmes et permettant en même temps à celles-ci de s'engager activement dans la lutte pour le socialisme".

C'est donc à Madrid que se constitue le premier noyau organisé des Mujeres Libres. En septembre 1936, l'organisation s'étend à Barcelone et à Valence. Les Mujeres Libres compteront ainsi jusqu'à 150 groupes locaux et près de 30.000 membres. Une revue est rapidement publiée. On y trouve des articles de fonds, traitant d'une façon originale et accessible (du fait du bas niveau culturel de la plupart des membres) des questions politiques et féministes.

Des cours sont donnés par les Mujeres Libres sur la culture générale, sur la contraception, des formations professionnelles ainsi que des cours d'alphabétisation. Ces deux derniers occupant une place importante car "la question du travail salarié des femmes et de l'indépendance économique qu'il procure apparaissait comme absolument essentielle" pour que "toutes les femmes se libèrent de leur dépendance, sortent de leur "foyer", de cette vie repliée sur elle-même."

A côté de leur implication directe dans la lutte antifasciste, les Mujeres Libres revendiquaient le droit au travail pour les femmes, menaient campagne contre la prostitution et pour la réinsertion des prostituées, exigeaient le droit à la contraception et à l'avortement, etc.

Le mouvement faisait ainsi oeuvre de précurseur en matière de lutte féministe. Mais les formes que prirent certaines campagnes des Mujeres Libres n'étaient pas exemptes d'ambiguïtés, ainsi, des centres des Mujeres Libres apprenaient aux femmes à être de "bonnes mères", des articles déclaraient que la nature de la femme, c'est la maternité, etc. C'est que, à partir de 1937, à la faveur de la contre-révolution menée par les staliniens et du climat général de régression et de démoralisation, le courant qui, au sein du mouvement, défendait avec conséquence des points de vue féministes-révolutionnaires perdait du terrain face aux tenants d'un rôle plus "traditionnel" pour la femme.

Les relations entre les Mujeres Libres et la CNT-FAI furent problématiques. Cette dernière organisation supportait très mal que des femmes viennent lui rappeler que les revendications féministes de la propagande et des résolutions des congrès anarchistes n'étaient pratiquement jamais appliqués... De plus, au sein de l'organisation anarchiste, un courant de droite considérait que la place des femmes ne pouvait être que celle de la mère, l'épouse, la soeur ou la fille du combattant antifasciste. En 1938 une demande de reconnaissance officielle des Mujeres Libres par la CNT-FAI est purement et simplement refusé.

Vers la fin de la guerre, les Mujeres Libres connaîtront la même régression que la plupart des organisations anarchistes. Avec la contre-révolution stalinienne qui frappe le camp républicain (les femmes ne pourront plus

porter les armes et ne pourront plus contribuer à la lutte antifasciste qu'en tant qu'infirmières ou cuisinières!) le mouvement va en déclinant. Il disparaîtra définitivement avec la victoire du fascisme en 1939.

### D'après une série d'articles par Ataulfo Riera publiés dans La Gauche 1996-1997

#### Notes :

(1) Cajo Brendel et H. Simon, " De l'anti-franquisme à l'après-franquisme ", Ed. Spartacus, Paris 1979 (2) Burnet Bolloten, "La Révolution espagnole: la gauche et la lutte pour le pouvoir". Ed. Ruedo Iberico, Paris, 1977. (3) Pierre Broué, "La dualité de pouvoir dans l'Espagne républicaine au début de la Guerre Civile", in Viento Sur n° 27, septembre 1996. (4) Miguel Romero, "La guerre civile espagnole au Pays basque et en Catalogne", CER n° 13, Amsterdam, 1990. (5) P. Broué et E. Témime, "La révolution et la guerre d'Espagne", Ed. de Minuit, Paris, 1961. (6) P. Broué, E. Témime, op. Cit. (7) Les dictatures fascistes ne se privèrent pas pour autant d'aider Franco. Le Portugal livrera près de 20.000 volontaires, l'Italie enverra en tout près de 100.000 hommes et l'Allemagne nazie 16.000 soldats professionnels. Ils livreront également des armes, des munitions et du carburant. (8) Le gouvernement républicain espérait alors le déclenchement d'un conflit en Europe entre les " démocraties " et les pays fascistes, conflit qui ferait voler en éclat la non-intervention. Une aide militaire anglaise et française aux côtés des républicains devenait alors possible. Mais les accords de Munich firent s'effondrer ces espoirs: une fois de plus, les "démocraties" laissaient faire Hitler. Munich allait également amener l'URSS à lâcher l'Espagne. Ayant été écarté de ces accords, elle abandonne définitivement toute volonté d'un rapprochement avec les bourgeoisies occidentales et renforce son rapprochement avec Hitler. Les fournitures russes se feront donc de plus en plus rares en Espagne... (9) La bataille de Guadalajara, par exemple, en mars 1937 où les forces fascistes italiennes furent battues grâce à la propagande défaitiste révolutionnaire qui fut menée par les communistes italiens des Brigades Internationales. Mais d'autres occasions furent ratées: le gouvernement républicain s'est toujours refusé à proclamer l'indépendance du Maroc espagnol. Une telle proclamation aurait pourtant déstabilisé les troupes marocaines de Franco, qui étaient ses troupes de choc. (10) Cette justification fut même soutenue par certains révolutionnaires, anarchistes surtout. A ce sujet, Trotsky apporte un argument décisif: « Les révolutions n'ont nullement vaincu jusqu'à présent grâce à des protections étrangères leur fournissant des armes. Les protecteurs étrangers se sont ordinairement trouvés du côté de la contre-révolution (...). Les révolutions sont avant tout victorieuses à l'aide d'un programme social qui donne aux masses la possibilité de s'emparer des armes qui se trouvent sur leur territoire et de désagréger l'armée ennemie. » Léon Trotsky, cité par Pierre Broué et Emile Témime, "La révolution et la guerre d'Espagne", Ed. de Minuit, Paris, 1961. (11) Cité par Jean-Marie Freyssat, "Lutte antifasciste et libération sociale". Critique communiste n°144. (12) Carlos Sempurn-Maura, "Révolution et contre-révolution en Catalogne " Ed. Marne, Tours. 1974. (13) Marcel Ollivier, "La Guépéou en Espagne", Ed. Spartacus, Paris. (14) Nous avons déjà abordé les questions du rôle de l'URSS dans la révolution espagnole au niveau de la diplomatie internationale et de la question de la guerre en elle-même (15) "De Lénine à Staline. 10 ans au service de l'I.C" tome 2, Ed. La Baconnière, 1971. (16) « A travers les révolutions espagnoles », L. Nicolas, Ed. NOE 1972. (17) " Jules Humbert-Droz, op. cit. (18) Cité par Ignacio Iglesias, " Trotsky et la Révolution Espagnole ", Ed. du Monde, 1974. (19) Dont: 10.000 français, 5000 Allemands et Autrichiens, 4000 Polonais, 4000 Balkaniques, 3500 Italiens, 2000 Britanniques, 1700 Belges, 2500 Scandinaves, 1000 Canadiens, 2000 Américains, 700 Suisses (autres nationalités: 2000, dont des Sud-Américains et même des Chinois). (20) Dont plusieurs seront liquidés dès leur retour à Moscou, tel Antonov-Ovsenko, héros de la révolution et de la guerre civile russe. Des chefs internationaux des Brigades Internationales seront également éliminés après la chute de la République alors qu'ils se réfugiaient en URSS, par exemple le Yougoslave Gai ou le général « Kléber », un des artisans de la défense victorieuse de Madrid en 1936. (21) Jacqueline Heinen "Les femmes dans la guerre civile" dans "Femmes et mouvement ouvrier". Ed. La Brèche 1979, p. 177. (2) Jacqueline Heinen, op. cit. p. 196 (22) "La Condition sociale de la femme en Espagne", Margarita Neiken, 1919. (23) "Contrairement aux organisations féminines nées durant la guerre dont l'orientation était déterminée avant tout par une idée "d'assistance" - assistance aux soldats au front, aux familles en détresse, aux femmes démunies devant intégrer la production - l'objectif des Mujeres Libres était de mener une bataille à long terme dont elles savaient qu'elle ne pourrait être victorieuse sans une révolution sociale." Jacqueline Heinen, op. cit

## Bibliographie sélective:

- Pierre Broué et Émile Témime**, La Révolution et la guerre d'Espagne, Minuit, 1961, rééd. 1996.  
**Wilebaldo Solano** : Le POUM. Révolution dans la guerre d'Espagne, Collection Le Présent Avenir 2002, Editions Syllepse  
**Félix Morrow**, Révolution et contre-révolution en Espagne. La Brèche, Paris, 1986  
**Trotsky Léon**, La Révolution permanente, Ed. de Minuit. Paris, 1961  
**Victor Alba**, Histoire du POUM, éditions Ivrea, 2000.  
**Burnett Bolloten**, La Révolution espagnole. La Gauche et la lutte pour le pouvoir. Editions Ruedo ibérico, Paris, 1977.  
**Franz Borkenau**, Spanish Cockpit. Rapport sur les conflits sociaux et politiques en Espagne (1936-1937), 1937. Éditions Champ Libre, 1979.  
**Gerald Brenan**, Le Labyrinthe espagnol. Origines sociales et politiques de la Guerre civile, éditions Champ Libre, 1984.  
**Juan Breá et Mary Low**, Carnets de la guerre d'Espagne Éd. française, Verticales, 1997.  
**George Orwell**, Hommage à la Catalogne, 1938. Éditions Ivrea, 10/18, 2000  
**Abel Paz**, Chronique passionnée de la Colonne de Fer, Paris, Nautilus, 2002.  
**Antony Beevor**, La guerre d'Espagne, Calmann-Lévy, Paris, 2006  
**Bartolomé Bennassar**, La Guerre d'Espagne et ses lendemains, Perrin, Paris, 2004.  
**François Godicheau**, La guerre d'Espagne, de la démocratie à la dictature, Découverte Gallimard, 2006.  
**Guy Hermet**, La Guerre d'Espagne, Seuil, Paris, 1989.  
**Hugh Thomas**, La Guerre d'Espagne, Robert Laffont, 1997  
**Pierre Vilar**, La Guerre d'Espagne (1936-1939). 5e éd. PUF, Paris, 2002. (Que sais-je ?)  
**Vernon Richards**, Enseignement de la révolution espagnole, Acratie, La Bussière, 1997.  
**Frank Mintz**, L'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire, 1970 (republié en 1976), Paris, Maspero  
**Henri Paechter**, Espagne 36-37. La guerre dévore la révolution, Ed. Spartacus. Paris 1986  
**E. Témime**, "1936, La Guerre d'Espagne commence", éd. Complexe, Bruxelles, 1986.  
**Jacques Delperrié de Bayac**, Les Brigades Internationales, Ed. Fayard, Paris, 1985.  
**Pierre Frank**. Histoire de l'Internationale Communiste, Tome 2, Ed. La Brèche, 1979

---

# Lutte antifasciste et libération sociale

La victoire de Hitler, sans combat, en février 1933, dans le pays européen clé qui comptait les organisations ouvrières les plus anciennes et les plus solides, a laissé un temps sans réaction les antifascistes. D'autant que les états-majors minimisaient une défaite qui était d'abord la leur. Mais, dans la profondeur du mouvement ouvrier, on sentit confusément que, si ce n'était pas encore « miniuit dans le siècle », il était moins cinq. Et qu'aucune fatalité à laquelle se résigner ne présidait au destin de l'humanité.

Le 12 février 1934, c'est la grève générale en France en riposte à la tentative antiparlementaire de l'extrême droite du 6 février. Les cortèges de manifestants PC et PS opèrent leur jonction dans l'enthousiasme alors que la division régnait depuis des années. En septembre, c'est la signature du pacte d'unité d'action.

Le même 12 février, les milices ouvrières (« Schutzbund ») du PS autrichien tentent de s'opposer aux mesures que, afin de se concilier les nazis, le chancelier Dollfus prend contre elles. Ce sont quatre jours de résistance armée dans Vienne. Dans l'Etat espagnol, cette même année 1934, vont se succéder des grèves générales locales accompagnées de mise en place d'alliances ouvrières qui coordonnent les différentes organisations. Après l'entrée de trois membres de l'extrême droite dans le gouvernement en octobre, c'est l'insurrection des Asturies.

Un nouveau cycle de luttes sociales commence en riposte aux conséquences de la crise de 1929 que le capitalisme essaie de faire payer aux travailleurs. Démarré en 1934 aux Etats-Unis, il secouera dans les années qui suivront la Belgique, la Grande-Bretagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Grèce, la Yougoslavie. Il connaîtra son sommet en juin-juillet 1936 avec la vague d'occupation d'usines en France et l'insurrection contre la tentative de putsch militaire de Franco en Espagne. Et n'oublions pas la vague de luttes dans les colonies: Indochine, Tunisie, Maroc, Algérie, Syrie, Palestine.

Ce contexte ne doit pas être perdu de vue si on veut comprendre les débats sur l'isolement espagnol (la prétendue non-intervention des prétendues démocraties) et l'immense mouvement de solidarité que déclencha le soulèvement antifranquiste. Pour les militants qui vinrent de partout aider les antifascistes d'Espagne, les questions de stratégie politique n'étaient pas forcément claires, mais une chose au moins l'était; il se jouait là la possibilité de donner un coup d'arrêt à la marche à l'abîme inaugurée par la victoire d'Hitler, de contribuer à l'inversion des rapports de forces

sans cesse dégradés depuis la défaite de la révolution allemande en 1923, de démarrer une contre-offensive.

Pour les Soviétiques et les membres de l'appareil du Komintern, y compris pour ceux des services qui n'avaient pas encore rompu tout lien avec leurs origines et qui se portaient volontaires, un espoir – ou au moins une dernière chance – leur était donnée de se redresser et de desserrer l'étau d'un système né des défaites (1). Staline a bien compris cela, lui qui a toujours considéré ces hommes comme suspects, et pas seulement en tant que témoins gênants. Il leur a d'ailleurs souvent fait payer cher leur participation.

Les événements d'Espagne s'intègrent mal dans la politique du Kremlin, qui compte sur les démocraties pour rompre l'encerclement et non sur l'extension de la révolution. Pour cela, il faut convaincre celles-ci de sa bonne volonté, donner des gages qu'on s'est rangé, qu'on a rompu avec les maladies infantiles. On est en train de préparer les procès de Moscou et la liquidation de la vieille garde bolchevique. Or, voilà que le spectre resurgit, et avec lui le vieux débat mené contre l'Opposition de gauche sur le « socialisme dans un seul pays ». La montée révolutionnaire des années vingt avait été défaite dans toute une série de pays successivement. En l'absence de mouvement révolutionnaires effectifs, l'apparent réalisme de Staline pour convaincre. Mais si tout recommençait. On mit un certain temps à décider d'intervenir, et l'intervention fut conçue comme un moyen de contrôle de cette Espagne effervescente. Cela afin de favoriser les possibilités de ce qu'on n'appelait pas encore la coexistence pacifique avec les démocraties (l'URSS ne venait-elle pas de se voir enfin ouvrir les portes de la Société des Nations?).

Evidemment, ce débat n'était pas, au-delà des apparences, un débat tactique entre révolutionnaires sur la meilleure manière de défendre les transformations sociales réalisées en URSS et les acquis des travailleurs du monde entier. Il s'agissait, en fait, de la préservation des privilèges de la couche bureaucratique qui s'était cristallisée là-bas, dans le processus d'expropriation politique réalisé au détriment des travailleurs et que menaçait toute remise en cause du statu quo, dans un sens ou dans l'autre. La politique du PC devait épouser les aléas de la diplomatie soviétique.

## L'Espagne en révolution

Le jour où ils seront débarrassés de leur préjugés, ce jour-là seulement les historiens pourront entreprendre une étude

sérieuse du mouvement populaire qui a ébranlé l'Espagne républicaine et donné naissance à l'une des révolutions sociakes les plus marquantes de l'histoire » (Noam Chomsky). Sans doute faut-il d'abord revenir sur cette question. Un seul manuel scolaire (Hatier) emploie le terme pour parler des événements de 1936. L'Espagne a été sous le joug d'une dictature jusqu'en 1931 et l'instauration même de celle-ci n'était qu'une tentative, qui s'est vite révélée vaine, de geler une situation dont les contradictions arrivaient à maturité. Elle s'effondrera « comme un pneu qui crève » (Trotsky) et la République qui lui succédera conduira inéluctablement au coup d'Etat.

Toutefois, par un apparent paradoxe dont l'histoire l'Histoire est coutumière, le putsch destiné à prévenir une révolution va la déclencher. Si le Février 1917 de l'Espagne n'a pas été précédé d'un 1905 à la russe, à la différence du Novembre 1918 allemand, il couronne six ans d'affrontements où les hommes se sont aguerris et les idées précisées et radicalisées. Si on combine cette accumulation d'expériences, les propres traditions d'action directe, d'affrontements violents, d'antimilitarisme du mouvement ouvrier (et plus largement social) dans l'Etat espagnol et ce qu'on a expliqué plus haut, on ne sera pas surpris par l'extraordinaire riposte au putsch franquiste. Une véritable épopée qui n'a pas encore eu son Eisenstein.

Dès que la nouvelle est connue, et alors que les centrales syndicales CNT et UGT appellent à la grève générale, des groupes d'ouvriers s'arment de bric et de broc et, avec un courage inouï, vont s'emparer de dépôts d'armes, gendarmeries et casernes et se porter au-devant des putschistes. L'improvisation n'est pas totale, il existe déjà des structures plus ou moins clandestines d'autodéfense dans les syndicats et les partis politiques dont les militants structurent la riposte. Mais l'audace, la détermination, le sens de l'initiative n'ont pas attendu des consignes centrales qui ne sont d'ailleurs pas venues, d'autant que la gauche était occupée à tenter de négocier avec les républicains qui eux-mêmes faisaient des propositions de compromis aux factieux.

Le processus imbriqué de désarmement des militaires et d'armement des travailleurs se combine immédiatement avec la prise en main, pour l'efficacité même du combat, des infrastructures de communication et de transport, de ravitaillement (nourriture, armes, véhicules, vêtements). Les colonnes armées, les milices, les syndicats, les associations populaires se substituent à l'administration officielle défaillante ou complice des putschistes, imposent leur contrôle aux entreprises bientôt mises en autogestion, réquisitionnent les services publics, installent des juntes locales dans les villages où l'on passe à la réforme agraire attendue depuis si longtemps et souvent, d'emblée, à la collectivisation (au moins en Catalogne, Aragon, Levant,

Nouvelle-Castille et Nord-Andalou), rendent la justice, tiennent les frontières et fixent les prix. L'habitat est municipalisé. Les coopératives se multiplient. Les contremaîtres sont remplacés par des responsables élus. La carte syndicale se substitue à la carte d'identité.

Au-delà de l'autodéfense, en s'armant, en établissant leur contrôle sur les domaines, les usines et administrations, les travailleurs posaient des actes objectivement, et souvent subjectivement, révolutionnaires, posaient leur candidature au pouvoir et à la réorganisation de la société (et leurs adversaires ne s'y trompèrent pas. Occasion leur était offerte, par eux-mêmes, de se débarrasser une bonne fois pour toutes de cette société arriérée et paralysée et de son Etat dont la colonne vertébrale avait fomenté par moins de dix-sept « pronunciamientos » depuis le siècle précédent – ce n'est pas un hasard si, comme « guerrilla », le mot est d'origine espagnole. Une société qui n'avait même pas mené jusqu'au bout son 1789 et qui ne pouvait le faire que sous la direction des exploités et opprimés, dont l'action irait d'emblée jusqu'au-delà, comme Marx l'avait déjà pressentis (2).

On ne trouve rien dans les manuels scolaires sur l'oeuvre économique, sociale et culturelle de cette période, la réglementation du travail, les lois sociales, la nouvelle école unique, les maisons du peuple, les transformations radicales et à une échelle massive qui s'opèrent alors dans les pratiques quotidiennes et la conscience de ceux qui deviennent acteurs de leur destin. On ne saura pas, par exemple – belle illustration du développement inégal et combiné -, que, dans un des pays européens les plus arriérés sur cette question, où, malgré le principe de l'égalité des rémunérations, dans les entreprises collectivisées subsistaient des discriminations salariales selon le sexe, naissait, pour la première fois dans l'Histoire, un mouvement large et autonome des femmes, lié étroitement (même si conflictuellement) au mouvement ouvrier; « Mujeres Libres » (3).

### **Le dilemme guerre ou révolution avait-il un sens?**

Dès juillet 1936, la supériorité des méthodes révolutionnaires pour s'opposer au putsch ne fait pas de doute. Les antifascistes sont du côté de la légalité. Cela leur donne certes un avantage idéologique, mais l'appui sur la seule légalité est de peu de poids matériel en l'absence des moyens de coercition légaux, majoritairement passés dans l'illégalité. Elle devient même contre-productive. L'anticléricalisme du camp républicain lui fait, par exemple, compter sur les officiers franc-maçons. Trente-sept ans plus tard, le franc-maçon Allende comptera lui aussi sur le général républicain et franc-maçon Pinochet. Or, dans ces

périodes, les déterminants structureaux (les allégeances sociales ou institutionnelles) l'emportent. La fraternité franc-maçonne reste à sens unique. Partout où le rapport de forces militaire n'est pas préalablement créé par la mobilisation populaire, parce qu'on joue sur la légalité et la négociation ou qu'on croit les officiers sur parole, le putsch triomphe.

Néanmoins, au-delà même des méthodes, il y a le contenu. Dans un premier temps, l'argumentation des opposants à la révolution, dans le camp antifasciste, ne sera pas frontale, mais – partant des problèmes réels de centralisation militaire, politique, économique – ils vont progressivement réduire les éléments de démocratie directes du mouvement. Et au lieu de chercher à les coordonner, en réunissant au niveau de toute l'Espagne des délégués de ces organismes et commencer, à partir de là, à jeter les bases d'une planification au service des besoins des combattants, on va peu à peu normaliser ces organismes, les décapiter, en faire des annexes d'institutions républicaines traditionnelles, qu'on va parallèlement remettre sur pied.

C'est la dissolution des comités-gouvernements, organes embryonnaires de pouvoir alternatif (comité central des milices de Catalogne, comité exécutif populaire de Valence, comité de salut public de Malaga, comité de défense des Asturies, conseil d'Aragon puis juntas révolutionnaires locales). C'est la reconstitution d'une armée et d'une police traditionnelles par intégration et remaniement des milices, leur dépolitisation (interdiction des discussions politiques dans la « nouvelle armée », interdiction de l'affiliation à une organisation dans la « nouvelle » police), le rétablissement de l'inégalité de traitement entre officiers et hommes de troupes et des marques de respect rituelles. C'est la remise en place des autorités (juges, officiers, nommés et non plus élus), la remise en cause du contrôle (4), la restitution des propriétés confisquées.

On expliquera d'abord qu'il ne faut pas se couper des démocraties, qu'il ne faut les effrayer et, pour ce faire, garder les formes légales antérieures (sous-entendu, « c'est purement formel », le POUM qui approuve parle de « pure façade diplomatique »). Puis on dira qu'il ne faut pas se couper d'alliés dans le pays et même en gagner dans l'autre camp. Préoccupation elle aussi tout à fait légitime, mais qui ne tranche pas sur la manière d'opérer. En particulier si le résultat est d'effriter sa propre base sociale en acceptant, par exemple, les ordres des banquiers au lieu de leur en donner.

Révolution, oui dira-t-on ensuite, mais « démocratique-bourgeoise » et pas au-delà. Un dirigeant communiste s'interroge gravement, en mars 1937, sur le pourquoi de cette « manie de la socialisation et des saisies »: « Pourquoi les travailleurs sont-ils tombés dans ces erreurs? En premier lieu, par méconnaissance du moment politique dans lequel

nous vivons, qui les a amené à croire que nous étions en pleine révolution sociale » (5).

Puis on gommara même toute référence révolutionnaire au nom de la priorité absolue à la victoire militaire. Et la logique infernale s'enclenchera; plus que la mise entre parenthèse de la révolution, plus que sa bureaucratisation, c'est sa liquidation qui est à l'ordre du jour par la contre-révolution « démocratique ».

Notons que nul, de l'autre côté, ne dissociait la guerre de la révolution. Personne ne proposait de faire la révolution d'abord et la guerre ensuite! Et l'alternative réelle n'était pas entre guerre tout court ou guerre révolutionnaire. Car la « guerre tout court » est un mythe. « La guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens » (Von Clausewitz). Et a plus forte raison dans une guerre civile, pourrait-on ajouter. Sans entrer dans le détail des opérations militaires, notons même à ce niveau, dès le début, les interférences. Quelques exemples repris d'une chronique d'Eduardo Mauricio, mort en 1986, qui fut membre du comité central du POUM puis des instances de direction de la IV<sup>e</sup> Internationale: « Dans les sept premières semaines, les milices catalanes libérèrent l'Aragon, des navires de guerre républicains attaquèrent les transports de troupes effectués par Franco du Maroc espagnol en Espagne. »

Précisons avec Pierre Broué que, dès ce moment, alors que des avions allemands suppléaient les bateaux attaqués, les représentants de la « démocratie » de sa Gracieuse Majesté et les compagnies pétrolières de Gibraltar pratiquaient déjà la non-intervention, ce qui était une manière de choisir leur camp, en refusant de vendre du carburant aux navires sans officiers. Le pays des droits de l'Homme, quant à lui, n'était pas en reste: « Mais les travailleurs furent sévèrement battus à Badajoz et à Irun. Dans cette dernière ville, une des raisons de la défaite réside dans l'arrêt de munitions envoyées de Catalogne, arrêt effectué par les chemins de fer français sur instructions du gouvernement français.

« Les anarchistes demandèrent tout d'abord que la victoire en Aragon fut exploitée pour engager une offensive en direction de Huesca et de Saragosse. La prise de cette dernière ville, qui avait un fort mouvement ouvrier à direction anarchiste, aurait pu avoir un effet décisif sur les armées de Franco du front basque et sur celle se dirigeant sur Madrid. Mais le gouvernement ne voulait pas favoriser politiquement les anarchistes. Le front d'Aragon ne reçut pas l'armement lourd nécessaire à une telle opération. Au contraire, une importante partie des milices anarchistes, dirigées par Garcia Oliver et Durruti, furent expédiées du côté de Madrid.

« Après la Catalogne, le pays Basque – avec Bilbao, ses mines de fer et de charbon – était le plus important centre

industriel de l'Espagne. Le gouvernement basque était contrôlé par les capitalistes de cette région qui, leurs intérêts étant orientés du côté de l'Angleterre, étaient hostiles à Franco, mais ne voulaient cependant pas sacrifier leur usines aux travailleurs. Aussi, quand les fascistes avancèrent sur San Sebastian, les milices de la CNT voulaient mener un combat à mort, allant jusqu'à détruire l'équipement industriel, mais la bourgeoisie basque préféra utiliser ses gardes pour assurer l'évacuation sans combat de cette ville. On était en septembre 1936. En décembre, le gouvernement basque s'efforçait encore de mener des négociations en vue d'un armistice. » (6).

### **L'affaire de la Telefonica**

« Avant de reprendre Saragosse, il faut prendre Barcelone » (7). Le film de Ken Loach, « Terre et Liberté », sur cet épisode hautement significatif « ne réussit pas à se défaire de l'anecdotique » (8) avec l'apparent bon sens de la ménagère prise entre deux feux: « Cessez de vous tirer dessus et tirez ensemble sur les fascistes! ». En fait, il s'agit là du tournant décisif de la révolution. Jusque là, la normalisation-restauration restait rampante et avait du mal à s'appliquer à la base. Beaucoup de décrets restaient sur le papier. On n'était certes plus dans la phase montante de la révolution, et la répression avait commencé contre le POUM qui était la force la plus fragile dans; pas d'armes ni de munitions en suffisance pour eux, censure, puis suspension du journal de ses milices, autorisation de paraître refusée à son organe madrilène, occupation de ses locaux et, à la mi-décembre 1936, exclusion du gouvernement catalan. Mais il manquait encore un test frontal à une échelle de masse.

La tentative de prise du central téléphonique de Barcelone par la nouvelle garde nationale républicaine, sous la direction d'un membre du PC, en mai 1937, est un degré de plus dans l'escalade, mais aussi un saut qualitatif; il s'agit d'autre chose qu'une escarmouche de plus dans les rapports conflictuels au sein du camp antifasciste. Non seulement parce qu'on passe à l'attaque d'un secteur autrement plus nombreux que le POUM (ce sont en effet les anarchistes qui tiennent depuis juillet 1936 la Telefonica), mais aussi parce qu'il s'agit là d'un des nerfs de la guerre. Dans toutes les crises révolutionnaires, le contrôle des communications est un enjeu central. En Mai 68, ce furent les premières entreprises « délivrées » par les « forces de l'ordre » dans le courant de la quatrième semaine, sans que d'ailleurs on songe à en faire une défense collective.

A Barcelone, l'enjeu fut immédiatement perçu, la banlieue vint à la rescousse, les entreprises s'arrêtèrent et la ville se couvrit de barricades. Ce que le journal du PCF, « L'Humanité » dénonça comme « putsch hitlérien ». Aucune perspective ne fut donnée au mouvement, pratiquement maître de la ville le deuxième jour, et l'état-

major national de la CNT vint calmer les esprits, sans que le POUM de Barcelone, en désaccord, se sente la force de s'opposer. Alors que les ouvriers insurgés reconquerraient, au prix de centaines de victimes, le terrain perdu les derniers mois, celui-ci fut abandonné au bout du cinquième jour aux normalisateurs.

Les conséquences politiques sont immédiates: un nouveau gouvernement central est formé sans la gauche socialiste et sans représentants de la CNT et de l'UGT. « La Batalla », organe du POUM, est interdite, le POUM est dissous et ses dirigeants arrêtés. Interdictions, procès, assassinats vont se succéder (y compris parmi les internationalistes venus aider les antifascistes d'Espagne). Au cours même des événements de mai, profitant de la confusion générale, les services de Staline avaient déjà fait disparaître plusieurs cadres révolutionnaires non aligés, comme l'anarchiste italien Camillo Berneri, Alfredo Martinez, dirigeant des Jeunesses libertaires, qui venait de créer avec les Jeunesses du POUM un Front de la jeunesse révolutionnaire qui commençaient à rallier des responsables des Jeunesses socialistes unifiées; plus tard ce sera Freund, dit Moulin, militant allemand de la IVe Internationale qui assurait la liaison entre le petit groupe trotskyste et les « Amis de Durruti », courant libertaire opposé à « l'anarcho-ministériisme », Erwin Wolf, ancien secrétaire de Trotsky, Andrés Nin, etc. Sans parler des nombreux militants moins connus. En 1938, il y a huit cent anarchistes en prison rien qu'à Barcelone.

### **« Pour gagner la guerre, il faut extirper le cancer du trotskysme » (9)**

Il ne s'agit là que secondairement d'une transposition mécanique et plaquée de ce qui se passe parallèlement à Moscou. C'est, en fait, la logique infernale de la « guerre d'abord » poussée jusqu'au bout par ses défenseurs les plus cohérents et les moins scrupuleux. Stigmatisation des responsables politiques porteurs de l'autre terme de l'alternative, d'abord comme complices « objectifs » du franquisme; puisqu'ils critiquent l'URSS et que la révolution ferait perdre la guerre, puis comme complices tout court, agents directs. Qu'ils soient d'ailleurs réellement « trotskystes » importe peu, le terme est générique.

Dès 1936, dans le quotidien du PCE: « Les trotskystes travaillent pour l'ennemi. Il faut traiter comme des ennemis ces aventuriers criminels » (« Mundo Obrero, 12 octobre). En mai 1937, José Diaz, secrétaire du PCE: « Notre ennemi principal, ce sont les fascistes. Cependant, ces derniers ne comprennent pas seulement les fascistes proprement dits, mais aussi leurs agents, ceux qui travaillent pour eux. Bien entendu, si ces agents disaient: « Nous sommes fascistes et nous travaillons dans vos rangs pour vous créer des difficultés », nous les arrêterions immédiatement (...). C'est

pour ça qu'ils doivent s'appeler autrement. Quelques-uns s'intitulent trotskystes, ce qui est le noms qu'utilisent de nombreux fascistes déguisés qui emploient un langage révolutionnaire pour semer la confusion (...). N'est-il pas parfaitement clair que les trotskystes ne constituent pas une organisation politique ou soiale d'une tendance définie comme les anarchistes, les socialistes ou les républicains, mais une bande d'espions et de provocateurs au service du fascisme international? Il faut détruire les provocateurs trotskystes! C'est pourquoi j'ai déclaré dans mon discours à la dernière session plénière du comité central que non seulement il fallait les liquider en Espagne, suspendre leur presse, dissoudre leur organisation, mais qu'il fallait les extirper de tous les pays civilisés, si nous voulons vraiment nous débarrasser de cette vermine » (9bis) (Discours du 9 mai 1937).

« Le trotskysme comme l'a admirablement dit notre camarade Staline, voici quelques années, a cessé d'être un courant du mouvement ouvrier pour devenir une bande d'assassins, d'espions, de saboteurs au compte de la Gestapo et sous sa direction. » (« Frente Rojo », 25 juin 1937). Inutile de dire que la presse internationale des PC n'est pas en reste.

### **« Le seul dilemme est celui-ci: ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la défaite » (10)**

On nous dira que c'est facile a posteriori d'affirmer que l'Histoire nous a donné raison puisque la guerre fut perdue. Même avec une autre stratégie, était-elle gagnable? N'a-t-elle pas été perdue fondamentalement par la disproportion des forces engagées? L'armée espagnol d'un côté, aidée sans compter par Hitler et Mussolini profitant de ce terrain d'expérimentation en vrai grandeur pour leur matériel et leurs spécialistes; les antifascistes en espadrilles de l'autre, abandonnés par les démocraties, parcimonieusement aidés par l'URSS et à prix fort (financier: par l'or d'Espagne transféré en URSS, alors qu'on croyait l'aide désintéressée; et politique: ingérence croissante de l'ambassade, des conseillers et de la NKVD dans les affaires intérieures espagnoles, statut particulier du PC et de ses organisations.

Il y avait évidemment des facteurs objectifs qui ne dépendaient pas, du moins dans l'immédiat, des décisions politiques des états-majors de la lutte antifasciste. Aussi, certains constats sont d'un contenu politique assez pauvre et ne répondent pas à la seule question qui vaille: les « choses » étant ce qu'elles étaient, que fallait-il faire, sur quoi on avait prise pour se donner le maximum de chances de gagner (la certitude de la victoire n'étant jamais garantie)?

Et, puisqu'il n'y a pas eu d'aide des démocraties, ne peut-on penser que céder au chantage à la respectabilité était un

mauvais calcul? Et, plutôt que de prioriser les gouvernements, n'aurait-on dû prioriser les peuples? Entraîner un mouvement de solidarité encore plus puissant de ce côté, qui passe par dessus la tête des gouvernements, impose la levée de l'embargo, le changement de politique des partis ouvriers? Favoriser l'effervescence sociale au-delà des Pyrénées en transmettant l'image non de l'antifascisme républicain respectueux de l'ordre, de la légalité et de la propriété, mais celui d'une révolution en cours où les frères et soeurs des exploités et opprimés des autres pays prenaient leur sort en main. Ce qui était d'ailleurs le fond des événements, et qui expliquait l'exceptionnel écho qu'ils rencontraient dans le monde et aussi la détermination de tous les ordres établis à en finir avec l'Espagne, y compris au risque du renforcement du fascisme.

Sous prétexte de ne pas désespérer Billancourt, on s'absout de toute responsabilité historique, on évoque, des larmes dans la voix, la fatalité du rapport de forces (non-intervention des uns, intervention des autres). Mais l'infériorité militaire n'est toujours que relative, on l'a bien vu au Viêt-Nam, elle peut être compensée par la supériorité politique. Qu'aurait été Dien-Bien-Phû sans la remise de terres dans les zones libérées qui l'a précédée? Sans parler ensuite de la victoire remportée sur la principale puissance militaire mondiale? Comment une armée d'ouvriers et de paysans aurait pu résister en Russie à trois ans d'offensive des blancs soutenus par les corps expéditionnaires des principaux pays impérialistes, s'il n'y avait eu des conquêtes révolutionnaires substantielles à défendre? D'ailleurs, le PCE lui-même, qui proclamait « plus de pain et moins de comités », n'avait pas répugné jusqu'en mars 1937, lorsqu'il contrôlait bien la situation et qu'il lui fallait définitivement asseoir son autorité, à se réclamer de la « révolution prolétarienne », à faire appel à l'autodéfense et à l'impulsion des comités de voisins, d'îlots de quartiers.

Le « moral des troupes » est un élément important du rapport de forces, tous les officiers le savent. L'ancien ordre des choses revenu, celui qui, justement, avait conduit au putsch, a-t-on les mêmes raisons de se battre, le même enthousiasme, la même absence de calcul des inconvénients et des avantages? Une armée qui n'est plus motivée que par la discipline, une peuple qui doit se contenter des « lendemains qui chantent », et c'est la principale supériorité que les antifascistes avaient sur les troupes franquistes qui disparaît. C'est à un désarmement – pas simplement matériel – des travailleurs auquel on a, en fait, assisté.

Défaite militaire et défaite de la révolution sont inextricablement liées et, malheureusement, la seconde fut une politique délibérée conduisant en outre à à ce qu'une deuxième guerre civile s'ajoute à la première. Ceux qui y ont présidé ne peuvent être lavés de leurs responsabilité

historique sous prétexte de circonstances défavorables, ce serait trop facile. Et leur responsabilité ne saurait se limiter à avoir voulu bloquer puis empêcher la révolution (avec la répression des révolutionnaires qui l'a accompagnée et qui n'était pas un accident mais en découlait logiquement) mais, ce faisant, à avoir compromis radicalement toute chance de battre Franco et d'inverser le cours de l'Histoire.

### **Un exemple: l'affaire marocaine**

Gagner la guerre n'implique pas seulement des opérations militaires, mais aussi une politique de démoralisation, désagrégation des rangs ennemis et de leurs soutiens. Les troupes marocaines (on parle de cent mille hommes) étaient, avec la légion étrangère, le fer de lance des troupes franquistes. Une politique audacieuse en direction des nationalistes marocains, ouvrant la voie à l'indépendance du Maroc « espagnol », aurait sans nul doute eu un écho dans les rangs des dites troupes, écho que les nationalistes marocains eux-mêmes avaient le pouvoir d'amplifier.

Les trotskystes l'ont immédiatement compris et des camarades qui avaient déjà le contact avec les nationalistes du Maroc « français » firent aboutir positivement, au Maroc même, les démarches qu'avaient souhaitées de leur côté des dirigeants du POUM et de la CNT. Cette dernière avait des traditions: sa création avait suivi la « semaine tragique » de Barcelone, le soulèvement populaire du 26 juillet 1909 pour protester contre l'envoi de troupes au Maroc, réprimé par un véritable massacre de l'armée. La CNT avait été mise hors la loi après avoir lancé la grève générale contre la guerre au Maroc.

Une délégation marocaine va donc se rendre en Espagne avec un de nos camarades. En Catalogne, l'accord se fait sans peine avec le Comité central des milices. Mais le gouvernement central de Largo Caballero refuse d'y donner suite. Accorder l'indépendance au Maroc « espagnol », n'était-ce pas le risque de déstabiliser le Maroc « français » et, au-delà, de mécontenter les « démocraties » à l'arrière-cour coloniale dont on recherche l'aide? (11) Nous avons signalé en introduction la vague de luttes qui a touché aussi les pays coloniaux à cette époque. Le 27 janvier 1937, un autre gouvernement de Front populaire, celui de Léon Blum, dissout l'Etoile nord-africaine de Messali Hadji, pourtant adhérente du Rassemblement populaire et dont plusieurs militants sont dans les Brigades Internationales.

Là encore, la priorité à la guerre sur la révolution dessert la guerre elle-même en la privant d'atouts réels au profits d'atouts hypothétiques qui ne se concrétiseront jamais. Une politique de guerre conséquente impliquait aussi un travail désagrégateur dans la base paysanne de l'armée franquiste et sur ses arrières, dans les zones qu'elle avait occupées. Cela impliquait peut être une sourdine dans les manifestations

antireligieuses du camp révolutionnaire au profit d'un approfondissement de ses aspects sociaux, en particulier au niveau agraire. Balancer par avion des milliers de tracts dans la zone franquiste en annonçant que tout déserteur se verra attribuer immédiatement un lot de terre récupérées sur les propriétés de tel grand d'Espagne, hobereau, officier, cardinal ou banquier, aurait sûrement présenté quelque intérêt... Rien ne fut tenté dans ce sens.

Il y eut quelques tentatives de propagande révolutionnaire en direction du corps expéditionnaire italien qui révélèrent, même là, la force de contagion d'une révolution vivante. Le PCE sut le faire lors de la bataille de Guadalajara, qui fut d'ailleurs gagnée. Mais, par la suite, on se contenta de flatter la fierté nationale espagnole contre ceux qui étaient aidés par l'étranger, en essayant de concurrencer le franquisme sur son terrain. Un paradoxe pour un Etat multinational qui, de plus, hébergeait des Brigades Internationales! Ce qui montre une fois de plus que, dans une guerre, surtout de ce type, les armes ne sont pas que les fusils ou les canons; et que, si on n'emploie par le langage de la révolution, il ne reste plus que celui de la réaction.

On voit finalement que l'alternative n'est pas guerre ou révolution, mais guerre et révolution ou guerre et contre-révolution. Ce qui amena d'ailleurs certains ultra-gauches à refuser de faire l'une pour ne pas être complice de l'autre. Le crédit des donateurs de leçons qui se tiennent à l'écart du combat n'est en général pas très grand...

On ne pouvait pas être neutre dans la lutte entre le gouvernement républicain et le franquisme. Et, tant qu'on n'avait pas les forces d'en changer la nature et de le réorienter, on était obligé de combattre sous ses ordres. De même qu'à une autre échelle on ne quitte pas forcément son organisation syndicale parce que sa direction ne nous convient pas. On lutte éventuellement pour la remplacer et, en attendant, on l'accepte de fait comme direction. Mais combattre dans le camp républicain n'impliquait pas le soutien automatique à ceux qui le dirigeaient, et encore moins d'entrer dans le gouvernement, surtout quand le prix à payer était d'entériner la liquidation de l'autonomie des formes d'auto-organisation surgies dans la lutte contre le putsch. Préserver son indépendance politique était décisif.

### **Staliniens et social-démocrates à l'épreuve**

Notre opposition au stalinisme ne s'est jamais réduite au refus des formes qu'avaient prises le pouvoir prétendu soviétique. Beaucoup d'autres l'ont dénoncé à ce seul niveau. Notre opposition visait une politique, produit de ce qu'était devenu ce pouvoir, qui tournait le dos à la révolution. Ce qui était pour les autres plutôt un bon point! Garder l'objectif de la révolution ne voulait pas dire croire « au grand soir » simultané dans le monde entier, préférer le



chamboule-tout tout de suite à la lutte pour des réformes (c'est hélas ainsi que ses adversaires présentaient la « révolution permanente » ou la « révolution mondiale » il y a quelques années). Il s'agissait de tenir le cap de la priorité de l'international sur le national, des intérêts des opprimés et exploités sur tout intérêt d'Etat fût-il prolétarien, sur tout intérêt d'organisation plus largement.

Si nous avons eu une dent particulière contre les staliniens (sans confondre les militants sincèrement attachés à la transformation sociale avec les apparatchiks et bureaucrates en chef), c'est d'abord pour le détournement de fonction, la dénaturation dont ils se sont rendus coupables des instruments de redressement du mouvement ouvrier que s'étaient donnés les travailleurs avancés au lendemain de la guerre de 1914: au-delà donc des calomnies, des violences physiques et des exécutions qui n'ont été que des conséquences et pour lesquelles ils n'ont hélas pas eu le monopole. Ces instruments qui sont devenus, au moment des crises sociales d'ampleur, des étouffe-feux à l'inverse et au nom de ce pourquoi ils avaient été construits, ce n'était hélas pas nouveau dans l'Histoire puisqu'ils avaient justement été mis sur pied en remplacement de leurs précédentes sociaux-démocrates qui avaient failli avant eux. Des assassins de Rosa aux complices de la mort du « Che », en passant par la disparition d'Andrés Nin, il y a une certaine continuité.

Aucun étonnement, donc, du côté des positions et des pratiques de la droite socialiste vis-à-vis des objectifs et des alliances lors de la révolution espagnole. Certains ont cherché à s'abriter derrière les méchants staliniens qui leur auraient mené la vie dure et obligé à cautionner certaines choses la mort dans l'âme. Lâches et hypocrites! A un certain niveau de responsabilité, ce ne sont plus, en général, des gens de bonne foi, des naïfs ou des trompés. Dans le privé, le cynisme s'exerce sans contrôle. Voici, par exemple, comment s'exprime le ministre socialiste Prieto dans une lettre à l'ambassadeur socialiste d'Espagne à Washington (12), datée du 28 mai 1937: « Enfin se trouve résolue la partie la plus importante du nettoyage de notre arrière-garde. A Barcelone, comme dans toute la province correspondante, les rouages de la FAI et de la CNT sont aujourd'hui désarticulés, leurs éléments les plus dangereux sont morts ou prisonniers. Ce qui est plus important encore, c'est que ceux qui reviennent à la raison (13) sont aujourd'hui convaincus ou, pour le moins, adoucis. Le nettoyage n'est cependant pas encore total. Mais la plus forte résistance étant une fois rompue, il nous sera très facile d'exercer une répression sans violence et sans effort, mais si efficace que, sous peu, l'oeuvre sera achevée. Nous craignons cependant encore que les brigades de ces éléments encore actuellement sur le front n'abandonnent celui-ci pour accourir au secours de leurs organisations. Mais je crois qu'elles n'oseront pas. Ce serait du reste très

difficile pour elles d'organiser un tel mouvement. Nous avons d'ailleurs décidé de procéder sur divers fronts à une série d'offensives dans lesquelles nous emploierons d'abord les éléments de la FAI et de la CNT comme troupes de premier choc. Nous avons décidé d'autre part de transférer ces éléments dans les secteurs les plus dangereux. De cette façon, les factieux nous aideront eux-mêmes à parfaire le nettoyage totale, ce dont nous devrions encore leur être reconnaissant. » Rappelons au passage combien ces brigades avaient du mal à être alimentées en équipements réservés à d'autres...

Le même, ministre de la Défense, n'hésite pas à faire faire les sales besognes aux staliniens quitte à le leur reprocher par la suite. Ainsi, le colonel communiste Lister raconte comment il a été chargé de réduire, en août 1937, le Conseil de défense régional d'Aragon sous hégémonie CNT-FAI: « Il me déclara qu'il n'y aurait aucun ordre écrit pour la mission dont on me chargeait, ni communiqué sur l'accomplissement de celle-ci; qu'il s'agissait d'un secret entre le gouvernement et moi, que je devais liquider sans hésitations ni démarches bureaucratiques ou légalistes tous ceux que je considérerais utiles à liquider, que j'avais derrière moi tout le gouvernement (...). Faites, nous vous couvrirons, mais officiellement nous ne savons rien » (13). Extraordinaire célérité bureaucratique; pour une fois, le décret de dissolution sera appliqué avant d'être promulgué.

## L'épreuve des anarchistes

Du côté de la force dominante au départ, les anarchistes, s'ils avaient doté de saines traditions le mouvement ouvrier, celles-ci comportaient aussi leurs revers.

L'anticléricalisme n'était pas de trop dans le pays de l'Inquisition, où l'Eglise était le plus grand propriétaire foncier, et où l'offensive franquiste était menée au nom du Christ-Roi. Mais, glissant vers la lutte anti-religieuse, il risquait de faire des martyrs à bon compte, de diviser les travailleurs en faisant passer leur idéologie avant leurs intérêts de classe tout en resserrant les liens interclassistes qu'il fallait justement défaire dans le camp ennemi.

Le collectivisme libertaire présida à l'oeuvre magnifique de collectivisation des grands domaines et des entreprises, encore que son fonctionnement efficace réclamait plus que le fédéralisme ou l'abolition de l'argent par décret, comme dans certaines communautés d'Aragon: par ailleurs, sur cette lancée, l'expropriation du petit commerce, de l'artisanat, des petits exploitants agricoles pouvait susciter des adversaires superflus et compliquer plus que faciliter la gestion économique.

L'antimilitarisme est très sain s'il amène à se défier des officiers même franc-maçons; mais il devient contre-

productif s'il refuse la planification des efforts de guerre et en reste à des guerillas non coordonnées contre un adversaire qui, face à un peuple en armes, compense par la centralisation sa faiblesse numérique. La centralisation n'est pas fatalement bureaucratique et la décentralisation peut aussi, la nature ayant horreur du vide, co-exister avec une bureaucratie de fait, incontrôlée. Un antimilitarisme un peu frustré peut aussi très bien aboutir à un refus de tout travail interne de désagrégation des forces armées adversaires, ou d'utilisation des capacités techniques des officiers de métiers ralliés ou contraints à la collaboration.

Sur tous ces terrains, les anarchistes prêtaient le flanc aux critiques intéressées des adversaires politiques qu'ils avaient sur leur droite, et seule une minorité d'entre eux sut dégager une alternative qui ne soit pas le retour au « statu quo ante » auquel l'intégration de fait au Front populaire, au niveau gouvernemental, conduisait

Et là, on approche de la critique, centrale de notre point de vue, comme de celui des plus lucides des communistes libertaires. Dans un premier temps, comme on se refuse à faire de la politique, on la laisse faire par d'autres et, sous cet aspect, les rapports des dirigeants de la CNT avec la gauche républicaine catalane – qui avait comme dirigeant Companys, leur avocat, – ne furent pas toujours très clairs. Et, dans un deuxième temps, on la fait avec eux. Mais cette alliance n'est pas celle – malgré ce qu'expliquaient les staliniens et social-démocrates – qu'on doit justement chercher à nouer avec la petite-bourgeoisie, fort nombreuse en Espagne, mais, en fait, une alliance des forces ouvrières avec ce qui restait des forces bourgeoises non ralliées à Franco, rendant les premières prisonnières des volontés des secondes, et en particulier des banques, exclues des collectivisations.

Et ce n'était pas que s'allier, c'était gouverner. Par une logique maléfique, voilà que le très sain anti-étatisme de départ se convertissait en son contraire: non contents d'avoir refusé le pouvoir prolétarien, ils entraient au gouvernement des adversaires de celui-ci: Ils n'avaient pas pris le pouvoir, mais le pouvoir les avait pris: « Aujourd'hui, le gouvernement, en tant qu'instrument de contrôle des organes de l'Etat, a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière, de même que l'Etat ne représente plus un organisme qui divise la société en classes. L'un et l'autre opprimeront même moins le peuple maintenant que des membres de la CNT y sont intervenus (15) ».

Leur faillite, de ce fait, est tout aussi patente que celle des directions du PC ou du PS. Elle est historique, car c'est la première fois qu'une telle direction se trouvait en position d'hégémonie, au pied du mur pour appliquer sa politique. Sans doute ses représentants au gouvernement ont protesté contre certaines mesures régressives contre la répression des

révolutionnaires. Mais, fondamentalement, leur politique fut la même que celle de leurs partenaires: « Notre triomphe dépendait et dépend de l'Angleterre et de la France, et non de la révolution; mais à condition de faire la guerre et non la révolution » (16) (Le ministre anarchiste de l'Industrie).

### **On a gardé les moins mauvais pour la fin...**

Comme l'a reconnu sa gauche, la direction du POUM porte aussi sa part de responsabilité dans l'évolution de la situation. Tout en conservant une autonomie de jugement et de proposition que ses adversaires ne lui ont pas pardonnée, il a toujours fini aux moments décisifs, par se mettre à la remorque de ses partenaires, au nom de sa position minoritaire et du souci de l'unité (participation au bloc électoral en janvier 1936, entrée dans le gouvernement, refus de la rupture avec la direction de la CNT en mai 1937).

Evidemment, ce qu'on fait ou ne fait pas compte plus que ce qu'on dit. De ce point de vue, le profil du POUM n'apparaissait pas toujours comme suffisamment différencié des autres forces dont il acceptait en quelque sorte la discipline. Pour les militants ou sympathisants du PSOE, de la CNT et même du PC, qui s'interrogeaient sur la politique de leurs directions respectives, c'est donc l'importance numérique qui finalement tranchait le plus souvent. Et, à un niveau plus large, parmi les travailleurs moins avancés, entre l'aide russe et le POUM, le choix était vite fait.

Quand nous parlons de « front unique », le premier terme a son importance; il s'agit d'une unité réalisée pour le combat, pour l'action, pas pour la collaboration de classe, pas pour la réaction (même apparemment antifasciste). Il faut savoir le nouer, il faut aussi savoir le rompre, ce n'est pas un substitut de stratégie, encore moins un invariant principal.

On peut penser que c'est ce même souci de ne pas se fâcher avec ses partenaires qui a mené, paradoxalement, sa direction à impulser une organisation syndicale séparée puis à rallier l'UGT comme à constituer ses propres milices et colonnes militaires, alors que la logique de marxistes révolutionnaires conséquents aurait été d'aller dans les organisations dites « de masse » où étaient les masses (en l'occurrence la CNT), pour éventuellement en combattre l'orientation et non de créer les leurs propres.

Les comités avaient la plupart du temps une forme cartellisée et n'étaient qu'indirectement l'expression de la « base », à travers les représentants délégués en son sein par les organisations présentes. Même si ce n'était pas dans les traditions catalanes, le renforcement de la révolution avait tout à gagner à la mise sur pied de véritables comités élus et révocables par leurs électeurs, plus directement en prise sur

leur évolution et plus aptes à résister aux pressions de telle ou telle organisation. Ce ne fut pas tenté par le POUM.

La quasi-totalité des petites forces trotskystes d'Espagne, au lieu d'entrer en fraction dans le PSOE en train de se radicaliser et de se lier à sa gauche, avait fait le choix, fort discuté dans le mouvement international, de se regrouper avec ce qu'on appellera les communistes unitaires (d'autres diront droitiers) et communistes autonomistes, dont le trait commun était d'être catalano-centriques. Après le ralliement d'une bonne partie de la gauche socialiste – et en particulier ses Jeunesses – au PC, le choix du POUM pour des marxistes-révolutionnaires ne se discutait plus.

Mais plus encore que ce choix, somme toute tactique, ce qui importait, c'étaient les projets, les orientations qu'avaient les camarades en constituant le POUM avec leurs partenaires. Et c'est de cela qu'il faudrait discuter, car il ne semble pas qu'ils aient cherché, par leur travail loyal de construction et de débat fraternel, à gagner à leurs positions (?) – quitte à les enrichir ou même à les modifier dans le cours de la confrontation et au feu des événements – tout ou partie de leur nouvelle organisation; et cela aussi est à porter au passif (17) ».

Trotsky n'a pas été tendre pour le POUM. Il reconnaît tout de même qu'il fut « le plus à gauche » et « le plus honnête » des partis d'Espagne. S'il le caractérise par la négative comme « non contre-révolutionnaire », c'est évidemment pour lui une différence positive d'avec les autres.

Aujourd'hui, face aux émules de Franco, d'Hitler et de Mussolini, la lutte pied à pied pour les libertés démocratiques, la défiance vis à vis de tout appel à l'Etat à la place de l'organisation de notre autodéfense, le combat antifasciste, s'ils sont indispensables, ne sauraient suffire à impulser la contre-attaque nécessaire. Si une leçon est à retenir de la révolution d'Espagne, c'est qu'il n'y a pas de grande lutte sans grand objectif et qu'il faut donc retenir, en la réactualisant, la perspective de l'émancipation sociale,

seule à même de faire rentrer sous terre les utopies régressives qui se proposent la relève d'un régime discrédité.

Notes:

- (1) Voir le témoignage d'Elisabeth Poretski, compagne d'Ignace Reiss, membre important des services secrets soviétiques, qui fut assassiné en 1937 après avoir annoncé qu'il rejoignait la IVe Internationale
- (2) « Il existe, d'autre part, l'industrie moderne et le commerce, dont les têtes naturelles, les classes moyennes, sont opposées au despotisme militaire: d'autre part, quand celles-ci commencent leur bataille contre le despotisme, les ouvriers eux-mêmes interviennent, qui sont le produit de l'organisation moderne du travail et qui réclament la part leur revenant du résultat de la victoire. Effrayées par les conséquences de cette alliance involontaire, les classes moyennes battent en retraite et viennent se remettre sous les batteries protectrices du despotisme haï ». Marx, « Révolution en Espagne, 1856. Il faut entendre ici par classes moyennes la « middle class », la bourgeoisie industrielle et commerciale, entre masse populaires (prolétariat et petite bourgeoisie) et aristocratie foncière, les « landlords ».
- (3) Voir Jacqueline Heinen, « Espagne 1936-1938: les femmes dans la guerre civile », dans le recueil « Femmes et mouvement ouvrier », La Brèche 1979.
- (4) Ainsi le rapport secret à Moscou d'Ercoli (Togliatti) où il demande quelques conseils: « Quelles revendications et structures pouvons nous mettre en avant pour rompre le contrôle syndical sur l'industrie, non d'un seul coup, mais progressivement? » (30 août 1937, cité dans E.H. Carr, « The Comintern and the Spanish Civil War », 1984).
- (5) « Frente Rojo » (30 mars 1937), journal du PCE à Valence
- (6) E. Romero, « Il y a vingt ans... Chronique de la révolution espagnole », in « Quatrième Internationale », juin, septembre et décembre 1956
- (7) Phrase attribuée à Juan Comorera, secrétaire général du PSUC
- (8) Louis Seguin, « La Quinzaine Littéraire », 16 octobre 1995
- (9) Discours du député communiste Uribe au Grand Prix, le 24 janvier 1937. Il s'illustrera comme ministre de l'Agriculture en réintroduisant les propriétaires comme co-administrateurs dans les exploitations collectivisées
- (10) Camille Berneri, interview de début 1937, reproduite dans « Guerre de classes en Espagne », 1938, Editions Spartacus
- (11) Voir « Le Rif et la révolution espagnole, ou l'ombre d'Abd-El-Krim sur l'Espagne », en annexe de Abel Paz, « Un anarchiste espagnol, Durruti », Quai Voltaire 1993; et le témoignage de David Rousset en annexe du texte de Miguel Romerao cité dans notre bibliographie
- (12) Lettre révélée dans « L'Espagne nouvelle » du 13 mai 1938
- (13) Comme quoi la psychiatrisation des opposants politiques n'est pas une innovation stalinienne
- (14) E. Lister, « Nuestra Guerra », Globe, Paris 1966
- (15) « Solidaridad Obrera », journal de la CNT, 4 novembre 1936
- (16) « Política », journal de Madrid
- (17) Voir les notes précieuses de Pierre Frank qui tente une explication en termes de génération dans son compte rendu de la publication des écrits de Trotsky sur l'Espagne (in « Quatrième Internationale », juillet 1980)

Jean-Marie Freyssat, Revue « Critique Communiste », automne 1995

---

# La naissance du POUM

Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) s'est constitué le 29 septembre 1935 suite à la fusion entre le Bloc Ouvrier et Paysan (Bloc Obrero i Camperol ,BOC) et la Gauche Communiste d'Espagne (Izquierda Comunista de España, ICE). Au début des années '30, ces deux organisations avaient rompu avec le communisme « officiel », en opposition à la dégénérescence de la révolution russe. Ils se réclamaient ainsi de l'héritage révolutionnaire, internationaliste et démocratique de la Révolution de 1917.

Le BOC était parvenu à devenir le parti politique ouvrier le plus important en Catalogne pendant les premières années de la République instaurée en 1931. Mais il n'a pas pu contre-balancer l'hégémonie sur les masses des deux grands courants catalans de l'époque : l'anarcho-syndicalisme et le nationalisme de gauche. Contrairement aux autres organisations ouvrières, le BOC défendait l'importance d'une alliance entre les paysans, les mouvements de libération nationale et la classe ouvrière - sous la direction de cette dernière -, afin d'ouvrir la voie à la révolution sociale. Il a également joué un rôle premier dans la création des Alliances Ouvrières qui se sont constituées dans presque tout le pays au cours de l'année 1934 en réponse aux menaces d'extrême droite et qui ont joué un rôle clé pendant la grève insurrectionnelle d'octobre 1934. L'autre organisation fondatrice, l'ICE, faisait partie de l'Opposition de gauche « trotskyste » - qui s'opposait à la montée du stalinisme et de la bureaucratisation de l'URSS. Bien qu'elle fut minoritaire par rapport au BOC, elle comptait des noyaux très actifs dans plusieurs régions du pays et apportait une contribution majeure sur le plan théorique.

Andreu Nin, principal dirigeant de l'ICE et Joaquin Maurin, leader du BOC, figuraient tous deux parmi les plus importants dirigeants et théoriciens marxistes de l'époque. Issus tous les deux du puissant syndicat anarchiste CNT, Nin avait adhéré au communisme dans les années '20. Il avait vécu 9 ans en URSS où il travaillait pour l'Internationale syndicale rouge et s'y était lié à l'opposition trotskyste. Maurin, quant à lui, était une figure importante du syndicalisme révolutionnaire et a également adhéré au mouvement communiste à la même époque.

En septembre 1935, les deux organisations ont fusionné en tant que premier pas vers la création d'un parti marxiste-révolutionnaire plus large. Le nouveau parti comptait quelques 6.000 membres à la veille de la guerre civile, la majorité d'entre eux en Catalogne où sa fédération syndicale, la FOUS, comptait 50.000 affiliés.

Lors des élections de février 1936, après avoir tenté sans succès de constituer un Front unique ouvrier, le POUM a décidé de soutenir le Front Populaire contre la droite, Maurin étant son seul député élu. Cette décision entraîna une rupture entre Trotsky et ses partisans espagnols au sein du POUM, accusés d'avoir trahis les intérêts de la classe ouvrière en appuyant une coalition subordonnée au républicanisme petit-bourgeois. En réalité, malgré son soutien tactique, le POUM critiquait durement le Front Populaire en tant que frein au développement d'un mouvement ouvrier indépendant.

La révolution qui a éclaté en réponse au soulèvement militaro-fasciste de juillet 1936 a engendré, comme pour toutes les organisations ouvrières, une croissance spectaculaire de l'influence du POUM. Pendant la première période de la guerre, ce dernier contrôlait 6 quotidiens, de nombreuses publications hebdomadaires et des émissions de radio. Il a organisé sa propre milice armée comptant plus de 8.000 recrues et le nombre total de ses adhérents a atteint les 30.000.

## Guerre et révolution

Dès le début, le POUM a clairement défendu l'option de mener à la fois la guerre antifasciste et la révolution sociale. Les communistes staliniens défendaient par contre une ligne dictée par Moscou : la lutte devait seulement se limiter à défendre la démocratie bourgeoise contre le fascisme, la révolution devait être niée et liquidée afin de ne pas effrayer les démocraties occidentales avec lesquelles Staline cherchait alors à s'entendre.

Le POUM et la CNT, par contre, insistaient sur le fait que la révolution et la guerre ne faisaient qu'un. Les masses étaient en train de lutter pour aller bien au-delà qu'une simple démocratie bourgeoise, et cela était démontré par la collectivisation des terres et de l'industrie, par la formation des milices et du contrôle populaire sur de nombreux aspects de la vie quotidienne. Reconstruire l'Etat républicain bourgeois qui avait fait faillite face au complot militaro-fasciste, revenait à miner l'enthousiasme populaire qui était l'arme principale de la gauche contre une armée franquiste renforcée par ses alliés fascistes allemand et italien. De plus, l'idée selon laquelle les démocraties bourgeoises européennes n'allaient soutenir qu'une République modérée ne prenait nullement en compte le fait que les classes dominantes de ces démocraties préféraient une victoire du fascisme plutôt que celle de la gauche espagnole, quelle que soit le programme de cette dernière.

Afin d'assurer la victoire de la révolution, le POUM était conscient qu'il était nécessaire de constituer un pouvoir révolutionnaire. Un pouvoir constitué par une assemblée des comités ouvriers, paysans et miliciens, basé sur la démocratie directe et ayant la claire intention de consolider la révolution. Un tel pouvoir était nécessaire afin de structurer et garantir l'économie collectivisée et constituer une armée centralisée mais reposant sur les milices ouvrières.

Cependant, la plus puissante organisation révolutionnaire, la CNT, qui, selon ses principes anarchistes était auparavant contre toute forme d'Etat, s'est nié à lutter pour un nouveau type de pouvoir. La révolution, d'après les anarchistes, s'était déjà réglée dans les rues, dans les usines et dans les champs. Ils ont ainsi laissé aux mains de l'Etat républicain le contrôle du commerce, des finances, des communications et, surtout, des forces armées bientôt réorganisées sur un modèle plus classique, l'Ejercito popular. Pire, abandonnant rapidement ses vieux principes, la CNT a activement collaboré au nouveau gouvernement : une collaboration qui a permis le maintien de l'Etat et ainsi des possibilités pour ce dernier de mener ultérieurement une contre-offensive contre le mouvement ouvrier. On ouvrit ainsi les portes de la contre-révolution, qui s'est effectivement déroulé quelques mois plus tard.

En catalogne, cette politique de collaboration s'est traduite dans la constitution d'un nouveau gouvernement catalan, composé dès le mois de septembre 1936 des représentants de toute la gauche, y compris la CNT et le POUM. Ce dernier justifiait sa participation avec l'argument que le gouvernement catalan avait une majorité ouvrière et un programme révolutionnaire. Formellement, c'était bien le cas, mais du fait que cette majorité comptait avec la participation du parti stalinien PSUC, l'attitude du gouvernement catalan allait donc également à l'encontre de la révolution.

## **Persécutions et interdiction**

Le POUM devint de plus en plus la cible d'une campagne de calomnies de la part des staliniens qui l'accusaient, comme pour tous les communistes oppositionnels (réels ou non) de l'époque, d'être un « agent du fascisme ». Cette campagne faisait partie d'un plan plus vaste visant à en finir avec la révolution et a culminé dans les « Evénements de Mai » au

cours desquels les forces policières, dirigées par les communistes staliniens, ont tenté d'arracher aux ouvriers le contrôle des rues de Barcelone. Après plusieurs jours de combats faisant des centaines de victimes, la CNT a lancé le mot d'ordre d'abandonner les barricades afin de ne pas menacer « l'unité antifasciste ». Le POUM, qui se sentait une fois de plus trop faible pour agir seul sans la CNT, accepta la retraite malgré que la situation était favorable aux révolutionnaires dans la capitale catalane.

Trotsky a durement critiqué cette attitude hésitante du POUM, tout comme il l'avait fait au moment de la participation du POUM au gouvernement de la Generalitat. Cependant, il est difficile d'imaginer comment le POUM aurait pu changer le cours des choses sans acquérir au préalable une plus grande influence dans les rangs de la CNT, un problème qui remontait déjà à l'avant-guerre. La formation, en février 1937, du Front de la Jeunesse Révolutionnaire constitué par les jeunes poumistes et libértaires, aurait pu être un pas très important vers une plus grande collaboration, mais elle fut sabotée par la direction de la CNT.

En juin 1937, un nouveau gouvernement central, encore plus modéré et sans la participation de la CNT, interdisait le POUM. Sa milice au front fut dissoute, sa presse supprimée et de nombreux dirigeants arrêtés. Andréu Nin, leader du parti en l'absence de Maurin, qui avait été arrêté en pleine zone fasciste, fut kidnappé, torturé et finalement assassiné par des agents staliniens.

Le POUM a continué à agir dans la clandestinité jusqu'à la fin de la guerre, avec des centaines de militants dans les prisons de la République tandis que d'autres mourraient au front. Une campagne internationale de solidarité avec le parti est parvenue à ce que le procès des autres dirigeants du POUM ne débouche pas sur leur exécution comme le souhaitaient les staliniens. De plus, loin d'être accusés de « servir le fascisme », ils furent au contraire condamnés pour avoir tenté de « subvertir » la République. Avec la fin de la guerre, le POUM est passé de victime de la répression stalinienne à la répression fasciste, tant dans l'Etat espagnol que dans l'exil.

L'expérience historique malheureuse du POUM mérite d'être sauvegardée pour ceux et celles qui, aujourd'hui, continuent à mener la même lutte pour les mêmes objectifs.

Joana Nadal, [www.anticapitalistas.org](http://www.anticapitalistas.org), 29 mai 2005

---

# Trotsky et l'Espagne

L'Espagne occupa une place relativement importante dans les préoccupations de Léon Trotsky. Dès 1930, alors qu'il était en exil à Prinkipo, en Turquie, Trotsky commença à analyser la situation révolutionnaire espagnole ouverte par la chute de la Monarchie.

Pour Trotsky, la révolution espagnole offrait non seulement des analogies avec la révolution russe mais, en cas de victoire, ouvrait des possibilités importantes pour un changement positif dans le rapport de forces de la lutte de classes au niveau international (alors favorable au fascisme et au capitalisme).

Pour lui, l'Espagne archaïque et réactionnaire ne pouvait être transformée à travers une simple révolution démocratique bourgeoise. La bourgeoisie s'étant constituée tardivement et étant très faible politiquement, elle ne pouvait mener les réformes nécessaires (dont la réforme agraire et politique), terrorisée qu'elle était entre des classes réactionnaires puissantes, avec lesquelles elle entretenait mille liens organiques et, d'autre part, une classe ouvrière concentrée, hautement politisée et combative. Tout comme en Russie, seul le prolétariat allié avec la paysannerie exploitée pouvait mener à bien cette tâche en menant à son terme une authentique révolution socialiste.

Et seul un parti révolutionnaire résolu et ferme pouvait permettre l'accomplissement de cette révolution. (1) L'existence, ou plutôt l'inexistence d'un tel parti allait constituer le souci principal du "Vieux". Si Trotsky insistera sans cesse sur le courage, l'initiative, l'esprit de sacrifice et l'imagination du prolétariat espagnol, qu'il place au-dessus du prolétariat russe de 1917, sa conclusion de la défaite finale fut que cette dernière était avant tout due à l'absence de toute direction révolutionnaire: d'après lui, aucun des partis ouvriers en présence n'était à la hauteur, ni digne du prolétariat espagnol.

## Critique du POUM

Une bonne partie des écrits et des préoccupations de Trotsky vont donc logiquement concerner l'évolution du POUM, le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste créé en 1935 par deux blocs: les trotskistes espagnols (en désaccord avec Trotsky, qui préconisait leur entrée au sein du PSOE), avec Andrés Nin à sa tête ; et une ancienne scission du PCE, le Bloc Ouvrier et Paysan, dirigé par Maurin. Le POUM aurait pu être le parti de la révolution. Malheureusement, si son analyse de la situation était souvent correcte et ses intentions clairement révolutionnaires, sa pratique (ainsi

que le contexte spécifique de la révolution espagnole, nous y reviendrons) ne lui permit pas de jouer ce rôle.

Trotsky, après avoir critiqué durement la décision de créer le POUM, va s'attaquer à la décision de ce dernier de participer au Front Populaire pour les élections de février 1936, ensemble avec des partis bourgeois. Pour le POUM, cette attitude n'engageait à rien: il ne s'agissait que d'un simple accord électoral sans engagement de leur part.

Lorsque la guerre éclate en juillet 1936, le POUM, comme les autres organisations syndicales ou politiques, va constituer plusieurs colonnes armées regroupant ses militants. Pour Trotsky, "ces milices de partis" sont une nouvelle erreur: le POUM aurait dû défendre la création d'une armée de milices ouvrières regroupant tous les combattant(s) sans distinction de partis ou de syndicats, seul moyen pour constituer une réelle armée de classe.

## Erreurs d'analyse

Trotsky va également sévèrement critiquer une autre erreur d'analyse du POUM. Pour ce dernier, la constitution de comités révolutionnaires de même type que les "soviets" de la révolution russe est impossible. Pour la direction du POUM, la classe ouvrière espagnole est par trop différente de la classe ouvrière russe. Contrairement à cette dernière, le prolétariat espagnol a une longue tradition de luttes syndicales derrière lui et est extrêmement impliqué et influencé par les partis ou les syndicats auxquels il adhère en masse. Transformer les comités issus des journées de juillet en véritables organes révolutionnaire est impossible selon les dirigeants du POUM, les "soviets" étant trop "exotiques" (2) par rapport à la réalité espagnole.

C'est pourquoi, loin de revendiquer "tout le pouvoir aux comités", le POUM revendique la constitution d'un gouvernement ouvrier et paysan composé des représentants des mouvements ouvriers pour mener à bien la révolution. Pour Trotsky, cette argumentation ne tient pas debout: les "soviets" ne sont pas une création typique du prolétariat russe, les exemples des conseils ouvriers de la révolution hongroise et allemande en 1918-1919, tout comme les conseils d'usines italiens en 1923 sont là pour le prouver. En Espagne, les comités, créés de manière semi spontanée en juillet 36 et qui ont effectivement commencé à assumer certaines transformations révolutionnaires, prouvent à nouveau qu'ils sont l'outil approprié de la révolution. C'est à travers leur mutation que devait être menée à son terme cette dernière.

L'analyse du POUM va également amener ce dernier à accepter la dissolution des comités. En Catalogue, en octobre 1936, il ira même jusqu'à marchander, suivant en cela la CNT, sa représentation dans le nouveau gouvernement bourgeois catalan en échange de la disparition du Comité central des milices.

Pour Trotsky, cette décision du POUM constitue une véritable trahison. En mai 1937, à nouveau, alors que les ouvriers en armes dans un ultime sursaut révolutionnaire s'affrontent à Barcelone aux forces conjuguées de la contre-révolution bourgeoise et stalinienne, le POUM va de nouveau calquer sa position sur celle des anarchistes: résistance et appel à la lutte d'abord, puis compromis boiteux et recul. Pour Trotsky, une autre voie était possible: si le POUM avait appelé à poursuivre la lutte avec comme objectif le renversement du gouvernement, cela lui "aurait conféré (...) une autorité indiscutable parmi les ouvriers, avant tout parmi les ouvriers anarchistes (...). Si le prolétariat de Catalogue s'était emparé du pouvoir en mai 1937 (...), il aurait trouvé un appui dans toute l'Espagne" (3). Pour la direction du POUM au contraire, il fallait se plier aux décisions de la direction anarchiste.

Si le POUM, voulant surtout influencer les anarchistes, ne cachait pas ses critiques à leur encontre, il a toujours fini aux moments décisifs par se mettre à la remorque de ses partenaires au nom de sa position minoritaire et du souci de l'unité (4). Pour Trotsky, c'est ce manque de rôle indépendant dans la pratique politique et sur toutes les questions fondamentales qui a constitué le drame de ce parti. Et à travers la fin tragique du POUM en juin 1937, dissous, ses dirigeants persécutés ou assassinés par les staliens, c'est le destin de la révolution espagnole elle-même qui sera définitivement scellé.

## Controverse

L'attitude de Trotsky envers le POUM et son analyse de la situation a toujours été soumise à de vives controverses. Avec le recul, on peut juger que sur le fond, les critiques de Trotsky à l'égard du POUM et son analyse de la situation et des moyens à mettre en oeuvre - du point de vue de la stratégie révolutionnaire - pour éviter la défaite étaient en grande partie justifiés.

La forme qu'a prise cette critique est quant à elle discutable. Pour Trotsky, le POUM est quasiment le principal responsable de la défaite de la révolution, sa critique, surtout à partir de février 1937 devient extrêmement violente: il n'hésitera pas à taxer le POUM et sa direction de "traîtres", "d'éléments à la remorque de la bourgeoisie de "gauche"", etc. La critique justifiée prend ainsi parfois la forme d'une véritable hostilité.

L'attitude intransigeante de Trotsky va même provoquer une vaste polémique au sein du mouvement trotskiste international, dont plusieurs figures (Sneevliet, Vereecken, Fosco et l'écrivain Victor Serge) vont sans cesse s'opposer aux accusations du "Vieux", certains soupçonnant même que des agents staliens infiltrés aient livré des informations incomplètes ou fausses sur la situation en Espagne à Trotsky, exilé au Mexique, loin du théâtre des événements. (5)

## Difficultés et exil

Il y a bien évidemment plusieurs raisons qui expliquent l'intransigeance du "Vieux": tout d'abord, il y a sans nul doute une part de rancœur vis-à-vis d'Andrés Nin, principal dirigeant du POUM, longtemps "trotskiste" et ami de Trotsky mais qui refusa de suivre les orientations préconisées par lui. En effet, pendant un certain temps, Trotsky tenta d'influencer la politique du POUM, mais quand il vit que ce dernier ne faisait rien de ses remarques et conseils, le "Vieux" perdit tout espoir dans ce sens.

La violence verbale de ses propos, vieille habitude bolchevique (il suffit pour s'en convaincre de relire les polémiques du début du siècle entre les bolcheviques) ne facilitait évidemment pas la compréhension et la prise en considération des arguments des uns et des autres. Autre raison de taille à mettre en avant: Trotsky fut placé dans des conditions qui rendaient difficile une analyse plus détaillée et nuancée des événements d'Espagne (sa méconnaissance de l'espagnol n'arrangeait évidemment rien).

Il ne faut pas oublier que la révolution espagnole allait coïncider avec les sinistres procès de Moscou (le premier se tient le 19 août 1936) où Trotsky est présenté comme le principal ennemi de la Révolution, comme agent fasciste, etc. Une grande partie de l'énergie et du temps consacré par lui à cette époque sont donc investis dans la réfutation des accusations calomnieuses des staliens et dans la réhabilitation de la révolution russe.

Sa propre vie personnelle d'exilé va également l'empêcher de travailler correctement: vers la mi-juin 1936, Trotsky est expulsé de France en direction de la Norvège. Là, tout d'abord bien accueilli, il sera à partir de novembre de la même année durement persécuté et mis littéralement "en quarantaine" politique par un gouvernement norvégien mis sous pression par l'URSS. Le 19 décembre, il est finalement expulsé et accueilli par le Mexique. Ces péripéties surviennent donc aux moments (les hasards ne sont pas tout à fait innocents) les plus importants de la montée et du déclin de la révolution espagnole.

A la lumière de ces faits, on peut ainsi comprendre certaines erreurs d'appréciations ou du moins, expliquer les violences verbales à l'encontre du POUM. On pourra également longtemps s'interroger sur l'évolution des choses si le gouvernement catalan, en novembre 1936, avait accepté la demande d'asile en faveur de Trotsky introduite par Andrés Nin et ses amis, preuve si l'en est que malgré les dures divergences, ces derniers gardaient toute leur estime pour le fondateur de l'Armée Rouge... (6)

### **Analogies et différences**

Par ailleurs, à la décharge du POUM, il faut souligner que Trotsky faisait une trop grande comparaison entre la révolution espagnole et la révolution russe. Or, malgré les évidentes analogies, les différences étaient de taille; contrairement à la Russie, où la révolution a précédé la guerre civile, en Espagne, cette guerre a accompagné au même moment le processus révolutionnaire.

En Espagne, la force politique hégémonique était l'anarchisme. De plus, les révolutionnaires n'eurent pas

seulement à affronter l'hostilité de la bourgeoisie capitaliste, mais également deux forces totalement nouvelles et écrasantes: le fascisme et le stalinisme! Mais ces mêmes faits, qui relativisent fortement les accusations portées par Trotsky à l'encontre du POUM, ne peuvent également que renforcer l'admiration envers Trotsky: malgré tous ses problèmes, son analyse était, quant au fond, juste. Il faut également souligner que, malgré ses rancœurs, Trotsky saluera en son temps la mémoire du POUM et d'Andrés Nin (qu'il qualifiera, après l'assassinat de ce dernier, de "révolutionnaire incorruptible", ce qui, chez Trotsky, peu prolixe en compliments personnels, est plus qu'une marque de respect): "Le POUM était en Espagne à la gauche de tous les autres partis, et il comptait incontestablement dans ses rangs de solides éléments prolétariens révolutionnaires ". (7)

En guise "d'épitaphe", il soulignera également que "Le rôle pathétique et tragique joué dans la révolution espagnole par le POUM, la plus sérieuse et la plus honnête des organisations centristes restera toujours comme un terrible avertissement dans la mémoire du prolétariat avancé"(8).

**Ataulfo Riera, La Gauche, juillet 1997**

### **Notes**

(1) L. Trotsky, "La révolution permanente", Editions de Minuit, Paris, 1963.

(2) Selon I. Iglesias (ex-rédacteur de La Batalla, organe du POUM) dans "Trotsky et la Révolution espagnole". Ed. du Monde, Genève, 1974.

(3) L. Trotsky, " La Révolution espagnole, 1930-1940", Editions de Minuit, Paris, 1975.

(4) Iglesias, dans son ouvrage déjà cite où il défend systématiquement le POUM, avoue que "le pouvoir eut pu être conquis" en mai 1937, mais ajoute de manière révélatrice que "notre parti, force minoritaire, ne pouvait prendre sur lui la responsabilité de lancer cette consigne" (5) Jean Marie Freyssat, "Lutte antifasciste et libération sociale". Critique Communiste n°144, hiver 1995-1996.

(6) Georges Vereeken, " La Guépéou dans le mouvement trotskyste ", Edition La Pensée Universelle, Paris, 1975.

(7) Gérard Rosenthal, " Avocat de Trotsky ", Edition Robert Laffont, Paris, 1975.

(8) L. Trotsky, " Classe, parti, et direction: pourquoi le prolétariat espagnol a-t-il été vaincu? ", texte d'août 1940 in " La Révolution espagnole, 1930-1940 ", op. cit.

(9) L. Trotsky, " Le Signal d'Alarme " 7940, ibidem.



---

# 1936: Quelle stratégie dans la Révolution espagnole? L'énigme Nin

«Avec le recul historique, aujourd'hui où l'Europe connaît des luttes politiques plus ou moins pacifiques, qu'elle n'est plus plongée dans des crises graves, des situations critiques, des guerres, maintenant que cela n'a pas de conséquences, on tend à considérer les choses autrement. Mais quand un parti dans son ensemble, formé à la lutte de classe, véritablement ouvrier, opposant à toute participation gouvernementale, prend une résolution d'une telle importance [la participation au gouvernement de la Generalitat], c'est que la situation concrète l'imposait.» Juan Andrade, Notas sobre la Guerra civil, Ediciones libertarias, Madrid, 1986.

Entre juillet 1936 et mai 1937, la Catalogne a connu un événement exceptionnel dans l'histoire du mouvement ouvrier du XXe siècle avec un «choc de stratégies» qui a mis aux prises tous les courants fondamentaux du mouvement ouvrier – y compris le courant social-démocrate, alors qu'aucun parti ne le représentait. Même s'il s'est produit dans une situation exceptionnelle de guerre civile, nous pouvons dans ce «choc» trouver des idées et des expériences utiles pour comprendre les rapports entre la lutte pour le pouvoir politique et les objectifs d'émancipation sociale. Aujourd'hui comme hier, ces rapports sont sans doute la question la plus controversée au sein de la gauche sociale et politique et se trouvent, aujourd'hui comme hier, au cœur de la construction de tout projet anticapitaliste. Traduit en termes actuels, nous pouvons caractériser ainsi les principaux pôles de ce conflit.

- Le courant libertaire visait à «changer le monde sans prendre le pouvoir». Il a échoué. Plus que sur une stratégie, dans la forme qu'elle a prise en Catalogne, la CNT-FAI s'est appuyée sur une «doctrine». Une stratégie implique la définition de moyens cohérents pour atteindre des objectifs déterminés dans une situation concrète. Le courant libertaire a réalisé des actions militantes portées par un extraordinaire élan révolutionnaire qui s'inscrivaient dans la doctrine du communisme libertaire. Mais ses choix face aux principaux événements ont répondu à des considérations de «réalisme politique» que sa propre doctrine rejetait et qui s'inscrivaient paradoxalement dans une analyse concrète très éloignée de la réalité. Soit dit en passant, on peut s'étonner que l'expérience de la CNT-FAI au cours de cette période ne soit même pas mentionnée comme référence par les personnes et les courants qui défendent aujourd'hui des points de vue proches, alors que c'est, sinon l'unique, tout au moins l'une des rares occasions où ces idées ont été mises

à l'épreuve, à grande échelle et avec des résultats de grande portée.

- Le courant stalinien, PCE-PSUC, voulait pour ainsi dire «prendre le pouvoir pour ne pas changer le monde». Il a gagné. Dans la situation révolutionnaire de juillet 1936, la «prise du pouvoir» a pris la forme d'une «contre-révolution» démocratique dans le processus de reconstruction de l'État républicain. Faire barrage à la révolution socialiste au nom d'un programme et d'un gouvernement démocratiques bourgeois est au cœur de la stratégie social-démocrate en Europe au XXe siècle. Le stalinisme, de ce point de vue, a mis en œuvre un programme social-démocrate, avec ses méthodes propres qui ont pris une forme particulièrement brutale dans la Catalogne des années 1936-1937. Le plus intelligent des commissaires politiques de l'Internationale communiste, Togliatti, l'a résumé ainsi dans l'un de ses rapports dès août 1936 : «Le parti a compris très bien une chose : il faut développer une politique cohérente pour élargir et renforcer ses positions dans l'armée, dans la police, dans l'appareil d'État, etc. Le renforcement des positions du parti dans l'armée, en tout premier lieu, et dans l'appareil d'État est une des principales garanties de la victoire.» [1]

- Le POUM, enfin, a incarné la stratégie marxiste léniniste classique : «prendre le pouvoir pour changer le monde». Il a aussi échoué. Mais contrairement à la CNT-FAI, le POUM avait, lui, une stratégie qui justifiait ses choix politiques. C'est ce qui permet de déterminer si cette stratégie était adaptée à la situation et aux objectifs d'émancipation auxquels il s'identifiait et d'examiner dans un esprit critique la cohérence des décisions prises avec cette stratégie.

Un très grand nombre de livres et d'articles ont traité ces questions, de façon spécifique ou dans le cadre d'analyses plus globales. Certains sont excellents tels, entre autres, les travaux de Pelai Pagès, Durgan, Tosstorff, Bolloten, Fraser, Godicheau ou Pozo, auxquels il faut ajouter ceux de certains protagonistes majeurs comme Nin, Andrade, Solano, Gorkin ou encore Gironella. [2]

J'ai choisi de me limiter ici à une période très brève – septembre-décembre 1936 – et à un thème concret – la participation d'Andreu Nin au gouvernement de la Generalitat. Cette participation pose pour le moins de sérieux problèmes de cohérence avec les fondements de la politique du POUM mais aussi avec les résolutions et les déclarations qu'il a adoptées jusqu'à la veille même de la

formation du gouvernement. La contradiction est encore plus flagrante entre les déclarations de Nin lors de sa prise de fonction au ministère de la Justice : «Je viens pour légaliser ce que les masses ont conquis dans la rue.» et, dans les jours qui ont suivi, son rôle décisif dans le démantèlement du comité de Lleida que le POUM considérait, sans aucun conteste et à juste titre, comme «une conquête des masses».

Pourquoi, au-delà du parti lui-même, un révolutionnaire intelligent et intègre comme Andreu Nin a-t-il agi ainsi ? Il y a là une énigme à laquelle je ne trouve pas d'explication satisfaisante. Peut-être seul Nin lui-même aurait-il été en situation de l'élucider mais – et c'est ce qui est plus énigmatique encore – dans aucun de ses textes il n'a donné d'explication sur ces contradictions. Même dans son texte de bilan de la politique du POUM dans la guerre civile – «Le problème des organes de pouvoir dans la révolution espagnole» [3] – sa participation au gouvernement de la Generalitat est complètement esquivée.

Cet article se propose donc, plus qu'une réponse à cette énigme, d'établir un dialogue impossible avec la mémoire d'un camarade.

### **Protéger l'unité du parti?**

L'explication la plus simple de l'entrée de Nin dans le gouvernement de la Generalitat tient à la situation interne du POUM qui a incontestablement influencé ces décisions. Le POUM était un parti de création très récente issu d'une fusion encore précaire [4]. Son principal dirigeant, Joaquim Maurin, était emprisonné et avait été remplacé par le «dirigeant de la minorité», Andreu Nin, qui pouvait sans doute compter sur le respect des militants mais qui, comme l'a dit Andrade, était un «secrétaire politique diminué».

Refuser d'entrer dans le gouvernement de la Generalitat, alors que même la CNT s'apprêtait à le faire, était une décision très risquée qui aurait fait du parti la seule opposition de gauche et, qui plus est, à l'extérieur du gouvernement. Une décision de cet ordre aurait pu mettre en danger l'unité du parti et on comprend facilement que la direction du POUM ait attaché une grande valeur à cette unité. Mais cette explication n'est pas du tout satisfaisante. Elle laisse de côté beaucoup trop de questions importantes.

On peut ainsi s'interroger sur la faiblesse de l'opposition à la décision d'entrer dans le gouvernement adoptée lors du plénum du Comité central le 15 septembre, qui s'est limitée à Juan Andrade et Enrique Rodríguez [5] et à des réserves exprimées par des secteurs de la JCI (Juventud Comunista Ibérica – Jeunesse communiste ibérique, l'organisation de jeunesse du POUM) et des comités de Lleida et de Barcelone; ou encore s'étonner des conditions posées,

«l'hégémonie ouvrière» ou encore un «programme socialisant», conditions purement formelles dans la mesure où elles étaient largement acceptées.

Il est vrai qu'à ce moment-là, quelques semaines avant la constitution du gouvernement le 26 septembre, on ne discutait que d'éventualités et pas de réalités avérées, même si une partie du CC, pour le moins, devait savoir qu'il s'agissait de faits pratiquement consommés (nous y reviendrons). Ce qui est par contre véritablement extraordinaire et difficile à justifier par des «raisons internes», c'est le fait que Nin, alors qu'il venait tout juste de prendre ses fonctions, accompagne le chef du gouvernement Tarradellas venu dissoudre le comité de Lleida (le 30 septembre). Le président Companys était convaincu qu'ils seraient accueillis sous les balles, mais ils réussirent rapidement et facilement à convaincre le comité de se placer sous l'autorité du gouvernement et de disparaître.

Alors qu'il devient évident que le programme réel du gouvernement, ou tout au moins son objectif prioritaire, est la dissolution du Comité central des milices antifascistes (CCMA) – le 1er octobre – et dans la foulée celle de tous les comités et leur remplacement par des «conseils municipaux» dépendants de la Generalitat – le 9 octobre – pourquoi le parti ne réagit-il pas ? Pourquoi ne se forme-t-il pas une «opposition de gauche» à cette orientation ? Pourquoi n'avoir pas compris que la force politique la plus menacée et la plus affaiblie par ces mesures était le POUM lui-même ? Comment Nin a-t-il pu penser que son action à Lleida ne «freinait» pas mais au contraire «donnait corps à la révolution» ?

La seule explication au plan interne est celle qu'avance Tosstorff. Au gouvernement, Nin aurait protesté «en vain» contre la dissolution des comités et le parti aurait alors décidé de «saboter» la mise en pratique du décret, en s'appuyant sur la force du POUM dans chaque localité [6] Le moins qu'on puisse dire, c'est que la réalité a pris une tout autre tournure. Il faut donc chercher d'autres explications.

### **Éviter l'isolement?**

Quand la situation impose à une organisation politique d'agir «à contre-courant», elle prend le risque d'un isolement qui ne laisserait indifférente qu'une secte. Cette question avait de quoi préoccuper au plus haut point le POUM, une organisation marxiste révolutionnaire née d'un processus d'unification plus limité que ce qui avait d'abord été envisagé, avec des forces militantes appréciables mais réellement influentes dans la seule Catalogne où dominait, par ailleurs, très largement la CNT-FAI; une organisation exposée en permanence à des circonstances exceptionnelles,

la tension et l'urgence d'une pré-guerre civile d'abord, un processus révolutionnaire au sein de la guerre civile ensuite, caractérisé par une dualité de pouvoir dans le camp «républicain».

Le POUM s'est toujours efforcé d'éviter l'isolement en cherchant activement le rapprochement, l'accord, la convergence pratique ou organique avec la CNT ou la majorité de ses militants. Toute étude sérieuse des rapports entre le POUM et la CNT doit porter sur la période qui va de la formation du Front populaire à l'après mai 1937. Cela n'est pas envisageable dans les limites de cet article mais il faut néanmoins exposer quelques considérations générales avant d'aborder les problèmes concrets concernant la Generalitat.

La CNT était sans conteste le courant hégémonique du mouvement révolutionnaire en Espagne. Vouloir construire un parti révolutionnaire en l'ignorant aurait été simplement absurde. Pour le POUM, sa politique en direction de la CNT était – à juste titre – fondamentale. Mais quelle politique?

La CNT était une «organisation mouvement», une confédération avec une réelle autonomie des diverses instances – locales, régionales,... – mais avec une direction stricte qui «n'osait pas dire son nom» et des dirigeants dotés d'une autorité très affirmée. En politique, la CNT agissait pour son propre compte sans s'allier à aucune autre organisation, si on excepte le cas de l'Alliance ouvrière en 1934 dans les Asturies.[7] Son idéologie et sa doctrine étaient marquées par une hostilité à l'encontre de «la politique» et en particulier des partis politiques qualifiés de «marxistes autoritaires». Mais par-dessus tout, particulièrement en Catalogne, le mouvement libertaire était bien plus qu'une organisation : c'était une culture, des «coutumes mises en commun» et transmises de génération en génération depuis le milieu du XIXe siècle.[8]

Cette description sommaire permet de se faire une idée sur l'ampleur de la tâche que s'était fixée le POUM. Il faut aussi reconnaître que ce parti – et Nin plus particulièrement, par ses capacités intellectuelles et son expérience militante – réunissait des conditions hautement favorables pour répondre à cette situation.

Selon la tradition communiste classique, la réponse aurait consisté à réaliser des expériences pratiques communes permettant de gagner la majorité des militants de la CNT, en rupture avec au moins une partie de leur direction. Mais c'était à mon avis totalement irréaliste de penser que la majorité ou même ne serait-ce qu'une partie significative des militants de la CNT pourraient devenir «marxistes». Ce que je crois possible, par contre, c'est que les militants de la CNT, sur la base de leur expérience, en soient venus à considérer le POUM comme un parti dont le «marxisme»

n'avait rien à voir avec celui des autres partis qui se disaient marxistes. La politique concrète du POUM en était la preuve, une politique radicalement opposée à celle de ces partis et proche, au contraire, des aspirations et des objectifs des militants libertaires. Les comités étaient le lieu et le cadre organisationnel où ce projet aurait pu se réaliser, sous la forme d'une «alliance», sans parti hégémonique, et qui ne s'inscrirait certainement pas dans ce que j'ai appelé la «tradition communiste classique». Si cette possibilité existait, elle a disparu avec la dissolution des comités. Il faut aussi reconnaître que ce processus, loin d'être harmonieux et naturel, aurait été confronté à des affrontements sévères, avec la direction de la CNT-FAI en particulier.

La politique du POUM, en réalité, dès la formation du Front populaire, a plutôt consisté à «accompagner» la CNT en évitant tout conflit pratique avec sa direction sur les questions importantes. Elle s'est fondée parfois sur une appréciation erronée de la situation réelle de la CNT : c'était une erreur de croire que la CNT était sur le déclin au moment de la constitution du FOUS [9] en 1936 ou de juger sa politique «très proche» de celle du POUM à la veille même de l'exclusion de Nin du gouvernement, en décembre, décidée avec l'appui indirect de la CNT.

On ne sait pas à quoi aurait conduit le refus du POUM de participer au gouvernement de la Generalitat et, par-là même, à la dissolution du CCMA et des comités. Mais ce qui est sûr, c'est qu'au terme de sa participation au gouvernement de la Generalitat, le POUM s'est trouvé plus éloigné de la CNT et plus isolé que jamais.

### Quel pouvoir?

Une troisième possibilité d'explication de ces problèmes se trouve dans l'orientation du POUM sur la question du pouvoir politique. À mon avis, c'est la plus importante des trois. C'est pourquoi il me semble nécessaire, avant d'aller plus loin, de poser un certain nombre de jalons.

En premier lieu, c'est à juste raison qu'Andrade met en garde – dans le texte cité en prologue à cet article – sur les «regards différents» que l'on porte sur les faits quand on se trouve dans des situations elles-mêmes très différentes. Soixante-dix ans après, il est effectivement difficile sinon impossible d'apprécier l'ensemble des facteurs qui ont conditionné et contraint la pratique du POUM. Mais Andrade va trop loin quand il nous demande de considérer que la situation concrète a «obligé» le POUM à prendre ces décisions. Je ne mets nullement en cause le caractère révolutionnaire du POUM, à mes yeux incontestable. [10] Il ne s'agit pas de juger mais d'essayer de comprendre.

En second lieu, s'il est vrai qu'une révolution est toujours un événement exceptionnel, le produit de la confluence de

conditions éphémères, instables et extraordinaires, il faut comprendre que les conditions nationales et internationales de la guerre civile espagnole ont configuré une situation qui rendait très improbable une hégémonie révolutionnaire dans le camp républicain.

La clé de cette improbabilité réside pour moi dans trois considérants.

- D'une part, seule l'URSS a apporté de façon significative l'aide matérielle et le soutien international indispensables, ce qui a logiquement contribué à renforcer l'influence du stalinisme et de ses partis – le PCE et le PSUC – et leur a permis de conquérir l'hégémonie au sein du gouvernement républicain et dans la conduite de la guerre.

- D'autre part, le rapport de forces politiques était très défavorable pour le POUM. Le modifier, en changeant substantiellement et dans un sens révolutionnaire les rapports tissés entre les institutions politiques et militaires républicaines, les comités, le PSOE, le PCE-PSUC et la CNT-FAI, était une tâche extrêmement difficile que la seule application d'une «ligne correcte» ne suffisait pas à résoudre. Mais c'était un objectif possible. Pourquoi le POUM ne s'est-il pas engagé dans cette voie, alors que se jouaient non seulement l'issue de la guerre mais sa propre existence ? C'est toute la question.

- Enfin, la poursuite de la guerre, les problèmes de désorganisation, les difficultés graves en matière d'approvisionnement ou d'armement et l'avancée des troupes franquistes dans les premières semaines du mois d'août ont posé dans le camp républicain des questions urgentes de centralisation, de discipline et de réorganisation générale sur le plan militaire, économique et politique. Il fallait trouver à ces problèmes une réponse cohérente avec le développement du processus révolutionnaire. À nouveau, c'était une tâche particulièrement difficile. Mais c'était bien «la» tâche, au cœur du «choc des stratégies». Le POUM n'a pas perdu cette bataille : il n'a pas su la situer et, en fait, il ne l'a pas livrée.

Abordons maintenant le point central de la question, la politique du POUM face au pouvoir. Reprenons l'analyse de Nin sur les événements de mai 1937 : «[...] les comités qui, loin d'être des organismes strictement prolétariens étaient des organes du Front populaire, pouvaient-ils jouer le rôle de soviets ? Il ne faut pas perdre de vue que "tous" les partis et les organisations antifascistes faisaient partie de ces comités, d'Action catalane – un parti clairement bourgeois et conservateur – jusqu'à la FAI et le POUM. Le Comité central des milices, formé sur les mêmes bases, ne pouvait pas être l'embryon d'un pouvoir révolutionnaire face au gouvernement de la Généralité, vu que ce n'était pas un organe prolétarien mais "d'unité antifasciste", une sorte de

gouvernement élargi de la Généralité. Il n'y avait pas de dualité de pouvoir. Il s'agissait de deux organes analogues quant à leur composition sociale et leur finalité. On aurait pu parler de dualité de pouvoir si le Comité central des milices et le gouvernement de la Généralité avaient eu des compositions sociales différentes. Mais comment pouvaient-ils s'opposer alors que l'un et l'autre étaient, au fond, équivalents ?» [11]

Ce qui est essentiel dans ce paragraphe, c'est l'affirmation que le Comité central des milices et le gouvernement de la Generalitat étaient «équivalents» et les comités des «organes du Front populaire». Comment Nin peut-il avoir écrit cela?

Les études de Godicheau et, particulièrement, de Pozo González permettent aujourd'hui une connaissance précise de la réalité des comités et du CCMA. C'est vrai que le CCMA a fait l'objet d'une caractérisation mythique dans les analyses de la guerre civile émanant de courants révolutionnaires. Ce n'était pas à proprement parler un organisme représentatif des comités. Il n'était pas élu par eux mais résultait d'un pacte entre les partis qui avaient formé la coalition du Front populaire. Par contre c'était bien un organisme dont l'autorité reposait sur les comités – qui détenaient le pouvoir réel – et il prenait des décisions sur tous les aspects de la vie sociale, économiques aussi bien que militaires ou autres, qui étaient en général acceptées par les comités.

Le binôme CCMA-comités était donc vraiment un pouvoir alternatif à celui de la Generalitat. L'Esquerra Republicana faisait effectivement partie des deux mais elle n'avait pas la moindre influence au sein du CCMA alors que ses dirigeants Companys et Tarradellas étaient à la tête de la Generalitat.

Peu importe s'il fallait ou non parler de «dualité de pouvoirs». L'essentiel est qu'il y avait deux pouvoirs «incompatibles» – ce qu'affirmait aussi la CNT – non pas pour des raisons administratives mais parce qu'ils répondaient à des dynamiques de classe et à des objectifs politiques contradictoires. La Generalitat et les forces politiques qui la soutenaient – à commencer par le PSUC – voulaient reconstruire l'État républicain. Le CCMA représentait la possibilité d'instaurer le pouvoir des comités – sur lesquels il reposait – et de réaliser dans leurs rangs l'alliance entre marxistes révolutionnaires et libertaires. Companys et le PSUC ont bien compris où était l'enjeu et la première tâche du «gouvernement d'unité antifasciste» a précisément consisté à liquider les organismes unitaires qui avaient réussi à vaincre «le fascisme» dans les premiers jours de la guerre.

Au-delà du texte de Nin, on dispose de preuves patentes que le POUM n'a pas analysé correctement la nature du CCMA.

Son représentant en son sein, Rovira, n'était pas un dirigeant central du parti contrairement à Nin qui, lui, a été chargé de le représenter au sein du Conseil d'économie [12]. En outre et c'est pour ainsi dire plus inquiétant encore, la décision de dissoudre le CCMA a été prise dès le 10 septembre (Godicheau avance même que la CNT l'avait adoptée dès le 17 août !) [13] et maintenue secrète alors que se menaient les négociations pour la formation du gouvernement, tout cela avec l'accord du POUM. La décision formelle de dissoudre le CCMA a été prise, rappelons-le, le 1er octobre.

Le POUM n'a pas analysé non plus correctement le rôle dévolu au gouvernement de la Generalitat, certes réduit à l'ombre d'un pouvoir effectif pendant les premiers mois de la guerre, dans une situation où les comités «étaient les maîtres de la Catalogne». Le 6 septembre, dans un discours au théâtre Gran Price de Barcelone, en tous points extraordinaire à part le passage que je veux relever ici, Nin s'exclame : «Si la dictature du prolétariat est le pouvoir exercé uniquement et exclusivement par la classe ouvrière [...] alors, je vous le dis, aujourd'hui, en Catalogne, nous avons la dictature du prolétariat.» [14] Solano a justifié cette phrase, prononcée dans le cadre d'un meeting, en la présentant comme une formule pédagogique à l'adresse des anarchistes. Si c'est le cas, en particulier pour le courant libertaire qui a toujours rejeté et méprisé le pouvoir politique, alors ce n'était pas une bonne pédagogie que d'oublier l'État républicain – la Generalitat – qui bien qu'affaibli et désarticulé, n'avait pas disparu et travaillait activement à sa reconstruction.

Ces erreurs d'analyse révèlent un problème de fond dans la conception du pouvoir qu'avait le POUM – et Nin – au moins sur une question essentielle : un pouvoir politique révolutionnaire doit émerger «par en bas» et quel que soit le système institutionnel, le pouvoir effectif doit s'incarner dans des organismes unitaires de base, ouverts à la participation démocratique des personnes, des courants, des mouvements sociaux et politiques qui s'engagent réellement dans la construction d'une nouvelle société. Dans chaque pays, à chaque époque, ces organismes et cette «nouvelle société» auront des dénominations et des caractéristiques très variées. Dans ce sens, Nin avait raison de critiquer l'application à la réalité espagnole du «modèle des soviets». Mais je pense qu'il avait tort de croire que l'existence ici de puissants syndicats rendait inutile la constitution d'organismes spécifiques pour exercer un pouvoir d'un «type nouveau» capable de porter des objectifs d'émancipation.

Quelques jours après l'exclusion du POUM du gouvernement de la Generalitat, dans une résolution adoptée par son Comité central réuni à Barcelone du 12 au 16 décembre, le POUM a appelé à lutter pour une

«assemblée constituante» formée des représentants élus par «les comités d'usine et d'ateliers, les assemblées paysannes et les délégués du front». [15] En juillet et plus encore en septembre, qu'il ait pu ou non être atteint, cet objectif correspondait à la situation réelle, à l'expérience des masses et aux moyens disponibles. En décembre, ces «comités» avaient disparu et cet appel était de la pure propagande, un écran de fumée. Le POUM qui défendait maintenant cette orientation, certainement avec conviction, avait résolument contribué à la priver de tout fondement concret.

C'est tout à fait possible que Nin ait écrit cette résolution.

Ce même Nin qui affirmait dans le discours au Price : «Nous nous trouvons à une étape décisive de notre révolution. Malheur à nous si nous ne savons pas tirer profit de cette conjoncture !»

Ce même Nin qui s'était rendu à Lleida pour convaincre ses camarades de dissoudre leur comité.

Ce même Nin qui a fait partie pendant trois mois du gouvernement de la Generalitat et même de sa «commission permanente», en développant un travail appréciable au ministère de la Justice mais en collaborant aussi à la reconstruction de l'État républicain au prix de durs affrontements avec les comités rebelles qui n'acceptaient pas leur dissolution.

Pourquoi?

**Miguel Romero, juin 2008. Traduction: Alencontre.org**  
**M. Romero est journaliste, membre de la rédaction de Viento Sur et militant d'Izquierda Anticapitalista (IVE Internationale dans l'Etat espagnol).**

1. Togliatti, P. (1980) "Informe del 30 de agosto a la dirección de la Internacional Comunista", in *Escritos sobre la guerra de España*, Barcelone, Crítica.
2. La revue *Viento Sur* ([www.vientosur.info](http://www.vientosur.info)) a publié dans son n°93, outre le présent article, des contributions de Durgan, Ealham, Pagés, Tosstorff, Solano, Andrade... et une bibliographie.
3. Nin, A. (2007) «El problema de los órganos de poder en la revolución española», in *Viento Sur*, n°93.
4. Le POUM (Partido Obrero de Unificación Marxista – Parti ouvrier d'unification marxiste) a été fondé le 29 septembre 1935 avec l'unification du BOC (Bloc Obrero i Camperol – Bloc ouvrier et paysan) et de l'IC (Izquierda Comunista – Gauche communiste). Il comptait quelque 10 000 membres mais il ne représentait une force significative qu'en Catalogne, en particulier dans la région de Lleida et de Tarragona. La grande majorité de ses militants provenait du BOC dont le leader, Joaquim Maurín, est devenu celui du nouveau parti. Maurín faisait une tournée de meetings en Galice quand a éclaté la guerre civile et il y a été arrêté.
5. Juan Andrade et Enrique Rodríguez étaient des dirigeants de l'Izquierda Comunista. A la demande de Nin, Andrade s'était incorporé à la direction du POUM en Catalogne. Rodríguez était le principal dirigeant du parti à Madrid.
6. Tosstorff, R. (1998) «Nin como líder del POUM», article consultable sur le site de la fondation Andreu Nin [www.fundanin.org](http://www.fundanin.org).

7. Le 5 octobre, une grève générale a répondu à l'entrée au gouvernement de ministres de la CEDA (Confederación Española de las Derechas Autónomas – Confédération espagnole des droites autonomes), le parti parlementaire le plus réactionnaire de la droite espagnole, dont le leader, Gil Robles, se posait en Duce espagnol. Dans les Asturies, un front unique formé par l'UGT et la CNT, ainsi que le BOC, l'IC et au dernier moment le PCE, a organisé un mouvement insurrectionnel qui a résisté deux semaines durant aux assauts de l'armée, dirigée par celui qui n'était encore que le commandant Franco. La répression a été brutale avec plus de 30 000 arrestations. La «Commune des Asturies» et son signe de ralliement UHP (Uníos Hermanos Proletarios – Unissez-vous frères prolétaires) sont devenus la référence morale du mouvement ouvrier, mais aucune expérience unitaire de cette portée ne s'est reproduite.

8. Pour le comprendre, il faut se reporter au remarquable livre de Ealham, Ch. (2005) *La lucha por Barcelona : clase, cultura y conflicto, 1898-1937*, Madrid, Alianza Editorial.

9. La politique syndicale du POUM était double. Hors de Catalogne, il travaillait prioritairement dans l'UGT, rarement dans la CNT. En Catalogne il disposait d'une réelle assise syndicale propre, provenant des syndicats contrôlés par le BOC qui avaient, dans leur grande majorité, été expulsés de la CNT en 1932 «parce qu'ils étaient marxistes». Il a essayé d'y créer une centrale syndicale alternative à la CNT et à l'UGT, alors très minoritaire et contrôlée par les stalinien du PSUC. Ce fut un échec : le POUM convoqua une «conférence d'unité syndicale» où ne participèrent que les syndicats qu'il dirigeait. En mai, ces syndicats créèrent la FOUS (Federación Obrera de Unidad Sindical – Fédération ouvrière d'unité syndicale) en Catalogne. Même si Nin a déclaré par la suite que ce ne serait pas une nouvelle centrale

syndicale mais seulement un «regroupement organique syndical» pour aboutir à l'unification syndicale, la FOUS a bien agi comme une centrale syndicale. Elle n'a eu qu'une existence éphémère : le 2 septembre elle a «recommandé» à «tous les syndicats sous son autorité de rejoindre en bloc l'UGT». L'objectif était de gagner des positions au sein de l'UGT pour promouvoir l'unification syndicale avec la CNT. Dans cette opération, le POUM a perdu une bonne partie de sa base syndicale considérable.

10. Qualifier le POUM de centriste – un concept aussi grossier qu'inutile dans la terminologie communiste – a été une lamentable erreur sectaire, reprise souvent depuis par des personnes et des organisations liées au trotskisme, à l'exception de la LCR.

11. Nin, A. (2007) «El problema de los órganos de poder en la revolución española», op. cit.

12. Organisme créé au tout début de la guerre, sur proposition de la CNT, pour prendre en charge l'organisation de l'économie. Il était composé de représentant de toutes les organisations et dépendait formellement du gouvernement de la Generalitat mais sa direction réelle était aux mains des partis ouvriers, principalement la CNT.

13. Godicheau, F. (2004) *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob.

14. Nin A. (1971) «El proletariado español ante la revolución en marcha», septembre 1936, in *Los problemas de la revolución española*, Paris, Ruedo Ibérico.

15. Alba, V. (1977) *La revolución española en la práctica. Documentos del POUM*, Madrid, Júcar, p. 107.

## Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste. Nous sommes actifs au quotidien pour soutenir et impulser les résistances sociales, à partir desquels il faut créer une nouvelle force politique anticapitaliste au service de ces luttes. Renforcer la LCR, c'est renforcer ce combat.

## Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

**Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, [info@lcr-lagauche.be](mailto:info@lcr-lagauche.be)**

Nom : .....

n° & rue: .....

Code postal: .....Commune: .....

Tél: ..... E-mail: .....

**Je veux...**

un abonnement d'un an à *La Gauche*, je verse 8 euros sur le compte FLL 001-0728451-57 mention 'Abonnement *La Gauche*'.

devenir membre de la LCR.

devenir membre de soutien de la LCR.

plus d'infos sur la LCR